

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE

FÉMINISME A L'ÉPOQUE DE 1848

Dans l'Ordre politique et dans l'Ordre économique

~~~~~

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

*Présentée et soutenue le Mardi 17 Mars 1908, à 1 heure*

PAR

**Jules TIXERANT**

---

*Président : M. CHAVEGRIN, professeur*

*Suffragants* { *MM. SOUCHON, professeur*  
*FERNAND FAURE, professeur*

—◆—

PARIS V<sup>e</sup>

**V. GIARD & E. BRIÈRE**

LIBRAIRES-ÉDITEURS

*16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier*

—

1908



THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

LE

# FÉMINISME A L'ÉPOQUE DE 1848

Dans l'Ordre politique et dans l'Ordre économique

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Mardi 17 Mars 1908, à 1 heure*

PAR

Jules TIXERANT

---

*Président : M. CHAVEGRIN, professeur*

*Suffragants* { MM. SOUCHON, professeur  
FERNAND FAURE, professeur



---

PARIS V<sup>e</sup>

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

---

1908

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.**

## PRÉFACE

De toutes les questions qui furent agitées dans l'étonnant bouillonnement d'idées qui marqua l'époque de 1848, plusieurs se posent encore aujourd'hui et telle est la question féministe. Sans doute le féminisme existait, plus ou moins développé, avant 1848 ; et ce n'était pas la première fois qu'un mouvement d'opinion se manifestait en faveur de l'égalité des sexes, mais aucun encore n'avait été aussi soutenu et aussi complexe que celui qui prit naissance avec la Deuxième République. Les écoles saint-simonienne et fouriériste venaient en effet de donner aux idées féministes une base doctrinale ; et les progrès du machinisme, en attirant la femme du foyer domestique à l'usine, lui permettaient d'acquérir une indépendance économique qu'elle n'avait pas possédée jusqu'alors. Il ne faudrait assurément pas exagérer, et ni les efforts ni les théories des féministes ne se présentèrent aux contemporains avec le relief et la netteté que nous nous efforcerons de leur donner. L'on comprend facilement qu'au milieu des événements si divers qui se sont succédé à cette époque agitée, le mouvement féministe se

soit en quelque sorte trouvé noyé. L'on constate en effet qu'il n'a guère attiré sur lui l'attention du grand public que par ses manifestations les plus sensationnelles, mais qui furent souvent en réalité les moins dignes d'intérêt (1). Il ne faudrait donc pas que cette étude détaillée fit illusion sur l'importance exacte du féminisme de 1848. On doit se rappeler que c'est l'effet de toute monographie d'agir un peu à la façon du verre grossissant qui donne à l'objet visé des dimensions parfois démesurées et laisse tout le reste dans le vague et le raccourci. Il se produit en quelque sorte une erreur d'optique, difficile à éviter, et contre laquelle il convenait, au seuil même de cette étude, de mettre en garde le lecteur.

---

1. Maxime du Camp, par exemple, dans ses « Souvenirs de l'année 1848 », signale seulement les incidents tumultueux qui marquèrent les séances du Club des femmes.

# Le Féminisme à l'époque de 1848

dans l'Ordre politique et dans l'Ordre économique

---

## LES ORIGINES DU MOUVEMENT FÉMINISTE DE 1848

L'école saint-simonienne et l'égalité des sexes. — L'émancipation de la femme d'après Fourier et ses disciples. — L'argument théologique. — Les précédents historiques.

L'on peut caractériser le mouvement féministe de 1848 en disant qu'il a été directement inspiré par les théories saint-simonienne et fouriériste sur le rôle social de la femme.

Mais quant au saint-simonisme, il faut à cet égard établir tout d'abord une distinction entre la pensée du chef d'école et celle de ses disciples.

« Saint-Simon, fils spirituel de Condorcet, dit M. Fournière, ne mérite pas, comme celui-ci, d'être placé parmi les précurseurs du féminisme. Rien dans son œuvre qui puisse nous éclairer sur ses sentiments touchant la situation personnelle et sociale de la femme. Rien qu'une citation vague faite par son disciple, Olinde Rodrigues, document de seconde main, dont la brièveté et le vague permettront à la verve imaginative d'Enfantin d'en tirer une doctrine de promiscuité religieuse. Saint-Simon a dit que l'individu social c'est l'homme et la femme (1). »

Il est pourtant un de ses écrits, daté de 1802, dans lequel il pose, d'une façon très indirecte il est vrai, le principe de l'égalité des sexes. Il s'agit de la célèbre prophétie de Saint-Simon, relative à la fondation d'une nouvelle Eglise, d'un nouveau pouvoir spirituel appelé à organiser la science et l'industrie et à rendre universelle l'obligation du travail : « ...La réunion des vingt et un élus de l'humanité prendra le nom de Conseil de Newton, se fait-il dire par une voix céleste ; le conseil de Newton me représentera sur la terre ; il partagera l'humanité en quatre divisions... Chacune de ces divisions aura un conseil composé de même que le conseil en chef. Tout homme, quelque partie du globe qu'il habite, s'attachera à une de ces divisions et souscrira

---

1. « Les théories socialistes au XIX<sup>e</sup> siècle », p. 69.

pour le conseil en chef et pour celui de sa division ; les femmes seront admise à souscrire, elles pourront être nommées. »

Cette question du rôle futur de la femme que Saint-Simon a, pour ainsi dire, passée sous silence, allait au contraire prendre une place considérable dans la pensée et les écrits de ses disciples, les passionner, et en fin de compte les diviser.

Saint-Simon était mort le 19 mai 1825 et dès 1827 se posait dans l'école la question de l'émancipation des femmes. De la phrase devenue fameuse : « l'individu social c'est l'homme et la femme » on tira cette conséquence que, les deux sexes possédant chacun des qualités propres, étant complémentaires l'un de l'autre, toute fonction pour être remplie comme il convient, doit l'être par un couple. C'est en ce sens que le journal saint-simonien, *Le Globe* demandait pourquoi les femmes des députés ne siègeraient pas à la Chambre à côté de leurs maris. Et dans le manifeste que, le 1<sup>er</sup> octobre 1830, Bazard et Enfantin adressèrent à la Chambre des députés, c'est au nom du même principe qu'ils revendiquent l'égalité religieuse, politique et civile des deux sexes.

« Le christianisme a tiré les femmes de la servitude, mais il les a condamnées pourtant à la subalternité, et, partout dans l'Europe chrétienne, nous les voyons encore frappées d'interdiction religieuse, politique et civile.

« Les saints-simoniens viennent annoncer leur affranchissement définitif, leur complète émancipation...

« Ils demandent, comme les chrétiens, qu'un seul homme soit uni à une seule femme, mais ils enseignent que l'épouse doit devenir l'égale de l'époux, et que, selon la grâce que Dieu a dévolue à son sexe, elle doit lui être associée dans l'exercice de la triple fonction du temple, de l'état et de la famille, de manière à ce que l'individu social, qui, jusqu'à ce jour, a été l'homme seulement, soit désormais l'homme et la femme. »

Enfantin, en développant la théorie du couple-prêtre, arriva à de telles extravagances, à l'attente de la femme-messie, qu'une partie de l'école suivant Rodrigues et Bazard se sépara de lui.

Enfin, à la suite des incidents qui marquèrent son séjour à Ménilmontant en compagnie de quelques fidèles, Enfantin comparaissait en Cour d'assises, le 27 août 1832 ; il avait remis sa défense à deux femmes auxquelles la Cour refusa la parole ; il fut condamné pour association illicite et propagation de doctrines immorales.

Les exagérations de quelques-uns de ses adeptes ne doivent pas faire oublier que l'école saint-simonienne eut le mérite indéniable, par l'émotion que soulevèrent ses prédications dans les années qui suivirent la Révolution de 1830, d'attirer l'attention publique sur la condition des femmes. Nombreuses sont les brochures trai-

tant de ce sujet qui parurent à cette époque ; plusieurs même furent écrites par des femmes.

Celles-ci d'ailleurs, comme les hommes, faisaient partie des divers degrés de la hiérarchie saint-simonienne ; elles aussi pouvaient parvenir jusqu'au collège qui assistait les Pères. Trois d'entre elles avaient obtenu un rang élevé dans la famille des fidèles ; c'étaient M<sup>lle</sup> Saint-Hilaire, M<sup>mes</sup> Fournel et Bazard, celle-ci la véritable reine du saint-simonisme, dit M. Weill (1). Un groupe féminin s'était formé pour affranchir son sexe ; il fonda un journal qui, paraissant à des dates irrégulières, s'appela tour à tour la *Femme libre* et la *Tribune des femmes*, et qui en dernier lieu fut dirigé pour une ancienne ouvrière, Suzanne Voilquin. Celle-ci devait d'ailleurs prendre une part très active au mouvement féministe de 1848.

Ce qu'il est intéressant de constater à notre point de vue, c'est l'influence que la doctrine saint-simonienne a exercée sur le grand philosophe anglais, Stuart Mill. Celui-ci reconnaît dans ses *Mémoires* « qu'elle lui fit comprendre... la nécessité d'affranchir le sexe faible ». L'on sait la campagne qu'il mena dans ce but par ses écrits et jusqu'au Parlement. Et les premières lances qu'il rompit à ce sujet, ce fut en 1843, dans sa correspondance avec Auguste Comte, l'ancien collaborateur, mais non le disciple de Saint-Simon. Stuart Mill n'aimait pas d'ailleurs à laisser voir les lettres qu'il avait

---

1. « L'école saint-simonienne », p. 100.

écrites au futur chef du positivisme ; il se reprochait d'avoir fait trop de concessions aux convictions de son correspondant, qui, lui, était resté inébranlable dans son système de la hiérarchie des sexes (1).

L'influence de l'école saint-simonienne fut très notable sur les événements de 1848, mais en particulier sur le mouvement féministe.

En effet, parmi les défenseurs des revendications féminines, on retrouve à cette époque un certain nombre des saints-simoniens de marque dispersés depuis le chisme d'Enfantin.

Au premier rang il convient de citer Olinde Rodrigues, ce financier israélite, devenu l'un des chefs de l'école, qui en 1848 sentit se réveiller en lui toutes les espérances de sa jeunesse. Ce fut lui qui rédigea un projet de constitution populaire, accordant les droits politiques aux femmes ; il fut également l'un des principaux commanditaires de la Société de la Voix des femmes.

Pierre Leroux, qui en 1851 devait, sans succès d'ailleurs, réclamer à l'Assemblée législative le droit de suffrage pour les femmes dans les élections municipales, avait été l'un des apôtres les plus ardents du saint-simonisme. On pourrait dire la même chose de Barrault, qui, dans le *Tocsin des Travailleurs*, plaida

---

1. Lettres inédites de J. St. Mill à Auguste Comte, publiées par L. Lévy-Brühl.

avec émotion la cause des ouvrières réduites à la misère par la crise de 1848.

Saint-simonien également Carnot qui, devenu ministre de l'Instruction Publique, confia à Ernest Legouvé une chaire au Collège de France pour y traiter des moyens de relever la condition féminine.

Saint-simonien, Laurent (de l'Ardèche) qui à la tribune de la Législative combattit la proposition Chapot tendant à supprimer le droit de pétition des femmes en matière politique.

Saint-simonienne enfin, Eugénie Niboyet, directrice de la *Voix des femmes*, qui, déjà à Lyon en 1834, avait fondé le *Conseiller des femmes*.

Le saint-simonisme qui fournit des adeptes au mouvement féministe de 1848 lui donna également une doctrine. L'idéologie de l'école apparaît dans presque tous les écrits féministes de l'époque; la phrase fameuse : « l'individu social c'est l'homme et la femme » s'y trouve reproduite très fréquemment et développée sous toutes ses faces. L'idée dominante est donc celle-ci : que l'on se place au point de vue civil, politique ou religieux, l'homme seul ne peut rien faire de complet ni de durable.

C'est ainsi qu'Anna Knight déclare, après les sanglantes journées de juin, que « si dans les conseils la femme avait été assise aux côtés de l'homme, jamais ces horribles événements n'auraient eu lieu. Avec la clairvoyance et l'esprit de justice qui les animent, les

femmes se seraient opposées aux mesures qu'elles prévoyaient dès l'origine devoir amener ces funestes conséquences » (1).

« L'homme, dit Jeanne Deroin, ne sait établir l'ordre que par le despotisme, la femme ne sait organiser que par la puissance de son amour de mère : tous deux réunis sauront concilier l'ordre et la liberté (2). »

« La loi, dit-elle ailleurs, doit surtout prévenir, diriger, préserver ; mais elle n'a su jusqu'à présent que punir, contraindre et réprimer, parce qu'elle a été formulée par l'homme seul. La présence d'une femme à l'Assemblée Nationale y introduirait l'élément nécessaire pour compléter la loi (3). »

Et c'est bien la théorie du couple-prêtre qu'invoquait Jeanne Deroin lorsqu'elle écrivait aux membres de la Commission du banquet des prêtres socialistes : « Citoyens, je viens à votre banquet, parce que la femme est aussi prêtre et doit avoir place dans le temple comme dans l'Etat et dans la famille... Vous ouvrirez à la femme les portes du temple où elle doit entrer comme votre égale, si vous voulez briser le dernier chaînon de l'esclavage antique (4). »

Et plusieurs fois encore nous rencontrerons cette double idée saint-simonienne, à savoir : d'une part, que

---

1. « Lettre au pasteur Coquerel ».

2. « Cours de Droit social pour les femmes », Bib. Nat. E. 5523.

3. « Opinion des femmes », 10 avril 1849.

4. « Opinion des femmes », mai 1849.

l'affranchissement de la femme est lié à l'émancipation du prolétariat ; d'autre part, que, si la condition subalterne de la femme s'expliquait dans le passé, à une époque où seuls les guerriers avaient voix au conseil, il n'en est plus de même maintenant que la force physique a cessé d'être prise en considération.

Mais il n'était pas sans danger pour le féminisme de paraître ainsi l'héritier trop fidèle du saint-simonisme, et les critiques que celui-ci avaient soulevées ne pouvaient que trop facilement rejaillir sur celui-là. C'est ce qui se produisit.

L'on vit le *Bulletin de la République* accuser les femmes qui prêchaient l'émancipation de leur sexe de n'avoir que des visées personnelles, car, dit-il, elles sont mues par « l'esprit de secte » ; et il ajoute : « Nous ne craignons pas de le dire, les tentatives de la femme libre dans le saint-simonisme ont eu un caractère aristocratique. »

Jeanne Deroin, dans un article intitulé : « A ceux qui nous méconnaissent » protesta vivement contre ces allégations et déclara formellement : « Ce n'est point l'intérêt de secte qui nous fait agir... Ce n'est pas l'esprit de la femme libre d'Enfantin qui vit en nous. » Elle comprenait en effet qu'il était surtout à craindre qu'on n'essayât de discréditer tout le mouvement féministe en le montrant inspiré des conceptions extravagantes d'Enfantin. Elle s'efforça donc, à plusieurs reprises, de dissiper toute équivoque à cet

égard. « Les saints-simoniens, dit-elle, doivent être loués pour leurs bonnes intentions, les efforts et même les puissants secours qu'ils ont apportés à notre cause, mais, disons-le franchement, nos bénédictions sont pour ceux d'entre eux, qui, fidèles à la morale de leur maître, ont résisté au schisme d'Enfantin... Lorsqu'Enfantin a tenté de proclamer la femme libre, lorsqu'il a désigné comme prêtresse de l'avenir l'odalisque indolente, la femme ignorante et sensuelle, il a renié son maître et rompu avec le premier disciple, Rodrigues. » Enfin elle affirme la complète indépendance du mouvement féministe : dans toutes les nuances d'opinions, dit-elle en substance, nous avons des partisans qui nous soutiendront, sans chercher à nous influencer (1).

Jeanne Deroin, qui parmi les défenseurs de son sexe fut la personnalité la plus originale en même temps que la plus agissante (2), pouvait parler ainsi, car si, dans une certaine mesure, elle avait subi l'influence saint-simonienne, l'éclectisme de son esprit lui permit d'embrasser d'autres doctrines. Et parmi celles-ci, le fouriérisme dont elle propagea avec ardeur les théories sur l'Association. Fourier n'avait-il pas dit que « les femmes en association reprendront bien vite le rôle que la nature leur assigne, le rôle de rivales et non pas sujettes du sexe masculin » ? (3).

---

1. « Voix des femmes », 19 avril 1848.

2. « Nouveau monde industriel. »

3. « Une féministe de 1848 : Jeanne Deroin », par Ad. Ranvier. (« Revue féministe », 1897.)

Au reste Fourier s'était montré plus explicite que Saint-Simon sur la question de la condition des femmes. Dans la *Théorie des Quatre Mouvements* il déclarait : « En thèse générale les progrès sociaux et les changements de période s'opèrent en raison du progrès des femmes vers la liberté et les décadences d'ordre social s'opèrent en raison du décroissement de la liberté des femmes... En résumé l'extension des privilèges des femmes est le principe générateur de tous les progrès sociaux. »

Et il montrait que, dans la politique, les femmes avaient toujours rempli à leur honneur les charges qui leur avaient été confiées, et que de Sémiramis à Catherine, sur huit souveraines libres et sans époux, sept ont régné avec gloire, tandis que sur huit rois on compte habituellement sept souverains faibles.

Mais c'est de la situation faite à la femme dans l'ordre économique que Fourier s'est surtout préoccupé et parfois même indigné : « Elle ne vivra que de privations, dit-il, même dans l'industrie où l'homme a tout envahi jusqu'aux minutieuses occupations de la couture et de la plume. N'est-il pas scandaleux de voir des athlètes de trente ans accroupis devant un bureau ou voiturant avec des bras velus une tasse de café, comme s'il manquait de femmes et d'enfants pour vaquer aux vétilleuses fonctions des bureaux et du ménage ? » Et il propose qu'on réserve aux femmes une moitié d'emploi dans les branches lucratives.

Fidèles à la doctrine de leur maître, ce fut l'émancipation économique de la femme qu'en 1848 les disciples de Fourier réclamèrent comme la plus pressante. Le manifeste que publia leur organe, *La Démocratie Pacifique*, à l'occasion des élections à la Constituante renfermait cette déclaration : « Nous voulons tous que la France soit bientôt en état d'assurer... à toutes les femmes l'indépendance et la dignité. » Des droits politiques il n'était pas fait mention. Non pas que les fouriéristes fussent hostiles à l'idée d'accorder ces droits aux femmes ; elle leur paraissait juste et logique au contraire, et destinée à triompher un jour, dans un avenir éloigné peut-être, mais certain. — Peut-être disait *La Démocratie Pacifique*, une proposition sera-t-elle faite en ce sens à l'Assemblée Constituante ; celle-ci probablement refusera d'y adhérer ; mais nous ne la raillerons pas de son refus, car on ne peut refaire la Société tout entière à la fois » (1).

Les fouriéristes, de leur propre aveu, n'attachaient donc pas une grande importance pratique à la solution de cette question ; ils pensaient que les aptitudes naturelles de la femme la destinaient plutôt aux œuvres d'éducation et d'assistance.

En fait pourtant, et bien qu'il ne fut pas inscrit dans leur programme, les fouriéristes défendirent en 1848 le principe de l'égalité politique des deux sexes, et ce fut

---

1. 14 mars 1848.

leur chef, l'ancien officier d'artillerie, Considérant, qui dans le Comité de Constitution éleva la voix pour réclamer les droits électoraux des femmes. Un peu plus tard d'ailleurs, dans sa brochure sur le Gouvernement direct, il écrivait : « La loi est un contrat intervenant entre tous les membres de la Société ; elle ne saurait, sans instituer une inique servitude, être obligatoire pour ceux qui auraient été repoussés de la formation de ce contrat ; en conséquence tous les Français majeurs des deux sexes font, de plein droit, partie des sections où est leur domicile. »

Par ses antécédents saint-simoniens et fouriéristes, le féminisme de 1848 était socialiste. Une autre influence contribua à lui donner sa physionomie propre et en quelque sorte à le dater. L'on sait en effet qu'une des caractéristiques de cette époque ce fut d'avoir été animée, au moins dans une certaine mesure, par le sentiment religieux. Et ce sentiment se trouve particulièrement marqué dans le féminisme d'alors. Celui-ci en effet a fréquemment recours à l'argument théologique. C'est au nom de la religion que les femmes doivent réclamer leurs droits : « Dieu les fit libres, la conscience le leur dit, la loi humaine les fit esclaves, elles se révoltent contre cette loi (1). »

Et ce n'est pas aux vagues conceptions mystiques du

---

1. « Voix des Femmes », 18 juin.

saint-simonisme que l'on fait alors appel, mais à la doctrine chrétienne elle-même.

« Ce que nous voulons appliquer aujourd'hui, Jésus-Christ l'a prêché il y a dix-huit siècles... c'est lui que nous voulons prendre pour exemple et pour modèle (1)... » « C'est lui qui est venu prononcer la parole d'affranchissement, quand, Marie écoutant à ses pieds la parole de vérité, il dit à Marthe : Marie a choisi la meilleure part qui ne lui sera point otée. » Que de fois le pasteur Coquerel se verra rappeler cette phrase quand, sur son rapport, l'Assemblée Nationale aura interdit l'accès des clubs aux femmes.

Et Jeanne Deroïn, dans la première livraison de son Cours de Droit social, sous ce titre significatif : *Destinée sociale de l'humanité basée sur la loi divine*, après avoir cité la parole du Christ, ajoutait : « Les femmes célèbrent leur avènement à la vie sociale en partageant avec leurs frères la gloire du martyre ; elles veulent sceller de leur sang cette foi nouvelle qui leur permet de prendre part à la lutte glorieuse du dévouement et de l'intelligence contre l'égoïsme aveugle du vieux monde... Le christianisme est encore incompris. Pourquoi ? parce que l'homme oubliant la parole du Rédempteur qui appelait la femme à prendre part à ses enseignements sublimes, l'homme seul a parlé pour expliquer ce qu'il ne pouvait comprendre seul. »

---

1. « Voix des femmes », 23 mars 1848.

Les féministes de 1848 aiment donc à se proclamer les continuateurs fidèles du christianisme primitif. En montrant ainsi sur quels fondements traditionnels s'appuient leurs revendications, ils espèrent attirer à leur cause la masse des femmes qu'aurait pu écarter l'apparence un peu révolutionnaire de leur mouvement. Et c'est ce double caractère, à la fois traditionnel et novateur, qu'exprimait Jeanne Deroin lorsque, s'adressant à Proudhon, elle déclarait être « socialiste chrétienne ».

C'est encore à la tradition que font appel les féministes de 1848 quand ils invoquent les précédents historiques ; et ceux-ci ils n'hésitent pas à les chercher à des époques assez reculées. Il est même curieux de noter l'insistance avec laquelle est rappelé l'exemple des femmes gauloises « législatrices ». C'est la fameuse quakeresse Anna Knight qui, après avoir combattu l'esclavage des noirs, est venue en France travailler à l'émancipation de son sexe et qui demande que « les deshéritées de la nation soient réintégrées dans les droits dont jouissaient les anciennes Gauloises » (1). C'est Schoelscher qui, soutenant à la tribune de la Législative le maintien du droit de pétition pour les femmes, déclare : « Nos pères les Gaulois les admettaient dans leurs conseils, et l'histoire ne dit pas qu'ils s'en soient jamais mal trouvés. » En parlant ainsi il rééditait presque mot pour mot une phrase qu'on trouve déjà dans les écrits féministes de la première Révolution.

---

1. Anna Knight au pasteur Coquerel.

L'origine de cette tradition doit-elle être trouvée dans Plutarque, qui nous révèle en effet l'intervention de la femme gauloise dans certaines occasions solennelles de la vie publique : « Avant de passer les Alpes et de conquérir la partie de l'Italie qu'ils habitent maintenant, les Gaulois, divisés en de grandes et implacables discordes, étaient entrés en guerre civile. Les femmes, s'avancant entre les armées prêtes à se charger, prirent connaissance du différend et le jugèrent avec tant d'habileté et de justice qu'une amitié entre tous s'établit dans chaque peuple et chaque famille. C'est pourquoi les Gaulois conservèrent dorénavant la coutume de consulter leurs femmes sur la paix et la guerre et de les employer à apaiser leurs différends avec leurs alliés. » C'est ainsi que, toujours au témoignage de Plutarque, par leur traité avec Annibal, les Gaulois stipulèrent que si les Carthaginois prétendaient avoir subi quelque dommage, les femmes gauloises seraient prises pour arbitres (1).

A la vérité, il n'était peut-être pas bien nécessaire de remonter si haut dans le passé pour trouver trace de fonctions politiques remplies par des femmes ; et le moyen âge peut à cet égard fournir des faits plus probants, parce que plus rapprochés.

C'est ainsi qu'en 1848 Rodrigues, commentant son projet de constitution populaire, invoque la tradition de

---

1. Plutarque. « *De virtutibus mulierum* », t. II, p. 246.

l'ancien régime ; il rappelle que les femmes nobles, titulaires de fiefs, ont en cette qualité exercé tous les droits de la souveraineté seigneuriale, qu'elles ont rendu la justice, qu'elles ont levé les impôts, enfin qu'elles ont participé à l'élection des états généraux.

Cela est exact, et l'on a retrouvé des procurations par lesquelles des dames ou des demoiselles de fiefs délèguèrent des députés aux états de 1302 et de 1308, les plus anciens, que réunit Philippe le Bel. Mais, ce que Rodrigues omet d'ajouter, c'est que cela ne fut pas spécial à la noblesse. Aussi bien que les abbés des monastères d'hommes, les abbesses des couvents de femmes étaient convoquées aux états et envoyaient des représentants. Les femmes roturières elles-mêmes, quand elles étaient chefs de famille, c'est-à-dire veuves ou filles majeures, figuraient aux assemblées d'habitants et, en cette qualité, prenaient part à la nomination des députés que les communes envoyaient aux états généraux.

Sous la monarchie absolue, il est vrai, ces pratiques tombèrent en désuétude, mais le règlement royal du 24 janvier 1789 les remit en vigueur.

Rodrigues pouvait donc dire avec raison que la première Assemblée Nationale constituante fut réellement nommée par des hommes et par des femmes.

D'autres féministes de 1848, Jeanne Deroin par exemple, rappellent le souvenir de la Révolution de 1789, « dès laquelle les femmes exercèrent une action

politique par l'affiche, par le pamphlet, par le club » (1). Ils évoquent la mémoire de celles qui par leur éloquence, par leurs écrits, par le courage avec lequel elles ont affronté la mort prouvèrent que leur sexe peut aspirer à tous les gens de gloire. Et, chose assez inattendue, on voit Marie-Antoinette « dont l'esprit indépendant se trahissait au sein des grandeurs » représentée comme ayant donné l'élan au mouvement émancipateur. Le souvenir d'Olympe de Gouges est resté particulièrement vivace, elle, « qui inspirée du vrai génie de la Révolution osa poser, en face de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, la déclaration des droits de la femme et de la citoyenne, déclaration qu'elle scella de son sang » et Rodrigues, en évoquant ainsi le souvenir de l'héroïne révolutionnaire, ne manque pas de rappeler la fameuse parole : « Les femmes doivent avoir le droit de monter à la tribune puisqu'elles ont le droit de monter à l'échafaud. »

Il n'est pas douteux en effet qu'à l'époque de la Révolution se produisit un assez vif mouvement féministe qui se manifesta par des brochures et par des pétitions (2). Citons entre autres : Une Requête des femmes pour leur admission aux états généraux, le Cahier des doléances et réclamations des femmes, une Requête des dames à l'Assemblée nationale pour lui demander de

---

1. « Voix des femmes », 10 juin 1848.

2. Aulard, « Le féminisme pendant la Révolution française. » (« Revue Bleue », 19 mars 1898.)

décréter, notamment, que « toutes les personnes du sexe féminin pourront être admises indistinctement aux assemblées de district et de département, élevées aux charges municipales, et même députées à l'Assemblée Nationale, lorsqu'elles auront les qualités exigées par la loi des élections » (1).

L'année suivante, en juillet 1790, Condorcet dans le *Journal de la Société de 1789*, élargissant les idées qu'il avait émises dans son *Essai sur les Assemblées provinciales*, réclamait avec beaucoup d'éloquence et de vigueur l'admission des femmes au droit de cité. Mais, fait digne de remarque, la seule fois, à notre connaissance, que fut invoquée en 1848 sur cette question l'autorité de Condorcet, ce fut par Pierre Leroux dans son discours à l'Assemblée législative.

Les efforts de Condorcet n'avaient pas été, il est vrai, couronnés de succès ; l'Assemblée nationale s'était bornée en 1791 à déclarer, par le dernier article de sa constitution, qu'elle remettait la garde de son œuvre « à la vigilance des pères de famille, aux épouses et aux mères » ; et la Convention refusa également de proclamer l'égalité des deux sexes.

Il est d'ailleurs juste de reconnaître que les violences auxquelles s'étaient livrés quelques groupes de femmes ne contribuèrent pas peu à discréditer leur cause. A la suite de l'agitation qu'elles provoquèrent jusqu'au

---

1. Cf. Le Faure. « Le socialisme pendant la Révolution ».

sein de la Convention, Amar présenta un décret portant la suppression des clubs de femmes et qui, malgré l'opposition de Charlier, fut adopté (9 brumaire an II).

Aussi, lorsqu'en 1848 Coquerel voudra justifier un projet de décret analogue sur les clubs, il se bornera à dire : « Les souvenirs historiques de la présence des femmes dans les assemblées politiques suffisent pour les en exclure. »

La Révolution pouvant fournir ainsi des arguments à leurs adversaires, les féministes se plaisaient à répéter les paroles de Legouvé : « Que la République de 1789 n'avait échoué que pour avoir exclu de son sein la moitié de l'intelligence de la France. »

Eugénie Niboyet, d'ailleurs, aimait à opposer au souvenir de Théroigne de Méricourt, restée le type de l'émancipatrice exaltée, la sage réserve de M<sup>me</sup> Roland ; elle rappelait que personne n'avait mieux que celle-ci compris le mouvement révolutionnaire et le rôle que son sexe devait y jouer, par exemple quand elle écrivait : « Je ne crois pas que nos mœurs permettent encore aux femmes de se montrer. Elles doivent inspirer le bien, et nourrir, enflammer les sentiments utiles à la patrie, mais non paraître concourir à l'œuvre politique. Elles ne pourront agir ouvertement que lorsque les Français auront tous mérité le nom d'hommes libres. » Et Eug. Niboyet ajoutait : « Ce que M<sup>me</sup> Roland écrivait il y a cinquante-cinq ans serait-il vrai de nos jours encore ? »

En somme la Révolution, en détruisant les institutions de l'ancien régime, avait du même coup enlevé aux femmes la représentation qu'elles possédaient sous diverses formes. Cette situation avait d'ailleurs été préparée par l'action centralisatrice de la monarchie absolue ; de 1614 à 1789 les états généraux n'avaient pas été réunis ; et le nombre des provinces ayant conservé leurs Etats s'était de plus en plus réduit. Quant aux assemblées d'habitants, à mesure qu'on approche de la Révolution, on voit le chiffre des comparants y diminuer régulièrement : les femmes furent les premières à faire défaut et à partir de la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, leur présence devint de moins en moins fréquente, jusqu'à être exceptionnelle (1) ; enfin ces assemblées furent supprimées, sous la Révolution ; toutefois on en retrouve un dernier vestige dans la loi du 10 juin 1793 qui, sur la question du partage des biens communaux, accorda le droit de vote aux habitants de tout sexe, majeurs de vingt et un ans.

L'on se souvient également que, dans les villes où l'assemblée générale des habitants n'avait pas lieu, c'est par l'intermédiaire des corporations que les femmes qui appartenaient à un corps de métier, participaient à la gestion des intérêts communs ; or en 1791 la Constituante décrétait la suppression des corporations.

---

1. Henri Babeau, « Les Assemblées générales des communautés d'habitants. »

Quant aux femmes qui appartenait à la noblesse ou à une congrégation religieuse et qui comme telles participaient dans une certaine mesure à la formation des états généraux, elles furent dispersées par la Terreur.

En résumé, les diverses institutions qui donnaient aux femmes une part dans la représentation communale, provinciale ou nationale, se trouvèrent supprimées par la Révolution. C'est sans doute ce qui explique comment disparut assez vite le souvenir des droits électoraux qu'avaient exercés les femmes de l'ancien régime, et comment, en 1848, Rodrigues fut à peu près le seul à les rappeler, et encore d'une manière incomplète.

Au reste, rien ne montre mieux l'influence antiféministe qu'exerça la Révolution de 1789 que ceci : Babeuf, qui fut l'auteur de la *Conspiration pour l'Egalité*, supprimait toutes les inégalités sauf celles tenant au sexe ; dans la doctrine des égaux, telle que l'a exposée Buonarotti, le droit de suffrage était réservé aux hommes (1).

Et l'Empire ne fit qu'accentuer ces tendances : les discussions auxquelles donna lieu la préparation du Code civil nous font connaître quels étaient les sentiments de Napoléon sur la question de l'égalité des sexes. On

---

1. Buonarotti. « Histoire de la Conspiration pour l'Egalité de Babeuf. »

pourrait multiplier les citations. « Il faut que la femme sache, disait-il, qu'en sortant de la tutelle de son père, elle entre sous la tutelle de son mari... Un mari doit avoir un empire absolu sur les actions de sa femme... Il est une chose qui n'est pas française, c'est de donner de l'autorité aux femmes. » Bien entendu il n'admettait pas qu'elles touchassent à la politique : « Les femmes sont l'âme de toutes les intrigues, déclarait-il au retour de la campagne d'Italie, on devrait les reléguer dans leur ménage ; les salons du gouvernement devraient leur être fermés (1). »

Arrive la Restauration ; son philosophe, M. de Bonald, pose en maxime que « l'homme et la femme ne sont pas égaux et ne pourront jamais le devenir ». Néanmoins, dès cette époque, commencent à se manifester des velléités d'indépendance féminine : « Chères concitoyennes, déclare un manifeste d'une allure très décidée, notre régénération sociale ne peut s'effectuer que par la résistance passive et active. La résistance active c'est la presse... Quant à la résistance passive, il est un principe sanctionné par les philosophes de tous les pays, c'est que dans un État légalement constitué, ceux-là qui n'y sont pas représentés ne sont pas tenus de contribuer à ses charges. Eh bien ! non seulement les femmes ne jouissent d'aucun des privilèges accordés à l'autre sexe,

---

1. Frédéric Masson. « Jadis ».

mais leur existence est nulle dans l'Etat ; pourquoi donc subviendraient-elles à ses charges ? »

Il convient toutefois de faire observer que, sous la Restauration, la législation électorale accordait à certaines catégories de femmes une sorte d'exercice indirect des droits politiques.

La loi du 29 juin 1820 (art. 5) décidait en effet qu'une veuve pourrait déléguer ses contributions foncières, dans le but de lui constituer ou lui parfaire son cens électoral, à celui de ses fils, à défaut de fils à celui de ses petits-fils, et à défaut de petits-fils à celui de ses gendres qu'elle désignerait.

Le pouvoir électoral ainsi donné à la femme était bien mince, la loi du 19 avril 1831 l'étendit sensiblement. D'abord la loi de 1820 ne permettait que la délégation des contributions foncières ; celle-ci autorise la délégation des contributions directes en général. De plus, pour l'exercice de ce droit, elle assimila à la veuve la femme divorcée ou même simplement séparée de corps ; elle tranchait ainsi des difficultés qui s'étaient élevées précédemment. Enfin l'article 8 de la loi de 1831 n'ayant pas répété les dispositions de l'article 5 de la loi de 1820 sur l'ordre dans lequel la veuve pouvait déléguer ses contributions, celle-ci eut désormais la faculté de choisir l'un quelconque de ses descendants, sans égard au degré de parenté ou d'alliance. L'article 8 ajoutait au nombre des délégués présomptifs les petits-gendres et accordait à la femme pleine liberté de choisir parmi

ses fils, petits-fils, gendres et petits-gendres, même de désigner un gendre si elle avait des fils (1).

La jurisprudence interprétait ces dispositions d'une manière très large. Ainsi il fut reconnu que la femme pouvait déléguer ses contributions à son fils adoptif, à son gendre veuf et sans enfant, au gendre même qui, après le décès de sa femme, avait contracté un second mariage, alors qu'il existait un enfant issu de la première union. On admit également qu'elle pouvait déléguer les contributions imposées au nom de son mari, mais payées par elle depuis le décès de celui-ci (2).

Mais le décret du 5 mars 1848, en abolissant le régime censitaire, rendit désormais sans objet cette jurisprudence.

Et en 1848, comme lors de la première Révolution, l'établissement du suffrage universel eut ce résultat, qui surprend au premier abord, de priver les femmes de droits qu'elles possédaient auparavant. Cela s'explique d'ailleurs ; sous l'ancien régime les assemblées étaient élues sur le principe de la représentation des intérêts et des groupes : c'est en tant qu'ayant des intérêts propres que les femmes, célibataires ou veuves, députaient aux états de la province ou de la nation quand elles étaient nobles, comparaissaient aux assemblées communales quand elles étaient roturières ; et

---

1. Discussion à la Chambre des députés du 28 février 1831 et circulaire ministérielle du 20 avril.

2. Ostrogorski : « La femme au point de vue du droit public ».

c'est comme appartenant à des groupements, congrégations pour les unes, corporations pour les autres, que les religieuses et les femmes exerçant un métier étaient représentées aux états. Sous la Restauration, il se passe quelque chose d'analogue : avec le système censitaire c'est à la fortune qu'est attachée le droit électoral, et c'est pourquoi les femmes peuvent déléguer leurs contributions (1). Dans tous ces cas la considération de la personne n'est pas en jeu et c'est pourquoi l'exercice du droit de suffrage est indépendant, dans une certaine mesure, du sexe. Il en est autrement avec le suffrage universel ; le droit électoral alors devient un droit individuel, personnel, qui n'appartient qu'au citoyen.

Nous avons ainsi envisagé les divers éléments, philosophiques, religieux, historiques qui, en se combinant, donnèrent naissance au mouvement féministe de 1848 et firent son originalité.

Au reste, ce mouvement fut complexe et, en voulant le synthétiser en formules, on risque de tomber dans l'arbitraire. Néanmoins les différentes revendications par lesquelles il s'exprima peuvent être classées en trois catégories : leur objectif est politique, économique ou civil.

---

1. C'est là le trait ordinaire des régimes censitaires et le règlement pour les élections à la première Douma de l'Empire russe (août 1905), qui refusait aux femmes le droit de vote, leur donnait la faculté de transférer à leurs maris ou à leurs fils le cens électoral afférant à leurs propres immeubles. (Voy. Esmein. « *Eléments de droit constitutionnel*. »)

Les revendications d'ordre civil, nous ne faisons que les signaler — elles ne rentrent pas dans le cadre de cette étude — ; disons seulement que, si l'égalité civile fut souvent réclamée en même temps que l'égalité politique, elle ne fit pas l'objet de discussions parlementaires ; et, au point de vue théorique même, elle semble avoir été assez négligée. L'on pourrait sans doute citer la campagne que menèrent quelques femmes en faveur du divorce ; mais leurs efforts paraissent être restés isolés. Eug. Niboyet repoussa toute solidarité avec ce mouvement ; les fouriéristes, de leur côté, déclaraient que leur maître n'avait admis le divorce que comme un pis-aller et qu'à leur avis d'autres réformes plus urgentes devaient solliciter l'attention du gouvernement. De fait, le projet de loi portant rétablissement du divorce, qui avait été présenté le 26 mai par Crémieux à l'Assemblée Constituante, fut retiré purement et simplement le 23 septembre 1848.

Nous étudierons donc le féminisme dans l'ordre politique et l'ordre économique. Et pour plus de clarté dans l'exposition, nous examinerons successivement ces deux séries de questions, bien que dans la réalité elles se soient souvent présentées simultanément.



## PREMIÈRE PARTIE

### LE FÉMINISME POLITIQUE

---

Si l'on veut se faire une idée exacte des revendications des femmes dans l'ordre politique, et comprendre les débats qu'elle soulevèrent, il ne faut pas les isoler du mouvement général des idées et de la marche des événements, qui contribuent en effet à expliquer de de quelle façon elles se présentèrent et comment elles furent accueillies.

Aussi, pour une étude de ce genre, l'ordre logique nous paraît-il être l'ordre chronologique.

De ce point de vue l'on peut diviser l'histoire du féminisme politique de 1848 en trois phases, qui correspondent à peu près aux époques qui furent successivement celles du Gouvernement Provisoire, de l'Assemblée Constituante et de l'Assemblée Législative, qui chacune marquent une modification dans l'attitude du législateur et même de l'esprit public à l'égard des revendications féminines.

Le Gouvernement Provisoire (25 février-4 mai), tout frais éclos de la Révolution, parut les considérer avec une certaine sympathie ; l'Assemblée Constituante (4 mai 1848-28 mai 1849), déjà divisée par les querelles des partis, fit preuve à leur égard d'une indifférence non dissimulée ; enfin l'Assemblée Législative (28 mai 1849-2 décembre 1851), qui d'une façon générale était animée d'un esprit peu libéral, leur manifesta franchement son hostilité.

Ce sont ces trois étapes, de moins en moins favorables à l'idée féministe, que nous allons parcourir successivement.

## CHAPITRE PREMIER

### Le Gouvernement Provisoire

---

Le suffrage universel et l'égalité politique des sexes. — Les candidatures féministes d'Ernest Legouvé et de George Sand. — L'attitude de Cabet sur la question des droits politiques des femmes.

Au lendemain des journées de Février qui, d'une manière inattendue, causèrent la chute de Louis-Philippe, la proclamation de la République, le premier moment de surprise passé, fut accueillie avec joie ; on saluait l'avènement d'une ère nouvelle de justice et de paix qui mettrait fin à toutes les inégalités politiques et sociales que deux révolutions n'avaient pu abolir.

Dès le 26 février, Lamartine déclarait dans un manifeste, que désormais le peuple exercerait ses droits politiques.

L'égalité allait donc enfin régner, mais l'égalité de tous et de toutes ; les privilèges disparaîtraient, et parmi ceux-ci le plus ancien et le plus enraciné : le

privilège du sexe. Tel fut du moins l'espoir que l'avènement de la République fit naître chez les femmes qui jusqu'alors avaient vainement lutté pour l'émancipation de leur sexe. Et dans l'octroi des libertés nouvelles elles résolurent de ne pas se laisser oublier. L'une d'elles a d'ailleurs reconnu plus tard que le Gouvernement Provisoire fut littéralement assailli par les femmes : « les unes écrivaient des lettres, d'autres des projets, d'autres arrivaient en troupe, un drapeau en tête, et toutes venaient demander protection à la République (1). » Plusieurs corporations d'ouvrières vinrent, à l'instar des hommes, et comme preuve de leur dévouement au nouveau régime, offrir des dons patriotiques au Gouvernement.

Dès le 5 mars parut le décret qui rétablissait le suffrage universel. Son article 6 disait : « Sont électeurs tous les Français âgés de vingt et un ans, résidant dans la commune depuis six mois et non judiciairement privés ou suspendus de l'exercice des droits civiques. »

Ce décret fut complété par des instructions. Celle du 8 mars énumérait les décisions judiciaires qui supprimaient ou suspendent les droits civiques : condamnations afflictives ou infamantes, arrêts portant renvoi devant la cour d'assises, certaines condamnations correctionnelles, les jugements de faillites. Etaient également privés des droits électoraux, les interdits

---

1. Désirée Gay. « La Politique des femmes », 2 août 1848.

et les aliénés. Les autres incapacités établies par les lois antérieures étaient abrogées.

Ainsi donc se trouvait abrogée la loi du 22 frimaire an VII qui déclarait les droits de citoyen suspendus par l'état de domesticité ; les domestiques rentraient en possession des droits électoraux dont ils avaient été privés pendant un demi-siècle.

N'allait-il pas en être de même des femmes ? A leur égard le décret était muet. Que fallait-il conclure de son silence ? Embrassait-il les deux sexes dans la généralité de ses termes : « Tous les Français » ?

Pétitions sur pétitions se succédèrent, invitant le Gouvernement à faire cesser cette incertitude et à préciser sa pensée.

Une Anglaise, Elisabeth Scheridan, écrivait de Boulogne-sur-Mer, et dans sa langue maternelle, pour réclamer l'admission des femmes à l'exercice des droits politiques. Elle rappelait les dispositions des instructions et du décret : « Le droit d'élire les représentants du peuple est le premier de tous les droits... Le suffrage sera direct et universel (1). »

Le 16 mars une pétition signée Antonine Andrée de Saint-Gilles, au nom d'un groupe de femmes « artistes, ouvrières, littérateurs, professeurs et autres », était adressée au Gouvernement Provisoire et au peuple français. Les droits électoraux y étaient revendiqués

---

1. Archives Bb 30/300.

pour les femmes, en vertu de ce principe que désormais le peuple est roi, car le peuple est composé de deux sexes. Au surplus les causes d'incapacité ou d'indignité énoncées dans les instructions subsistent seules désormais ; or la qualification des femmes ne rentrant d'elle-même dans aucune de ces catégories comment le droit électoral pourrait-il leur être refusé ?

Jeanne Deroin, de son côté, envoyait coup sur coup au Gouvernement quatre lettres réclamant l'universalité du vote pour les deux sexes et leur égalité devant la loi.

Le 22 mars enfin, des déléguées du Comité des Droits de la femme se présentèrent à l'Hôtel de Ville avec une adresse qui commençait ainsi :

« Au nom de ce principe, démontré par l'expérience de tous les temps, que les hommes, qui font les lois, les font à leur profit, et par conséquent au détriment de ceux qui sont dépouillés de ce droit sacré, vous proclamez : « L'élection pour tous sans exception. » Nous venons vous demander si les femmes sont comprises dans cette grande généralité aussi bien qu'elles le sont dans le droit concernant les travailleurs ; nous sommes d'autant plus fondées à vous faire cette demande que vous ne les avez pas désignées dans les catégories d'exclusion... »

Cette pétition, comme les précédentes, s'appuyait donc sur la généralité des termes du décret et sur ce principe que l'énumération des incapacités a un carac-

tère limitatif. Après en avoir pris sur-le-champ connaissance, le Gouvernement chargea un de ses membres, Marrast, qui en même temps que ministre était maire de Paris, de donner réponse aux déléguées. Marrast ne leur présenta aucune objection de principe ; il déclara seulement, avec une urbanité qui enchantait ses interlocutrices, que le Gouvernement Provisoire ne pouvait que donner de l'extension aux institutions existantes ou rétablir celles qui avaient déjà existé. Or les femmes, dit-il, n'ayant en aucun temps possédé les droits politiques, il n'y avait qu'une Assemblée Nationale qui eût le pouvoir de les leur accorder. Passant aussitôt à un autre ordre d'idées il laissa espérer que bientôt la condition économique des femmes serait améliorée et leur capacité civile étendue par des lois faites dans un esprit plus large, si bien que les déléguées se retirèrent « l'âme remplie d'un noble enthousiasme, causé par la certitude d'un avenir nouveau pour les femmes (1). »

Si la réponse du Gouvernement Provisoire ne fut pas sans décevoir quelques espérances, il semble du moins qu'elle ne souleva pas de protestations.

La rédaction du décret était peut-être ambiguë, mais au fond son sens véritable n'était pas douteux. Eugénie Niboyet déclara même dans son journal que si elle s'était abstenue de toute manifestation, c'est qu'à son avis, seule l'Assemblée Constituante avait le pouvoir

---

1. « Les femmes électeurs et éligibles. » Bibl. Nat. Lb. 54/423.

d'accorder aux femmes les droits politiques. Certes, cela ne signifiait pas qu'elles dussent rester inactives ; en attendant de voter elles-mêmes, que les femmes travaillent à bien faire voter les électeurs, qu'elles leur désignent les candidats qui sont dignes d'être élus ; il ne faut pas qu'à cet égard l'Assemblée Nationale, dont vont dépendre les destinées du pays, ressemble à l'ancienne Chambre des députés.

Et dans cette action électorale, un certain nombre de femmes se jetèrent avec ardeur. Parmi les candidatures qu'elles patronèrent, deux surtout méritent d'être signalées : ce sont celles d'Ernest Legouvé et de George Sand.

Legouvé venait d'inaugurer au Collège de France un cours sur la Condition morale de la femme. Les accents émus qu'il sut trouver pour traiter son sujet lui valurent les applaudissements enthousiastes de l'auditoire qui se pressait dans l'amphithéâtre devenu trop petit. Les féministes virent dans ce succès une indication précieuse : Legouvé, s'il était élu à la Constituante, y serait pour elles — elles n'en doutaient pas — un avocat éloquent autant qu'écouté. Il n'était pas candidat ; cela importait peu ; des listes couvertes de signatures féminines recommanderaient son nom au choix des électeurs. « Sa parole nous est acquise, disait la *Voix des femmes*, donnons-lui nos suffrages et les esprits élevés lui donneront leurs voix. »

Presque en même temps que celle de Legouvé, le

même journal prenait l'initiative d'une autre candidature, celle de George Sand. Voici comment l'idée lui en était venue :

Un arrêté du maire de Paris venait d'inviter les ouvrières sans travail de chaque arrondissement à se réunir, afin de choisir parmi elles cinq déléguées, chargées de rechercher, de concert avec les maires, les moyens de venir en aide à leurs compagnes. On voulut voir dans cette décision comme le premier pas fait par le Gouvernement Provisoire vers la concession des droits électoraux aux femmes. La phrase finale de l'arrêté était peut-être de nature à encourager cette interprétation : « En procédant ainsi les ouvrières donneront l'exemple du calme et de l'ordre ; elles se montreront dignes de leur titre de citoyennes et de la grande époque que nous traversons. » Cette expression de « citoyennes ouvrières » se retrouve d'ailleurs dans plusieurs arrêtés des maires fixant la date des réunions dans lesquelles devait se faire le choix des déléguées. Aussi Désirée Gay déclara-t-elle plus tard que si ce premier essai n'a pas porté plus de fruits, la faute en fut à la situation politique, mais qu'il y eut un fait accompli et que « les femmes ont été électeurs de par M. le maire ».

Or Désirée Gay fut justement l'une des cinq déléguées des ouvrières de II<sup>e</sup> arrondissement. En annonçant cette nouvelle, la *Voix des femmes* ajoutait : « Les ouvrières de l'aiguille ont leur apôtre, ouvrières de la

pensée faisons un choix à notre tour.» Et elle reprenait, non sans quelque emphase : « Est-il donc besoin de le dire, le représentant qui réunit nos sympathies, c'est le type un et une, être mâle par la virilité, femme par l'intention divine, la poésie. Nous avons nommé Sand. En appelant Sand à l'Assemblée Nationale les hommes croiront faire une exception ; ils consacreront le principe et la règle, et si nous avons la minorité du nombre, nous aurons la puissance multiple du génie (1). »

Et la *Voix des femmes* mena alors campagne en faveur de la double candidature quelle avait lancée. Et si sa tentative était couronnée de succès, la situation, pensait-elle, n'allait pas manquer d'imprévu : « Des hommes, électeurs légaux, nommant une femme, candidat encore illégal d'une part, et d'autre part un candidat légal, nommé par des électeurs encore illégaux ; le tout se rapportant aux droits non reconnus de la femme. »

Dans la réalité les choses ne se seraient évidemment pas présentées sous cet aspect, et l'antithèse symbolique qu'on prévoyait n'aurait pu se produire. D'une part, en effet, tout ce que pouvaient faire les femmes, c'était provoquer ou appuyer par des pétitions la candidature de Legouvé, mais non, à proprement parler, faire l'œuvre d'électeurs : elles n'aurait pu en effet déposer de bulletins dans l'urne, pour cette excellente rai-

---

1. « Voix des femmes », 6 avril.

son qu'on leur aurait interdit l'entrée de la salle de vote. C'est d'ailleurs ce qui s'était passé à Boussac, quand Pauline Roland voulut participer à l'élection de Pierre Leroux comme maire de la commune ; et elle dut se borner à exiger que procès-verbal fût dressé du refus qui lui était opposé. C'est également tout ce qu'auraient pu obtenir à Paris les femmes venant voter pour Legouvé.

Et, d'autre part, s'il avait pris à des électeurs masculins la fantaisie d'inscrire sur leurs bulletins le nom de George Sand, on ne l'aurait pas fait connaître, attendu que les suffrages obtenus par un inéligible sont nuls et ne sont pas comptés.

Ainsi la tentative préconisée par la *Voix des femmes*, en admettant qu'on lui eût donné suite, ne pouvait même pas aboutir à titre de simple manifestation d'opinion. Mais, si elle fut abandonnée, ce fut pour d'autres raisons que ces considérations théoriques.

Legouvé, qui, sans doute, ne prit pas la chose au sérieux, se garda d'exprimer son avis sur la candidature qu'on lui offrait ainsi sans qu'il l'eût sollicitée. Ce qui n'est pas douteux, c'est que les féministes s'étaient abusés sur ses véritables sentiments, tel qu'ils les exprima quelques mois plus tard dans son *Histoire morale des femmes* ; et Jeanne Deroin, rendant compte de cet ouvrage, constatait elle-même que si l'auteur paraissait animé d'un très vif et très sincère désir de voir s'améliorer la condition des femmes, il estimait pourtant

celles-ci impropres au rôle des hommes dans l'Etat. Si donc Legouvé avait été élu, ce n'est assurément pas lui qui eût réclamé à l'Assemblée Nationale l'égalité politique des deux sexes.

George Sand, dans la seconde préface d'*Indiana*, parue en 1842, s'était posée en apôtre des droits de la femme : « J'ai écrit *Indiana*, y disait-elle, avec le sentiment non raisonné, il est vrai, mais profond et légitime, de l'injustice et de la barbarie des lois qui régissent encore l'existence de la femme dans le mariage, la famille et la société... La guerre sera longue et rude, mais je ne suis ni le premier, ni le seul, ni le dernier champion d'une si belle cause et je la défendrai tant qu'il me restera un souffle de vie. »

Néanmoins, lorsqu'elle apprit la manifestation qu'on projetait sur son nom, elle laissa percer quelque irritation ; et dans la lettre qu'elle écrivit à ce sujet, en l'adressant non pas à la *Voix des femmes*, mais à la *Réforme*, elle qualifie la candidature qu'on lui offre de « plaisanterie », elle déclare qu'on lui attribue « une prétention ridicule », et elle ajoute : « J'espère bien qu'aucun électeur ne voudra perdre son vote en prenant fantaisie d'écrire mon nom sur son billet. » Elle termine en demandant aux dames qui l'avaient traitée avec tant de bienveillance de prendre des précautions contre leur zèle.

George Sand avait déjà d'ailleurs manifesté, bien que d'une façon anonyme, son opinion sur le mouvement

d'émancipation féminine qui se produisait alors. Les *Bulletins de la République*, publication officielle destinée à « l'instruction élémentaire » des campagnes où les journaux ne pénétraient guère, n'étaient pas, comme on le crut à l'époque, l'œuvre exclusive de Jules Favre, alors sous-secrétaire d'Etat du ministère de Ledru-Rollin. Certains de ces *Bulletins* trahissent une origine particulière, et en particulier le numéro 12, daté du 6 avril, laisse deviner la plume de George Sand qui, ainsi qu'on a pu le dire, était alors « une manière d'homme politique » (1). Or l'auteur anonyme de ce *Bulletin* traite de la situation misérable dans laquelle se trouvaient alors un très grand nombre de femmes, et après avoir déploré que le législateur n'ait encore accordé que si peu d'attention à cette question, il ajoute : « Dans ce dernier temps plusieurs femmes, encouragées par l'esprit de secte, ont élevé la voix pour réclamer, au nom de l'intelligence, les privilèges de l'intelligence. La question était mal posée. En admettant que la Société eût beaucoup gagné à l'admission de quelques capacités du sexe dans l'administration des affaires publiques, la masse des femmes pauvres n'y eût rien gagné. Ces réclamations personnelles n'ont point ému la Société... C'est maintenant ou jamais que les femmes instruites qui prétendent au titre de **bons citoyens** doivent oublier leur personnalité ; et si elles veulent prouver leur mérite, c'est en faisant

---

1. Tocqueville : *Souvenirs*, p. 206.

abnégation d'elles-mêmes pour ne s'occuper que des pauvres femmes et des pauvres filles du peuple (1). »

George Sand prenait donc absolument le contre-pied de l'opinion exprimée par Jeanne Deroin quelques jours auparavant. Celle-ci espérait que les hommes eux-mêmes voudraient donner aux femmes une place dans la représentation nationale et en nommeraient quelques-unes choisies parmi les plus dignes, les plus honorables, les plus capables, dont la mission serait à la fois de défendre les droits de leur sexe et les principes républicains (2).

Il y avait là comme ébauche d'une théorie des Capacités féminines, qui était moins l'expression d'ambitions personnelles, comme le laissait entendre George Sand, que le résultat des circonstances.

Pour refuser les droits politiques aux femmes, on leur objectait souvent leur défaut d'instruction. Les

---

1. Plus tard, en 1864, dans une lettre à M. de Pompéry, George Sand écrivait : « Les femmes qui prétendent qu'elles auraient le temps d'être députées et d'élever leurs enfants ne les ont pas élevées elles-mêmes. Sans cela elles sauraient que c'est impossible. Beaucoup de femmes de mérite, excellentes mères, sont forcées par le travail de confier leurs petits à des étrangères ; mais c'est le vice d'un état social qui à chaque instant méconnaît et contrarie la nature humaine. La femme peut bien, à un moment donné *remplir d'inspiration un rôle social et politique*, mais non une *fonction* qui la prive de sa mission naturelle : l'amour de la famille. » (Henri Monin. George Sand et la République de 1848. Révolution française » du 14 février 1900.) Dans cette dernière phrase, il semble que George Sand se rappelant le rôle qu'elle-même a joué en 1848 veuille le justifier et montrer qu'il n'est pas en contradiction avec l'opinion qu'elle vient d'exprimer.

2. « Voix des femmes », 27 mars.

femmes, il est vrai, étaient partout moins instruites que les hommes, dans le Midi en particulier; la proportion de celles qui avaient des connaissances rudimentaires y descendait à 40 et 9 0/0. Dans le canton de Carcassonne une enquête qui date de 1848 dit brutalement : « Les femmes ici ne savent pas tenir la plume (1). » Jusqu'alors en effet, comme nous le verrons plus loin, l'organisation de l'enseignement féminin avait été très négligée. Et, pour prendre une autre région, on peut citer la Seine-Inférieure, dans laquelle, au témoignage de Blanqui, plus de trente mille enfants ne recevaient aucune instruction « et cet affligeant oubli atteint surtout les jeunes filles » (2). Aussi voit-on à cette époque les féministes réclamer avec une grande insistance qu'une égale instruction soit donnée aux deux sexes; elles revendiquent déjà ce que l'on appellera plus tard l'Education intégrale. Il y a donc ici un lien étroit entre la réforme politique et la réforme pédagogique.

Mais en attendant l'accomplissement de ces réformes, et par une sorte de mesure transitoire, ne pouvait-on pas user d'un système analogue à celui qui avait été préconisé pour les électeurs masculins à la fin du règne de Louis-Philippe, avant la proclamation du suffrage universel? Pourquoi ne pas admettre à l'exercice des

---

1. Georges Renard. « La République de 1848 », p. 162.

2. Blanqui. « Des Classes ouvrières en France pendant l'année 1848 », p. 75.

droits politiques les femmes qui présenteraient certaines garanties de savoir et de dignité, c'est-à-dire des capacités féminines ?

L'argumentation du *Bulletin* repoussant ce système n'était d'ailleurs pas très forte et, comme on le fit remarquer, n'y avait-il pas inconséquence à dire que, même si la Société devait gagner beaucoup à l'admission des femmes capables dans la gestion des affaires publiques, la masse des femmes pauvres, elle, n'y gagnerait rien ? Pour que cela fut logique il faudrait admettre que les malheureux ne font pas partie de la Société.

En somme, il est bien évident que si les féministes avaient connu l'auteur véritable du 12<sup>e</sup> *Bulletin de la République*, ils ne se seraient pas risqués à poser la candidature de George Sand.

Il faut reconnaître d'ailleurs qu'ils n'avaient guère été plus heureux quand ils s'étaient adressés à Pauline Roland ; celle-ci, sollicitée de laisser présenter son nom aux suffrages des électeurs, avait refusé, mais sans aigreur, déclarant seulement qu'un pareil geste était incompatible avec ses idées et que son esprit ne saurait s'accorder avec la nécessité de faire des lois inutiles (1).

Pendant ce temps l'époque des élections approchait ; celles-ci avaient été finalement remises aux 4 et 5 mai. Faute de mieux, la *Voix des femmes* donnait la liste

---

1. Jeanne-Flor Mauriceau. Pauline Roland. (« Fronde », 27 août 1898.

des candidats qui lui paraissaient le plus favorables aux revendications féminines, et parmi ces noms on n'est pas peu étonné de voir figurer celui de Proudhon. Cela s'explique, il est vrai, si l'on songe que ce n'est qu'un peu plus tard, dans les circonstances que nous rappellerons, que Proudhon devait manifester avec éclat son opinion sur le rôle social des femmes.

Eugénie Niboyet attendait avec confiance la future Assemblée Nationale à l'œuvre. « Et nous, femmes, disait-elle, nous aurons notre part dans ce grand travail de l'Assemblée Constituante où la justice prévaut. Sans être élues, nous serons en cause ; nos intérêts ne font-ils par partie des communs intérêts ? » Et elle ajoutait prudemment : « Ne compromettons pas notre cause par trop d'impatience ; savoir attendre c'est souvent assurer son triomphe... Soyons avant tout des femmes d'ordre (1). »

Mais cet appel à la patience n'empêcha pas quelques jours plus tard, presque à la veille des élections, les rédactrices de la *Voix des femmes* de faire une suprême tentative auprès du Gouvernement Provisoire.

Considérant « Qu'une fois les premiers droits civils accordés, la logique d'accord avec le bon sens et l'équité contraignent l'autre sexe à concéder successivement l'émancipation intégrale, — Que l'histoire démontre d'ailleurs que les femmes, soumises à une éducation

---

1. « Voix des femmes », 29 avril.

appropriée, sont aptes à exercer toutes les fonctions politiques et sociales, — Qu'en particulier les femmes de certaines contrées jouissent actuellement de leurs droits politiques, — Que parmi les Françaises adultes, un petit nombre seulement ont un protecteur légal et direct, le mariage n'étant accessible qu'à une imperceptible minorité dans une Société où la misère est le partage du plus grand nombre ».

Elles suppliaient le Gouvernement Provisoire de rendre immédiatement un décret consacrant en principe la reconnaissance absolue des droits civiques des femmes, et admettant (par mesure transitoire) les majeures veuves et non mariées à exercer les droits électoraux sur la simple présentation d'actes authentiques constatant leur majorité ou leur émancipation légale.

Nous ignorons quelle réponse le Gouvernement fit à cette requête ; ce qu'il y a de certain, c'est que les élections de l'Assemblée Constituante se firent sans le concours des femmes.

Sur cette question des droits politiques des femmes il est intéressant de rechercher quel fut l'avis d'un homme qui passa alors pour l'un des plus fermes défenseurs des revendications féminines ; nous voulons parler de Cabet, le chef des Icariens. Le club qu'il avait fondé avait été le premier à admettre des femmes parmi ses membres. Et, si l'on en croit le journal d'Eugénie Niboyet, Cabet, dans la réunion du 29 mars de

la Société fraternelle centrale (c'était le nom du club) se serait franchement, hardiment prononcé en faveur de la concession des droits politiques aux femmes. Des remerciements enthousiastes lui furent même adressés à cette occasion. Toutefois, si l'on se rapporte au compte rendu officiel de la réunion, il n'apparaît pas que le chef des communistes icariens ait fait entendre la déclaration catégorique qu'on lui attribuait. C'est ce que nous allons examiner dans un instant.

Mais auparavant il est bon de remarquer que si, dans ses écrits antérieurs, Cabet s'était montré très préoccupé de la condition des femmes, c'était plutôt au point de vue économique qu'au point de vue politique.

Que l'on se rapporte, en effet, à son fameux ouvrage; le *Voyage en Icarie*, qui date de 1839 et dont une cinquième édition parut en 1848; l'on y voit que, si dans cette utopie tout est combiné pour que les femmes jouissent du maximum de bien-être, du moins elles ne sont pas admises à prendre part à la direction des affaires publiques. Tous les citoyens sont tenus d'assister aux assemblées populaires et, lorsqu'elles siègent, tous les autres lieux publics sont fermés. Or, fait dire Cabet à l'un de ses personnages : « Si vous sortiez dans une heure, vous ne rencontreriez dans les rues et les promenades que des femmes, des enfants et des jeunes gens, comme vous l'avez sans doute déjà remarqué, et si vous aperceviez quelques hommes ce seraient des étrangers (1). »

---

1. « Voyage en Icarie », p. 193.

L'Icarie n'avait donc pas de « citoyennes. » Il est vrai qu'en 1848 Cabet, dans ses discours à la Société fraternelle centrale ne manqua jamais de donner ce titre aux nombreuses auditrices qui venaient l'applaudir. Est-ce à dire qu'il était partisan de donner aux femmes la pleine capacité politique ? Ce fut dans la séance du 29 mars qu'il aborda cette question délicate. Mais, de crainte de dénaturer sa pensée, il vaut mieux citer textuellement ses paroles, telles qu'elles furent rapportées dans un compte rendu très expressif et très vivant (1) :

« Mon opinion, votre opinion surtout, est-elle bien fixée sur cette question. Les femmes doivent-elles avoir le droit électoral, être éligibles à l'Assemblée Nationale ? (*Oui, oui. Non, non. Agitation.*)

« Je ne suis pas fâché de voir un certain désordre se manifester par suite de l'intérêt que vous inspire la question. Néanmoins, entendons-nous bien. La question est délicate, elle est complexe et très difficile. Si nous n'écoutions que nos vœux, nos désirs, elle serait bientôt tranchée, nous déciderions par acclamation. Mais comme la question est toute nouvelle, que peu de personnes l'ont étudiée, qu'elle est infiniment compliquée dans tous ses points de vue, je vous demanderai la permission de ne pas vous donner mon opinion aujourd'hui. » (*Rires approbatifs.*)

---

1. Société fraternelle centrale : 6<sup>e</sup> discours du citoyen Cabet sur les élections. Bib. Nat. Lb 53/850.

« Je supplie nos sœurs qui m'écoutent de ne pas m'en vouloir si je ne manifeste pas mon opinion et si je ne sollicite pas le vote de l'assemblée aujourd'hui même. Elles désirent certainement que le vœu que nous manifesterons soit exprimé en parfaite connaissance de cause et que nous n'agissions pas dans la circonstance comme de jeunes galants, mais bien comme des hommes réfléchis dont l'opinion, quand elle sera bien formée, devra nécessairement avoir des conséquences et sur notre conduite, et sur la manifestation de nos sentiments. »

En terminant, Cabet demandait à son auditoire de bien étudier la question qui devait, disait-il, faire l'objet d'une prochaine séance. Mais cette séance ne vint jamais et cette question, sur laquelle les avis étaient si partagés, ne fut plus abordée. Certes, dans les discours qui suivirent, Cabet parla, et avec une insistance toute particulière, de l'intérêt que les Icariens portaient à la condition des femmes. Dans la séance du 1<sup>er</sup> mai il déclare même qu'il ne tarirait pas s'il voulait exposer toutes les améliorations qu'il rêve pour assurer enfin leur dignité et leur bonheur. Mais dans le même discours il dit ceci : « Lorsque la femme pourra recevoir comme l'homme l'éducation la plus parfaite, la plus complète, elle sera réellement son égale, quand même elle n'aurait pas d'ici à longtemps, peut-être jamais, une participation directe à la confection des lois... Elle aura une influence immense, quand même elle ne serait pas associée à la confection des lois, sur les lois elles-

mêmes, sur les mœurs, sur les usages, sur les institutions de toute espèce. » Par ces réticences, Cabet semble vouloir laisser entendre que les femmes ne doivent pas attacher une importance excessive à la conquête des droits politiques et qu'en tous cas elles ne paraissent pas près de les acquérir. Cabet ne partageait donc pas les espérances ou les illusions des autres féministes.

Dans la suite, lorsqu'il voulut faire passer dans la pratique les idées qu'il avait émises dans le *Voyage en Icarie* et réaliser en Amérique une société communiste, Cabet eut encore à s'occuper de cette question des droits politiques des femmes. Dans une brochure parue en octobre 1848, il déclarait qu'un des premiers articles de la constitution de la Communauté imposait aux représentants du peuple de commencer chacune de leurs séances par la discussion des lois et des mesures intéressant les femmes. Plus tard, lorsqu'il se fût rendu lui-même aux Etats-Unis rejoindre ses disciples, il leur fit voter une constitution qui fonctionna dès 1850 et qui, révisée, fut acceptée à l'unanimité le 4 mai 1851 : le suffrage universel était institué ; les femmes avaient voix consultative sur toutes les affaires et voix délibératives sur toutes celles qui les concernaient spécialement (1).

Ainsi Cabet avait finalement réalisé dans sa société communiste une quasi-égalité politique des deux sexes.

---

1. Georges Renard, *op. cit.*, p. 242.

## CHAPITRE II

### **L'Assemblée Constituante**

---

Les clubs de femmes ; leur interdiction par le décret du 28 juillet 1848. — Les droits politiques des femmes dans les projets de constitution. — Inutile intervention de Considérant. — Le suffrage universel reste unisexe.

Dans une formule, qui n'était pas sans originalité, Jeanne Deroin exprimait sa confiance dans la future Assemblée Nationale : « Les femmes, nous n'en pouvons douter, auront leur part du splendide festin législatif qui devra donner à la grande nation la nourriture nouvelle de l'âme et du corps (1). »

Mais l'Assemblée Constituante ne devait pas justifier les espérances qu'on avait placées sur elle, et la discussion du décret sur les clubs allait bientôt faire connaître quelle serait son attitude à l'égard des revendications féministes.

---

1. « Voix des femmes », 19 avril.

L'on peut définir les clubs : des associations politiques qui se réunissent périodiquement et comprennent deux catégories de personnes : d'une part, des membres permanents admis sous certaines conditions à faire partie de la société ; d'autre part, des auditeurs que la tolérance des associés accueille dans la salle des séances. Les clubs, on le voit, sont le produit d'un mélange de l'association et de la réunion (1).

Au lendemain du 24 février les clubs étaient nés par centaines ; plusieurs d'entre eux, suivant l'exemple donné par Cabet, admirent des femmes : ainsi le club des Amis fraternels, présidé par Brige, et le club de la Montagne, présidé par l'ex-abbé Constantin ; au club de l'Emancipation des peuples une femme, sans se laisser déconcerter par un accueil d'abord hostile, demanda la parole et obtint un certain succès ; une autre, au club Lyonnais, réclama pour son sexe le droit d'être représenté dans les assemblées politiques (2).

Et Victor Hennequin écrivait plus tard dans *La Démocratie Pacifique* : « Vous parlez des clubs ; ceux qui les ont vus en activité savent très bien que dans tous ceux où les femmes étaient admises, leur présence imposait au public entier plus de réserve, aux orateurs plus de modération. »

Encouragées par ces premières tentatives, les femmes

---

1. Pandectes françaises, v<sup>o</sup> Clubs.

2. Alphonse Lucas. « Clubs et clubistes ».

en vinrent bientôt à fonder elles-mêmes des clubs ; c'est ainsi que Lyon eut son club des femmes ; mais ce fut surtout à Paris que ces clubs firent parler d'eux. On peut citer notamment le Club fraternel des lingères, présidé par Désirée Gay ; le club de l'Emancipation des femmes, fondé par Jeanne Deroin et le Dr Malatier, dont l'organe devait être un journal intitulé *La Tribune des femmes*, mais qui ne parut pas, faute d'argent ; enfin le plus connu de tous, le Club des femmes, dont Eug. Niboyet était présidente.

Mais les séances de ce club furent troublées par les hommes qu'on y avait admis ; cela même alla si loin qu'un jour on dut recourir à l'intervention de la police pour rétablir l'ordre et faire évacuer la salle. Et pour mettre fin à l'agitation qui en résultait, le préfet de police, Caussidière, annonçait, le 6 juin, que le club était dissous pour raison d'ordre public.

Eug. Niboyet protesta vivement contre la conduite de ceux qui avaient rendu cette mesure inévitable ; et lorsque plus tard *La Démocratie Pacifique* annonça l'ouverture de clubs féminins à Vienne et à Breslau, où tout se passait dans le plus grand ordre, elle comparait mélancoliquement la façon d'agir des Français et celle des étrangers vis-à-vis de leurs concitoyennes.

La mesure prise à l'égard du Club des femmes était isolée et commandée par les circonstances ; une autre, plus générale et moins justifiée, allait bientôt intervenir.

L'on sait que l'annonce de la dissolution des Ateliers

Nationaux eut pour résultat l'émeute sanglante des Journées de juin. Pour empêcher le retour de pareils événements, le Gouvernement se préoccupa d'assurer la publicité des clubs, dans lesquels, pensait-il, les factieux pouvaient préparer leurs complots grâce au secret des séances. Mais le décret qu'il élaborait dans ce but ne prévoyait aucune prescription particulière à l'égard des mineurs et des femmes ; il en fut autrement quand le projet revint, amendé par la Commission de l'Assemblée, chargée de l'examiner (1).

L'article 3 du projet gouvernemental était ainsi conçu : « Les clubs seront publics et ne pourront dans aucun cas ni restreindre la publicité par aucuns moyens directs ou indirects, ni se constituer en comité secret. Pour assurer cette publicité, un quart au moins des places sera réservé aux citoyens étrangers au club. »

A cette rédaction la Commission proposait l'amendement suivant : « Les femmes et les mineurs ne pourront être membres d'un club ni y assister. »

Et voici en quels termes le rapport, dont le pasteur Coquerel donna lecture, exposait les changements apportés :

« L'article 3 pourvoit à la publicité des séances d'après ce simple et fécond principe que la publicité est le correctif de la liberté... Cette publicité ne s'étendra pas aux mineurs et aux femmes ; les mineurs

---

1. Ce décret, malgré son nom, était donc un véritable acte législatif.

auront leur tour ; ils peuvent attendre et mieux étudier ailleurs que dans les séances des clubs. La place convenable et légitime de la femme est la vie privée et non la vie publique ; elle perd toujours à quitter l'une pour l'autre ; et les souvenirs historiques de la présence des femmes dans les assemblées politiques suffisent pour les en exclure. »

Ce fut dans la séance du 25 juillet que vint en discussion l'amendement de la Commission.

Flocon, qui avait été l'un des membres socialistes du Gouvernement Provisoire, demande la suppression des mots : « les femmes ». Levet déclare approuver la disposition du décret qui ne permet pas aux mineurs et aux femmes de faire partie d'un club, mais ne comprend pas la nécessité de l'interdiction d'y assister, puisque le décret admet la publicité des clubs et prend toutes les précautions nécessaires pour qu'il ne s'y fasse et ne s'y dise rien de contraire à la loi et aux bonnes mœurs : « Enfin il me semble, ajoutait Levet, que cette interdiction des séances, rendues publiques par votre décret, pour les mineurs et les femmes conduit tout naturellement à leur interdire l'entrée de cette enceinte (*Vives réclamations*). Car il est évident qu'ici, comme dans les clubs, les passions politiques sont appelées à se débattre (*bruit*), et nos séances ne sont pas toujours sans émotion... Les motifs qui vous font interdire les clubs soit aux mineurs, soit aux femmes vous conduiraient donc tout naturellement à

leur interdire cette enceinte. (*Rires et dénégations.*) A la vérité l'Assemblée Nationale peut accomplir sa mission sans que les mineurs et les femmes assistent à nos discussions, mais je ne vois pas la nécessité de le leur interdire, je crois que toute disposition contraire à la liberté individuelle doit se renfermer dans de justes limites. En conséquence je demande la suppression des mots : « il leur est interdit d'assister aux séances » (1).

Flocon déclare qu'il votera contre la disposition qui concerne les femmes : « A mon avis, la présence des femmes dans des réunions du genre de celles dont nous nous occupons est une garantie d'ordre, de modération et de convenance. (*Exclamations.*) Chacun peut avoir son avis, c'est le mien. (*Interruptions.*) J'ajoute que je ne crois pas qu'il convienne dans la République française de traiter les femmes comme des mineures. » (*Très bien.*)

Un représentant s'écrie : « Elles sont beaucoup plus contrariées quand on les traite comme des majeures. » (*Rires.*)

Ce fut le mot de la fin. La disjonction ayant été demandée, le président mit successivement aux voix : « les femmes ne pourront être membres d'un club... ; les femmes ne pourront assister à un club ». Les deux parties du paragraphe furent adoptées à une immense

---

1. Compte rendu des séances de l'Assemblée Nationale, t. II, p. 646.

majorité. Les socialistes et les membres de l'extrême gauche, au nombre d'une soixantaine environ, se levèrent seuls à la contre-épreuve. Dans la suite de la discussion, Considérant déclara à la tribune qu'il avait voté toutes les dispositions du projet, sauf l'amendement de la Commission qui excluait les femmes du droit commun.

Ainsi le décret du 28 juillet 1848, par son article 3 assimilant les femmes aux mineurs, leur enlevait le droit de faire partie d'un club, non seulement comme membres permanents, mais même comme auditeurs accidentels.

On comprend facilement l'émotion que dut soulever, dans le groupe des féministes militants, l'annonce de cette prohibition, moins peut-être pour la mesure envisagée en soi, — les clubs féminins encore existants ayant alors perdu beaucoup de leur activité première, — que pour l'état d'esprit qu'elle révélait chez la très grande majorité des membres de l'Assemblée Constituante. Il était désormais trop facile de prévoir l'accueil qu'ils feraient à toute proposition d'accorder aux femmes les droits politiques.

D'ailleurs les circonstances mêmes dans lesquelles l'article 3 avait été voté rendaient encore la chose plus sensible aux féministes. Cette disposition, nous l'avons vu, ne figurait pas dans le projet du gouvernement ; c'était la Commission qui l'y avait introduite et, dans son rapport, Coquerel justifiait l'amendement d'une

façon aussi brève que blessante pour celles qu'il visait.

Or, il ne faut pas l'oublier, Coquerel avait été l'un des candidats qu'avait le plus hardiment patronés la *Voix des femmes* ; dans le numéro du 1<sup>er</sup> avril on lisait textuellement ceci : « La candidature de M. Coquerel est une de celles que nous devons appuyer et recommander chaudement à nos concitoyens. M. Coquerel, comme homme, comme pasteur est du parti éclairé. » Rien à la vérité, dans la profession de foi du candidat, ne paraissait justifier un pareil appui : il s'y manifestait un esprit très conservateur, trop conservateur assurément pour devoir jamais défendre une réforme d'apparence aussi nouvelle et aussi hardie que l'émancipation politique des femmes, à laquelle d'ailleurs il n'était fait aucune allusion. Il faut reconnaître, il est vrai, qu'aucun des candidats à la Constituante n'osa inscrire cette revendication dans son programme. C'est là le meilleur indice de l'état de l'opinion publique sur cette question, et c'est ce qui peut expliquer également comment la *Voix des femmes* se trouva avoir patroné un adversaire.

Plus tard d'ailleurs une rédactrice de l'*Opinion des femmes*, reconnaissant son erreur, avouait plaisamment « qu'elle avait quelque peu contribué à la nomination du vénérable pasteur Coquerel, mais que le Ciel, pour l'absoudre de cette faute, lui avait envoyé une idée de réparation ». Et Désirée Gay exprimait ironiquement son dépit : « M. Coquerel, qu'avez-vous fait ? Nous voilà retombées dans les ténèbres de l'iso-

lement. Lorsque nos maris seront au club, nous croirons qu'ils sont ailleurs ; au lieu de la bonne humeur que nous apportions au logis, nous aurons l'irritation que causent l'ennui et la jalousie (1). »

Mais, sur le moment, la chose avait été prise plus sérieusement : Jeanne Deroin, dans une lettre où perce une irritation contenue, demanda au rapporteur du décret sur les clubs, si, ministre de l'Évangile, il avait en cette occasion rempli sa mission de défenseur des opprimés. Pourquoi dire que les femmes ne sont pas faites pour la vie publique ? Est-ce parce que le désordre et la violence règnent dans les assemblées tumultueuses où les hommes sont seuls admis ? Mais la présence des femmes y ferait régner le respect des convenances, et leur intervention conciliatrice calmerait les esprits irrités. Que si l'on appréhende quelque danger pour les mœurs, ce qu'il faut réclamer c'est la suppression des soirées et des bals, bien plutôt que l'exclusion des femmes des réunions politiques, dans lesquelles en effet « l'esprit de l'homme et de la femme s'élève par la discussion des grands intérêts de l'humanité au-dessus des faiblesses du cœur et des écarts de l'imagination » (2).

La quakeresse Anna Knight exprimait également par lettre à Coquerel sa stupéfaction et sa douleur.

---

1. « Politique des femmes », août 1848.

2. Lettre d'une femme à M. Athanase Coquerel.

C'est elle en effet qui, au moment de l'élection de ce représentant, lui écrivait dans un langage tout empreint de mysticisme, en parlant des femmes qui revendiquent leurs droits : « Vous, Coquerel, soyez le bon Samaritain, ne passez pas dans l'autre camp, afin que ces pauvres âmes blessées, demi-mortes, vous doivent leur rachat. » Mais le rapporteur du décret sur les clubs ne se laissa pas émouvoir par ces évangéliques et touchantes considérations.

Enfin la *Démocratie Pacifique*, dans un rapprochement assez inattendu, mais qu'on fit maintes fois alors, disait que les représentants du peuple français « venaient de donner un pendant à la célèbre décision du Concile de Mâcon qui déclarait les femmes privées d'âme ». Mais, ajoutait-elle, la décision du Concile peut s'expliquer, elle fut prise par des célibataires et à une époque où la considération de la force physique primant tout le reste, la femme, moins bien partagée que l'homme sous ce rapport, devait apparaître assez naturellement comme une inférieure. Mais de nos jours, « en plein xix<sup>e</sup> siècle, alors que le sceptre des nations est à l'intelligence et chez la nation qui se vante de former la tête de la civilisation, un tel acte d'exclusivisme n'a pas d'appréciation possible » (1).

En faisant ce rapprochement, la *Démocratie Pacifique* reproduisait, après Fourier (2), une erreur histori-

---

1. « *Démocratie Pacifique* », 25 juillet.

2. Fourier, « *Théorie des Quatre Mouvements* ».

que dont l'origine se trouve dans le *Dictionnaire critique* de Bayle, paru en 1696. Bayle reprochait au Concile de Mâcon « d'avoir mis en question si la femme était une créature humaine » ; or rien des actes supposés dudit Concile ne permet pareille imputation. Le *Dictionnaire critique*, lui-même, à la fin corrige son erreur. La légende est née vraisemblablement d'une phrase de Grégoire de Tours, rapportant qu'au Concile tenu en 585 un évêque aurait objecté que le terme *homo*, étant un substantif masculin, ne pouvait s'appliquer à la femme qui appartient au sexe féminin (1).

Eugénie Niboyet s'était gardée de mettre en cause le concile de Mâcon ; sans récriminer autrement contre le décret, elle déclara seulement que ce n'était pas elle qu'on pouvait accuser d'avoir jamais conspiré. Bientôt d'ailleurs elle cessait la publication de la *Voix des femmes*, et dès lors disparaissait de la scène active.

Au reste, privés du droit de réunion, privés d'un organe qui exprimât leurs revendications, les féministes se trouvaient dans une situation difficile. En vain Désirée Gay s'efforça-t-elle de fonder un journal intitulé *La Politique des femmes* ; le cautionnement trop élevé que l'autorité exigea lui fit abandonner ce projet après le second numéro. Une tentative du même genre faite quelques semaines plus tard par Jeanne Deroin n'eut pas plus de succès ; l'*Opinion des femmes* qu'elle venait de créer ne parut qu'une fois.

---

1. Abbé Naudet. « Pour la femme », p. 55.

Faute de mieux, les féministes enregistrent alors, à titre d'élection d'une femme par les hommes, le fait que Rosa Bonheur est désignée par le suffrage de ses collègues masculins pour faire partie du jury du Salon de Peinture.

Il fallait avoir l'illusion tenace pour espérer, après le vote du décret sur les clubs, que l'Assemblée Nationale pût proclamer un jour l'égalité politique des deux sexes.

De tous les projets de Constitution élaborés à cette époque, aucun d'ailleurs ne prévoyait cette réforme, sauf celui que rédigea Olinde Rodrigues. Il y était dit en effet :

Art. 4. — « Le suffrage universel est attribué à tous les membres de la Cité française. »

Art. 5. — « Tout homme, toute femme ayant son domicile établi sur le territoire français et y vivant depuis une année sans interruption du revenu libre de tout travail commun et personnel ou de celui de toute propriété mobilière ou immobilière, divise ou indivise, est membre de la Cité française. »

D'autres articles mentionnaient l'électrice en même temps que l'électeur. Rodrigues défendit vaillamment son projet dans un discours aux travailleurs des deux sexes, prononcé le 30 avril à la Bourse. Après avoir rappelé les précédents de l'ancien régime, qui admettait les femmes nobles à participer à la formation des

états généraux, il ajoutait : « Tels furent les droits politiques des femmes, entièrement basés sur la propriété, alors que le droit au travail n'était encore qu'octroyé par la royauté. Mais aujourd'hui que le droit du travail est le premier de tous les droits, la base positive de la souveraineté du peuple, je viens, au nom du travail, affirmer les droits politiques des femmes, la moitié du peuple... Les femmes contribuent ainsi que les hommes au paiement de l'impôt qui doit enfin être voté par tous les contribuables ou par leurs délégués. Les femmes sont soumises aux mêmes pénalités que les hommes, hormis le cas où la loi est plus sévère pour elles. C'est pourquoi la République fondée sur la liberté, l'égalité, la fraternité, doit reconnaître désormais au travail des femmes autant et plus de droits que l'ancien régime n'en reconnut autrefois à leur oisiveté féodale(1). »

L'on voit percer ici cette idée, qui depuis a été amplement développée, que la femme, devenue, grâce au perfectionnement du machinisme, l'égale de l'homme dans la production, doit être traitée par lui en égale dans l'ordre politique.

Mais, Jeanne Deroin avait dit avec raison : « On nous nuit par excès de zèle » ; et les efforts de ceux qui réclamaient sérieusement la participation des femmes

---

1. Projet de constitution populaire pour la République française, suivi ... de développements... sur les droits politiques des femmes. Bibl. Nat.

à la puissance publique étaient rendus vains par le zèle immodéré dont faisaient preuve quelques autres. Le projet de Rodrigues ne fut pas pris en considération : les idées qu'il défendait avaient été poussées jusqu'au ridicule dans une Constitution politique rédigée à la même époque par un groupe de femmes qui avaient donné un trop libre cours à leur verve fantaisiste. On en jugera par l'indication de quelques-unes des dispositions les plus typiques de cette élucubration (1).

L'exercice des droits de citoyenne, qui s'acquerrait à quinze ans, était suspendu, entre autres causes, par le refus de se marier après vingt et un ans accomplis et par la condescendance avouée ou prouvée aux opinions du mari ; étaient également privées de l'exercice de ces droits les Françaises qui ne connaîtraient pas la lettre et l'esprit de la Constitution. — Les citoyennes étaient tenues de fournir leur contingent aux armées de terre et de mer : leur enrôlement se ferait comme celui des hommes par le tirage au sort : il durerait cinq années, de quinze à vingt ans. Les enrôlées formeraient une armée, dite de réserve, partagée en trois corps : les ouvrières, les vivandières, le corps de charité ; ces trois corps seraient répartis selon l'urgence entre les divisions militaires. Les citoyennes âgées de quinze ans accomplis formeraient également une garde civique

---

1. Les Vésuviennes ou la Constitution politique des femmes par une Société de Françaises. Bibl. Nat. Lb 53/1298.

destinée à assurer le service des hospices et des maisons de charité. — Enfin le mariage deviendrait obligatoire pour les deux sexes, à vingt et un ans pour les femmes, à vingt-six ans pour les hommes ; et les contrevenants se verraient condamner par un tribunal bisexuel au service militaire à perpétuité dans leurs corps respectifs.

Faut-il ajouter que la publication de ce projet ne remporta qu'un succès d'hilarité ? Toutefois cette idée du service militaire des femmes fut plusieurs fois reprise à l'époque et fit l'objet de propositions qui ne manquaient pas d'originalité, mais que la *Voix des femmes* du 9 avril désavouait en ces termes : « On nous demande si par ces mots : droits de la femme, nous entendons que chacune de nous prenne un fusil, monte sa garde et fasse la patrouille ? En vérité il ne s'agit pas de cela, mais de ce que la raison et la justice peuvent accorder aux femmes comme aux hommes. »

Dès le mois de mars 1848, le citoyen Borme fils, esprit d'ailleurs un peu excentrique, avait adressé aux citoyennes parisiennes, ses « sœurs en République », un manifeste dans lequel il déclarait que la République leur devait le quart de son existence, et que c'étaient leurs exhortations qui avaient déterminé les hommes à affronter la mitraille lors des Journées de février, qu'elles avaient donc bien mérité de la patrie ; c'est pourquoi, lui, Borme fils, avait demandé au Gouvernement Provisoire l'autorisation de les enrégimenter

sous le nom de Vésuviennes ; l'engagement serait d'un an ; pour être enrôlée il faudrait avoir de quinze à trente ans et n'être pas mariée.

D'autres proposaient d'adresser une pétition aux pouvoirs publics afin d'obtenir la liberté de constituer deux régiments d'amazones, infanterie et cavalerie, à l'imitation des *Milicianas* que nos troupes avaient jadis rencontrées en Espagne. Leur organisation serait à peu près calquée sur celle de la Garde Nationale. Les dames qui voudraient s'enrôler devraient justifier de leur patriotisme et de leur bonne conduite ; elles s'équiperaient à leurs frais. Et à ceux qui se récrieraient à l'idée de régiments féminins, on répondrait en citant des exemples historiques, celui de Jeanne d'Arc par exemple, qui montrent que le courage guerrier n'est pas le privilège exclusif des hommes (1).

Le plus curieux c'est que ces projets faillirent recevoir un commencement d'exécution. Un capitaine de la première légion de la Garde Nationale n'exprima-t-il pas son intention de constituer un corps de troupe féminin sur le cadre même de sa compagnie, de telle façon qu'une même organisation rassemblât les maris et les femmes ?

Toutes ces propositions assez étranges ne manquèrent pas d'exciter la verve des chansonniers et des caricatu-

---

1. « Formation de deux régiments d'Amazones : infanterie et cavalerie ». Bib. Nat. Lb 53/1299.

ristes, mais elles n'allèrent pas sans dommage pour l'idée féministe.

« Toutes ces choses bizarres, ce tapage extérieur, dit Daniel Stern, n'eurent d'autre effet que d'effaroucher beaucoup de bons esprits et de rendre au préjugé qui allait s'affaiblissant une force nouvelle (1). »

L'on constate en effet que dans le Comité de Constitution, seule la voix de Considérant s'éleva pour réclamer la reconnaissance des droits politiques des femmes. Ce fut dans la séance du 13 juin, lors de la discussion de l'article 20 du projet de Constitution, qui était ainsi rédigé : « Sont électeurs tous les Français âgés de vingt et un ans et jouissant de leurs droits civils et politiques. » Voici comment cette intervention, qui resta isolée et ne rencontra aucun écho, est rapportée aux Procès-verbaux du Comité de Constitution :

« M. Considérant dit que dans une constitution où l'on admet le droit de vote pour les mendiants, les domestiques, il est inconséquent et injuste de ne pas l'admettre pour les femmes ; il demande que le droit des femmes soit consacré ; il sait parfaitement que sa demande ne sera pas accueillie, mais il veut qu'il reste un souvenir de la protestation qui a été faite contre une exclusion inique (2). »

---

1. Daniel Stern (M<sup>me</sup> d'Agoult). « Histoire de la Révolution de 1848 », t. II, p. 160.

2. « Archives de la Chambre des députés », Procès Verbaux inédits du Comité de Constitution.

Le procès-verbal n'ajoute rien de plus, la proposition de Considérant ne parut même pas digne d'être discutée. Celui-ci, d'ailleurs, il le déclarait lui-même, ne se faisait aucune illusion à cet égard ; il n'avait agi que par acquit de conscience ; et il avait à cela d'autant plus de mérite qu'il ne considérait pas comme une chose véritablement pressante la reconnaissance de l'égalité politique des deux sexes. Quelques semaines plus tard, en effet, son journal, *La Démocratie Pacifique* disait : « Nous ne voyons aucune raison raisonnable de refuser le droit électoral à la femme dans un pays qui a proclamé le suffrage universel. Nos amis ont demandé et demanderont encore à l'Assemblée Nationale ce titre d'égalité civique pour la compagne de l'homme... Cependant nous n'attachons pas une importance excessive pour le moment à cette prétention au fond très fondée... Nous supposons que le côté de la barbe aujourd'hui entend garder impitoyablement son privilège exclusif, sa toute-puissance politique. »

Et de fait, les délégués des bureaux, appelés à communiquer leurs observations au Comité de Constitution, ne lui en adressèrent aucune concernant le suffrage des femmes.

Bien plus, lorsque le projet de Constitution vint en discussion devant l'Assemblée Constituante, l'opinion de l'immense majorité des représentants était si bien connue comme hostile à toute proposition de ce genre, que personne ne jugea utile de renouveler à la tribune,

la protestation que Considérant avait fait entendre au sein du Comité.

Et dans la séance du 28 septembre, furent votés sans aucune observation l'article 24, qui proclamait le suffrage direct et universel, et l'article 25 qui déclarait électeurs tous les Français âgés de vingt et un ans et jouissant de leurs droits civils et politiques.

En adoptant ces dispositions, l'intention de l'Assemblée n'était pas douteuse ; elle entendait bien exclure les femmes.

Néanmoins on a paru parfois soutenir le contraire. Et lorsqu'en 1885 M<sup>lle</sup> Barberousse porta devant la Cour de cassation un jugement qui lui refusait l'inscription sur les listes électorales, elle invoqua comme l'un des moyens de cassation ceci : le jugement attaqué aurait violé le principe consacré par les articles 1 et 2 de la Constitution de 1848 : « La souveraineté réside dans l'universalité des citoyens français ; aucun individu, aucune fraction du peuple ne peut s'en attribuer l'exercice » ; puis la disposition de l'article 24, qui met la maxime en pratique : « le suffrage est direct et universel ».

Mais, remarquons-le, les termes mêmes employés par la Constitution ne prêtent pas à l'équivoque ; l'article 1<sup>er</sup> parle de l'universalité des **citoyens** français ; or, du texte de l'article 2 de la Constitution de l'an VIII, le seul qui définisse le terme de « **citoyen** » : « Tout homme né et résidant en France, âgé de vingt et un ans

accomplis... » il résulte que les hommes seuls jouissent en France des droits politiques. Et c'est bien à cette définition qu'il faut s'en rapporter, comme le montre la discussion de la loi électorale du 15 mars 1849.

L'article 2 de cette loi portait que la liste électorale comprendrait, par ordre alphabétique, tous les Français âgés de vingt et un ans accomplis, jouissant de leurs droits civils et politiques et habitant dans la commune depuis six mois au moins.

Un représentant demanda s'il fallait se référer à la Constitution de l'an VIII pour savoir quels sont les individus qui sont privés de leurs droits civils et politiques, ou si, au contraire, l'article 3 du projet renfermait tous les cas d'exclusion.

Le rapporteur lui répondit en ces termes : « L'article s'est servi de la formule employée par la Constitution : droits civils et politiques. Votre commission n'a pas cru qu'il fût convenable de définir dans une loi électorale ce qu'était un Français jouissant de ses droits civils et politiques. Ceci est réglé par les lois antérieures et par la jurisprudence. Nous avons pris pour règle de ne pas mettre dans la loi électorale des choses qui n'y tiennent pas essentiellement (1). »

Ainsi en employant ces mots « tous les Français » la loi électorale n'innovait en rien et ne comprenait

---

1. Compte rendu de l'Assemblée Constituante. Séance du 15 février 1849.

pas sous cette formule les individus des deux sexes, comme on a voulu parfois le soutenir.

Et Thiers, parlant à l'Assemblée Législative des individus qui paient la cote personnelle, disait « qu'il fallait en déduire les veuves, les filles majeures, qui, bien entendu, ne remplissent pas les conditions pour être électeur. » Personne ne releva ce « bien entendu » (1).

Au reste le vote de l'Assemblée Constituante de 1848, réservant aux hommes l'exercice des droits politiques, ne paraît pas avoir soulevé d'émotion d'aucun côté ; il était prévu ; et, d'autre part, la question féminine avait cessé d'être au premier plan ; l'opinion publique se trouvait alors absorbée par l'approche de l'élection présidentielle ; et les journaux ne se préoccupaient plus guère que de soutenir ou de combattre la candidature du prince Bonaparte.

On peut signaler toutefois, comme touchant à notre sujet, le manifeste qu'à l'occasion de cette élection rédigea le Conseil Central des Démocrates Socialistes que présidait d'Alton Shée et qui venait de choisir Raspail pour candidat. Ce manifeste, à la rédaction duquel, il est vrai, ne collaborèrent pas les notabilités socialistes, contenait parmi ses Principes Généraux, cette disposition : « La femme est l'égale de l'homme dans la cité comme dans la famille (2). »

---

1. Compte rendu de l'Assemblée Législative. Séance du 24 mai 1850.

2. Benoit Malon. « Histoire du Socialisme ».

Enfin les dernières manifestations féministes de l'année 1848 consistèrent en des banquets. A celui qu'en novembre organisèrent les femmes socialistes « à titre de propagande fraternelle » des toasts furent portés à l'union et l'égalité civile et politique de l'homme et de la femme. Un autre banquet eut lieu le 25 décembre, jour de la Noël, anniversaire du Christ, « le premier socialiste, le premier qui vint prêcher au monde l'abolition de tous les privilèges ». Proudhon s'émut du caractère mystique de ces manifestations. Et sans tarder, il déclarait, par l'organe du *Peuple*, « que son intention était de combattre le langage mystique des femmes qui portent la parole dans les banquets et de leur faire comprendre qu'elles manquent au rôle qui leur est échu en partage dans l'humanité quand elles prennent l'initiative de ces sortes de fêtes (1). »

Proudhon se posait ainsi en adversaire des revendications féminines ; quelques semaines plus tard, nous allons le voir, il engageait une vive polémique avec Jeanne Deroin.

---

1. « Le Peuple », 27 décembre 1848.

## CHAPITRE III

### L'Assemblée Législative

---

Candidature et campagne électorale de Jeanne Deroin. —

Le droit de pétition des femmes et la proposition Chapot.

— Amendement de Pierre Leroux tendant à accorder aux femmes le droit de suffrage dans les élections municipales.

Avec l'année 1849, et sous la vigoureuse impulsion de Jeanne Deroin, recommença la campagne féministe. Sans se laisser décourager par les insuccès antérieurs, Jeanne Deroin avait repris la publication de l'*Opinion des femmes*, devenue mensuelle. Parmi ceux qui lui apportèrent leur collaboration, il convient de citer Jean Macé qui lui offrit son concours en disant : « Permettez-moi de venir chercher ma part du ridicule qui revient de droit, à ce qu'il paraît, à toute tentative d'émancipation en faveur de cet esclave tyrannique qui s'appelle la femme. » Macé pensait que l'émancipation du travailleur allait préparer celui de la femme et que le pri-

vilège du sexe, resté le dernier, serait bien faible quand il n'y en aurait plus d'autre pour l'appuyer. Qu'on ne s'effraie pas, ajoutait-il de toutes les objections qu'on voit accumuler pour refuser aux femmes les droits politiques ! Est-ce qu'on n'avait pas trouvé d'aussi bonnes raisons pour défendre le régime censitaire ? Et pourtant, du jour au lendemain, sans préparation, sans transition, a fonctionné cette grande impossibilité du suffrage universel. Eh bien ! ce qui est arrivé pour le prolétaire se produira pour la femme. Qu'on lui donne le droit de vote, et tout ce qui s'oppose à ce qu'elle l'exerce disparaîtra par le seul fait de la reconnaissance de ce droit. Et qu'on n'attache pas plus d'importance qu'il ne convient, à l'indifférence avec laquelle la plupart des femmes regardent agir celles qui ont pris la défense de leur cause. Ni l'ouvrier, ni le patron, qu'on s'en souvienne, ne tenaient d'une façon bien exagérée à la réforme électorale, et ce ne sont pas eux qui ont fait les frais du banquet Odilon Barrot. Qu'on vienne donc aujourd'hui leur proposer de renoncer au droit de nommer des représentants (1) !

Et Jeanne Deroin déclarait de son côté : Affirmer que la femme ne doit être appelée à la vie publique que lorsque la politique sera transformée, c'est éluder la question, c'est tourner dans un cercle vicieux, parce que justement la politique ne peut être transformée sans

---

1 « Opinion des femmes », juin 1849.

l'intervention de la femme. Et, d'autre part, n'y a-t-il pas quelque hypocrisie à sembler craindre que le droit de vote, s'il était étendu aux femmes, pût constituer un danger pour l'avenir de la République ? Admettons pourtant que cette crainte soit fondée ; mais le même motif n'aurait-il pas dû, avec tout autant de raison, faire repousser le suffrage universel limité aux hommes ? Et de fait la présente Assemblée Nationale, qui se montre hostile aux principes républicains, n'a-t-elle pas été formée par les choix peu éclairés des prolétaires des villes et des campagnes ? En tous cas, si pareil argument pouvait suffire à justifier le refus du droit électoral aux femmes, il n'en saurait être de même quand il s'agit du droit d'éligibilité. Ce dernier ne saurait présenter le même danger, surtout lorsque les hommes sont seuls admis à voter, comme c'est le cas présent ; seuls en effet les socialistes donneraient leurs voix à des femmes et ils ne les donneraient qu'à celles dont les principes seraient conformes aux leurs. Si l'on oppose encore que les femmes n'ont pas reçu une éducation assez sérieuse pour prendre part aux travaux législatifs, le même motif ne devrait-il pas être également une cause d'exclusion pour un grand nombre de prolétaires, qui sont cependant des éligibles ?

Sans doute, pour commencer, le nombre des femmes élues à l'Assemblée Nationale serait très restreint ; mais le principe d'égalité n'en resterait pas moins con-

sacré ; et ce serait le premier pas vers l'organisation d'un ordre social nouveau.

Et, pour confirmer ses théories par des actes et les imposer à l'attention publique, Jeanne Deroin annonça qu'elle posait sa candidature à l'Assemblée Nationale.

Voici en quels termes était rédigée l'affiche qu'elle fit apposer sur les murs de Paris :

« AUX ELECTEURS DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE

Citoyens,

Je viens me présenter à vos suffrages par dévouement pour la consécration d'un grand principe, l'égalité civile et politique des deux sexes.

C'est au nom de la justice que je viens faire appel au peuple souverain contre la négation des principes qui sont la base de notre avenir social.

Si, usant de votre droit, vous appelez la femme à prendre part aux travaux de l'Assemblée Législative, vous consacre rez dans toute leur intégrité nos dogmes républicains : liberté, égalité, fraternité, pour toutes comme pour tous.

Une assemblée législative, entièrement composée d'hommes, est aussi incompétente pour faire les lois qui régissent une société composée d'hommes et de femmes, que le serait une assemblée composée de privilégiés pour discuter les intérêts des travailleurs, ou une assemblée de capitalistes pour soutenir l'honneur du pays.

JEANNE DEROIN,

directrice du journal *L'Opinion des femmes.* »

La nouvelle de cette candidature féminine mit à son comble l'indignation de Proudhon et dans deux articles qui parurent dans *Le Peuple*, il déclara qu'on ne pouvait laisser, sans protester énergiquement, se faire jour de pareilles prétentions et que le socialisme devait se dégager de toute solidarité avec elles. Et il développait son idée favorite que la femme, étant d'une nature différente de celle de l'homme, la liberté pour elle ne pouvait consister que dans le droit au ménage (1).

Jeanne Deroin répliqua à Proudhon par une lettre que celui-ci refusa d'insérer dans son journal. Peu après d'ailleurs l'*Opinion des femmes* reprenait, en les discutant une à une, chacune des assertions de son fougueux adversaire.

Proudhon avait dit : « Ce dont la femme cherche à être émancipée, ce n'est pas de l'homme ; il reste à cet égard peu de progrès à faire dans nos sociétés modernes ; c'est, comme le prolétaire, du despotisme capitaliste, qui tyrannise son cœur et la jette au milieu de l'atelier où meurent lentement et sa moralité et son corps. »

Sans doute, lui répliquait l'organe féministe, quand vous parlez du despotisme capitaliste nous sommes parfaitement d'accord avec vous ; à ce point de vue notre cause se confond avec celle du prolétaire, puisque l'homme dans l'atelier ne perd pas moins que la femme

---

1. « Peuple », 12 et 14 avril 1849.

sa moralité et sa santé... Mais la femme ne cherche pas qu'à être libérée du joug capitaliste, ce qu'elle veut encore c'est être émancipée du joug de l'homme qui est resté son maître. Et, faisait observer un journal socialiste, *La République*, pourquoi donc s'étonner que les femmes, qui, elles aussi sont des producteurs, veuillent discuter elles-mêmes leurs droits et ne s'en rapportent pas plus aux hommes que les ouvriers ne s'en rapportent à leurs patrons ?

En somme, Proudhon prend ici l'attitude de certains socialistes d'aujourd'hui, qui veulent assimiler la subordination de la femme à celle de la classe ouvrière en face de la classe bourgeoise et nient la théorie féministe pour dire : « Il n'y a que du Socialisme ». Idée contre laquelle protestent énergiquement les féministes. La femme, disent-elles, est doublement esclave : comme ouvrière elle est esclave de la classe capitaliste ; comme femme elle est esclave de l'esclave ; le mari, subordonné à l'usine, devient maître chez lui. L'ouvrière doit donc revendiquer l'émancipation de son sexe avant celle de sa classe.

« Tous les maux de la femme, continuait Proudhon sont les mêmes que ceux des prolétaires. Pour les guérir, il ne suffit pas de faire des femmes, des électrices et des éligibles, il faut changer la base de la Société. »

Que les maux de la femme, lui répondait-on, soient les mêmes que ceux des prolétaires, nous l'admettons volontiers. Ce que nous n'admettons pas, c'est la con-

séquence que vous en tirez. Pourquoi en effet, si votre raisonnement était exact, ne s'appliquerait-il pas au prolétaire comme à la femme ? Pourquoi donc appeler au rang des électeurs et des éligibles les travailleurs masculins seuls, puisque, selon vous, ce qu'il importe d'abord c'est de changer les bascs de la Société ? Or c'est précisément pour réaliser cette transformation que la présence de la femme est nécessaire, car elle représente des intérêts que vous avouez lui être aussi précieux qu'à l'homme. Si donc vous repoussez la femme et prétendez garder malgré elle son mandat, vous commettez une usurpation et un abus de pouvoir.

« La liberté pour la femme, avait dit encore Proudhon, c'est le droit de vivre dans un milieu où puisse se développer sa nature sympathique, et de ne vivre que là ; c'est, en un mot, le droit à la vie de la famille, de la maison, du ménage enfin. »

Mais, s'il se trouve des femmes qui désirent donner plus d'extension au milieu dans lequel se développe leur activité, de quel droit les en empêcher ? L'expérience même n'a-t-elle pas prouvé que les femmes ne sont pas par nature destinées à être toutes des ménagères ? Elles peuvent avoir des vocations fort diverses, et de fait elles se sont fréquemment acquittées avec succès des fonctions les plus variées. C'est donc faire un raisonnement qui pêche par la base que de dire comme *Le Peuple* :

« Quand il s'agit d'émanciper, c'est-à-dire de déve-

lopper un être, ce ne peut être que dans le sens de sa nature. Or, dans l'humanité, la femme a une nature tout à fait distincte de celle de l'homme. L'homme est apprenti, producteur et magistrat ; la femme est élève, ménagère et mère de famille. Il faut à la femme des conditions sociales toutes différentes. »

Au reste, par son seul titre de mère, la femme ne devrait-elle pas intervenir dans le domaine politique et législatif ? N'est-ce pas, en effet, dans une assemblée que s'élaborent les lois auxquelles la femme et la famille sont assujetties. Tant que la femme ne les aura pas ratifiées en participant à leur formation et à leur revision, on peut tenir pour certain qu'elles seront arbitraires et odieuses.

Et l'*Opinion des femmes* terminait ainsi sa réponse : « Vous ne comprenez pas plus, dites-vous, une femme législateur que vous ne comprenez un homme nourrice ? Dans ce cas il doit vous être très facile de nous dire quels sont les organes propres à la fonction de législateur. Si la nature est aussi positive à cet égard que vous paraissez le croire, notre débat est terminé, car vous n'aurez pas plus de crainte de notre concurrence à l'Assemblée Législative que nous n'en aurions de la vôtre au bureau des nourrices. »

Malgré les commentaires rarement bienveillants qui accompagnèrent dans la presse l'annonce de sa candidature, Jeanne Deroin ne se découragea pas. Et bravement elle se rendit dans les réunions électorales.

A celle du IV<sup>e</sup> arrondissement elle obtint que l'on demandât aux candidats s'ils admettaient et s'ils s'engageaient à réclamer à l'Assemblée Législative l'égalité civile et politique des deux sexes ; enhardie par ce résultat, quelques jours après, le 16 avril, elle demanda la parole pour poser elle-même sa candidature ; le président répondit que la demande était inconstitutionnelle ; Jeanne Deroin déclara en appeler aux citoyens présents ; un violent tumulte s'ensuivit, néanmoins elle refusa de quitter la tribune pour l'apaiser. Enfin, le silence revenu, elle exprima son étonnement de voir des hommes, qui se déclaraient démocrates-socialistes, repousser les conséquences logiques des principes qui sont, disait-elle, la base du Socialisme. Cela se termina par le vote de l'ordre du jour pur et simple. Ailleurs on opposa à Jeanne Deroin l'inconstitutionnalité et l'inopportunité de ses prétentions. Et ce furent les travailleurs du quartier Saint-Antoine qui lui réservèrent l'accueil le plus sympathique.

Jeanne Deroin se rendit au siège du Comité électoral démocrate-socialiste, pour obtenir qu'on inscrivit son nom sur le registre ouvert aux candidats du parti : elle accompagnait sa requête d'une lettre dans laquelle elle disait en substance : qu'elle espérait bien que, si le Comité ne l'admettait pas sur la liste des vingt-huit noms présentés aux suffrages des électeurs, du moins il ne l'en écarterait pas au nom d'un privilège du sexe qui est une violation manifeste des principes d'égalité

et de fraternité ; la supériorité intellectuelle, les capacités spéciales et les talents oratoires du grand nombre de candidats, qui briguaient la même faveur, devaient, ajoutait-elle, fournir des motifs suffisants pour l'en exclure si on le jugeait nécessaire, sans qu'il fût besoin de s'appuyer sur un préjugé qu'on doit réprouver énergiquement, sinon par sympathie, du moins par respect des principes.

Or la presse démocrate-socialiste avait omis de faire figurer dans son programme la revendication de l'égalité civile et politique des deux sexes ; cette omission laissait assez clairement prévoir l'attitude qu'allait prendre le Comité sur cette question. Néanmoins la candidature de Jeanne Deroin fut, paraît-il, proposée par une quinzaine de délégués. Mais le Comité se garda bien de l'adopter et négligea même d'indiquer, dans le compte rendu de ses séances, qu'elle avait fait l'objet d'une proposition.

Jeanne Deroin alors rédigea un manifeste qui protestait contre ce silence. Ce n'est pas, y est-il dit, sur le respect de la Constitution que le Comité peut s'appuyer pour justifier l'exclusion des femmes. Sans doute le privilège du sexe est sous-entendu dans la Constitution, mais il la sape par la base parce qu'il est la négation des principes sur lesquels elle s'appuie. Le Comité aurait donc témoigné de son respect pour cette constitution et pour la cause socialiste, en laissant aux adversaires de la Constitution et du socialisme le soin

de retrancher du scrutin électoral un nom qui aurait manifesté que les démocrates-socialistes acceptaient le principe de l'égalité des deux sexes et en réclamaient l'application. (Ce raisonnement était à la fois compliqué et paradoxal.) Au reste, ajoutait le manifeste, un principe est plus qu'un homme et il n'y avait pas à hésiter entre la perte d'un candidat et la conquête d'un principe, — idée fort noble, mais qui, croyons-nous, ne touchera jamais que médiocrement un comité électoral. — D'ailleurs pour justifier cette candidature, il suffit d'en appeler au vieil adage : « Tout ce que la loi ne défend pas est permis », et il n'en est aucune qui interdise formellement à une femme de se présenter comme candidate, ni aux électeurs de la choisir. C'est un préjugé et non pas une loi qui enlève aux femmes l'exercice de leurs droits politiques, dans tous les cas où elles jouissent de leurs droits civils, comme filles majeures, veuves ou légalement autorisées par leurs maris. Enfin Jeanne Deroïn protestait contre le reproche d'inopportunité qu'on lui avait fréquemment adressé ; c'est, disait-elle, au moment des élections qu'il importe de réclamer pour les femmes le droit de prendre part aux travaux législatifs.

Sa tentative n'eut d'ailleurs, il faut l'avouer, aucun succès ; et déçue de ce côté, Jeanne Deroïn tourna toute son activité vers les questions économiques (1).

---

1. La candidature de Jeanne Deroïn fit l'objet de caricatures, de chansons et même de couplets dans une revue de fin d'année.

Bientôt elle publiait dans l'*Opinion des femmes* un projet d'association fraternelle et solidaire de toutes les associations. C'est alors qu'un cautionnement de cinq mille francs lui ayant été demandé, elle dut suspendre la publication de son journal ; mais elle ne mit que plus d'ardeur à tenter de réaliser son projet d'union.

Et ce fut dans les réunions que tinrent à cette occasion les délégués de plusieurs associations, que la police feignit de découvrir les germes d'une conspiration. Le 29 mai 1850, un commissaire de police à la tête de cinquante agents envahit le local où s'assemblaient les délégués, perquisitionna et mit en état d'arrestation ceux qui étaient présents. Ce fut le complot de la rue Michel-le-Comte. Neuf femmes, sans compter les hommes, étaient impliquées dans l'affaire, et en première ligne Jeanne Deroin et Pauline Roland.

L'arrêt de renvoi en Cour d'assises les inculpait d'avoir fondé et dirigé des réunions non publiques dont le but était politique et qui n'avaient pas été autorisées, délit prévu par les articles 13 et 15 du décret du 28 juillet 1848 sur les clubs.

Ce fut au mois de novembre que s'ouvrit le procès. Après des débats qui durèrent plusieurs jours et furent pour les accusées une occasion d'exposer publiquement leurs théories, Jeanne Deroin, qui avait déjà subi cinq mois de détention préventive, et Pauline Roland, laissée jusqu'alors en liberté provisoire, furent condamnées cha-

cune à six mois de prison ; des peines diverses frappèrent leurs coaccusées.

Avec la suppression de l'*Opinion des femmes*, ces condamnations furent l'atteinte la plus grave portée au mouvement féministe. L'on voit dès lors en effet ses adeptes se faire plus rares ou du moins plus timides.

Au Collège de France, Michelet, pressé de donner son avis sur la question des droits politiques des femmes, déclarait au cours d'une de ses leçons : « Les femmes ont les mêmes droits que les hommes, mais le moyen d'exercer ces droits n'est pas possible dans les circonstances actuelles, nous en appelons aux femmes elles-mêmes. Accorder aux femmes le droit de voter immédiatement, ce serait faire tomber dans l'urne électorale 80.000 bulletins pour les prêtres. D'ailleurs, ajoutait-il, les femmes qui réclament l'exercice des droits politiques sont en bien petit nombre. » Et ces paroles étaient accueillies par les applaudissements de la partie masculine de l'auditoire.

Ce n'est pas l'occasion de discuter la question de savoir si la crainte exprimée par Michelet, quant aux conséquences politiques de la concession des droits électoraux aux femmes, est ou non fondée. Qu'il nous suffise de dire qu'aujourd'hui encore c'est un des arguments qu'une partie des adversaires du suffrage féminin invoque le plus volontiers, bien que sa valeur soit forte-

ment contestée par ceux-là mêmes dont les tendances sont les moins suspectes à cet égard (1).

D'ailleurs, si, se plaçant au point de vue théorique, on reconnaît aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes, n'y a-t-il pas quelque arbitraire à vouloir ensuite se faire juge de l'opportunité de l'exercice de ces droits ? Telle fut du moins l'objection qu'adressa à Michelet un écrit anonyme de l'époque (2).

Ce fut surtout au sein de l'Assemblée législative que se manifesta un courant d'opinion défavorable aux revendications féministes. La Législative, qui fit preuve de tendances assez peu démocratiques, décida le rétablissement du suffrage restreint par la loi du 31 mai 1850. Ce n'était donc plus en invoquant le principe de l'universalité du vote, que les femmes pouvaient désormais revendiquer leurs droits. Au reste, elles ne trouvèrent pas toujours des défenseurs parmi ceux-là mêmes qui réclamaient l'abrogation de la nouvelle loi électorale. M. Michel (de Bourges), notamment, protestait contre l'idée qui lui avait été attribuée de vouloir le suffrage illimité : « Pourquoi pas, ajoutait-il ironiquement, de vouloir le suffrage des femmes et des enfants ? (3) »

---

1. Voir à ce sujet dans la « Revue Socialiste » du 15 août 1906 les opinions de MM. Vaillant, Allemane, Vandervelde, etc.

2. Droit politique des femmes. A. M. Michelet, professeur au Collège de France (Extrait du 7<sup>e</sup> n<sup>o</sup> de l'« Opinion des femmes » qui va paraître prochainement). Bib. Nat. Lb. 55/1655.

3. Séance du 13 novembre 1851.

Bien plus, la Législative allait remettre en question un droit dont jusqu'alors l'exercice n'avait jamais été contesté aux femmes et dont celles-ci même avaient très largement usé à cette époque.

Parmi les droits naturels et civils la constitution de 1791 rangeait « la liberté d'adresser aux autorités des pétitions signées individuellement ».

La Constitution de 1793 faisait du droit de pétition l'un de ceux qui sont garantis à tous les Français. Et l'article 63 de la Constitution de l'an VIII décidait que toute personne a le droit d'adresser des pétitions individuelles aux autorités constituées.

Stanislas Girardin disait à ce sujet : « Le droit de pétition n'est ni un droit publique, ni une portion de la souveraineté, puisqu'il peut être exercé par tous les individus, sans distinction d'âge ni de sexe. Il repose sur les bases immuables du droit naturel, il tient intimement à la libre communication des pensées ; il a la même origine que la liberté de la presse, dont il n'est qu'une simple modification. Pris dans toute sa latitude, il se confond avec elle (1). »

Et ce droit qui, sous l'empire des chartes de 1815 et de 1830, avait été exercé, sinon avec grand zèle, du moins en toute liberté auprès des deux Chambres, un membre de l'Assemblée Législative proposa d'en restreindre l'exercice pour les hommes et le de suppri-

---

1. Maurice Block. « Dictionnaire général de la politique ».

mer complètement en matière politique pour les femmes . Dans le courant d'avril 1851 en effet, un représentant, nommé Chapot, déposa une proposition de loi dont l'article 9 était ainsi conçu : « Les femmes et les mineurs ne pourront adresser des pétitions à l'Assemblée Nationale que pour la réparation de leurs griefs personnels. »

Lors de la discussion de la loi du 31 mai 1850 rétablissant le suffrage restreint, un assez grand nombre de pétitions revêtues de signatures féminines avaient été adressées à l'Assemblée pour la conjurer de ne pas porter atteinte au suffrage universel. Et le rapporteur de la loi profita même de cette circonstance pour affaiblir la portée des protestations qui, un peu partout, s'étaient élevées contre le projet : « Les collecteurs de ces pétitions, déclarait-il dédaigneusement, ont fait figurer dans leurs collections un grand nombre de signatures de mineurs, de femmes, de signatures surprises et de signatures factices. » N'était-ce pas sous-entendre ce que Chapot allait exprimer plus franchement, à savoir que les femmes ne doivent point jouir du droit de pétition en matière politique ?

Ce fut le 23 juin 1851 que vint en première délibération la proposition Chapot.

Laurent (de l'Ardèche) la combattit éloquemment : « La Constitution de 1848, dit-il, a fait du droit de pétition le seul droit universel ; elle en a fait surtout le droit de ceux à qui elle n'en accordait pas d'autres, — elle est la principale, l'unique ressource des citoyens qui sont

privés des droits politiques et qui ne peuvent trouver dans la pratique électorale une occasion naturelle de dire ce qu'ils pensent, ce qu'ils éprouvent, ce qu'ils redoutent —, et ce sont ceux-là qu'on veut dépouiller de ce droit. »

Qu'on n'objecte pas qu'il ne s'agit que d'enfants et de femmes ; dans les sociétés anciennes où les femmes et les enfants étaient considérés comme des choses et abandonnés comme les esclaves à la merci du chef de famille, dont la puissance paternelle et l'autorité maritale s'étendaient jusqu'au droit de vie et de mort, il était rationnel que toute participation aux affaires publiques fût interdite à ceux dont la personnalité civile n'était ni reconnue ni protégée par la loi ; mais dans nos sociétés modernes, où la religion et la philosophie s'accordent à faire respecter dans tout être humain le droit et l'indépendance de la raison, vouloir interdire aux mineurs et aux femmes la simple pétition politique, c'est un anachronisme contre lequel proteste l'esprit du siècle.

« ... Et puis, si l'âge et le sexe suffisent pour faire mettre en suspicion la pensée politique des enfants et des femmes, s'il y a scandale et danger à laisser se manifester cette pensée, le scandale et le danger ne seront-ils pas plus grands quand ils se produiront dans un journal, dans une brochure, dans un livre que lorsqu'ils se renfermeront dans les étroites limites d'une pétition ? »

Pour être conséquent il faudrait interdire aux mineurs et aux femmes la littérature plus sévèrement encore que les pétitions politiques. La logique voudrait qu'on aille jusque-là. L'illogisme, il est vrai, est devenu de mode ! « On accepte libéralement les femmes et les enfants comme journalistes, comme publicistes, mais on les refuse fièrement comme pétitionnaires. On leur passe de se poser comme personnages politiques pour se faire condamner avec éclat ; on leur dénie ce même caractère pour se faire écouter modestement et sans bruit dans leurs plaintes et leurs vœux. Si donc les femmes et les enfants veulent se mêler de politique, qu'ils se gardent de s'adresser obscurément à l'Assemblée Nationale, on le leur défendra au nom de la décence publique. Mais par compensation, qu'ils s'introduisent à l'aise, en toute liberté dans le forum, pourvu qu'ils n'y pénètrent que par la porte qui pourra les conduire à la Cour d'assises et des bancs de la Cour d'assises aux cellules de Mazas et de Saint-Lazare. » Cette allusion discrète à la condamnation de Jeanne Deroin fut soulignée par les marques d'approbation de l'extrême-gauche.

Répondant à Laurent (de l'Ardèche), le rapporteur, M. Quentin-Bauchart, voulut justifier la disposition attaquée en posant la question suivante : depuis que leur exclusion était connue, depuis le dépôt du rapport, combien y avait-il de femmes qui eussent réclamé ? « Il s'agissait pour elles de prouver qu'elles sont capables de se servir du droit de pétition, en pétitionnant contre

la réglementation que nous proposons de ce droit. Une seule femme a réclamé, ajoutait-il ironiquement, il faut que je vous la nomme, et c'est la citoyenne Jeanne Deroin. »

Celle-ci, en effet, du fond de sa prison, avait rédigé une pétition demandant le rejet de la proposition Chapot ; Laurent (de l'Ardèche) s'était chargé de la transmettre à l'Assemblée, ce qui lui valut les railleries du rapporteur.

Ce dernier, continuant son discours, déclarait qu'on était en présence d'une question de décence publique, de dignité parlementaire.

« Comment, s'écriait-il, il arrivera une pétition signée dans un sens par le mari, signée dans un autre par la femme...

*A droite.* — « Et dans un troisième par les enfants. »  
(*On rit.*)

— « Quels seraient donc l'autorité et le sexe qui domineraient ici ? »

Et un représentant facétieux de répondre en soulevant l'hilarité générale : « Comme nous sommes galants, ce serait le sexe féminin. »

M. Quentin-Bauchart concluait en disant : sans doute il y a eu et il y aura encore des femmes instruites et distinguées, mais l'on peut être sûr que si le droit de pétition politique était donné à leur sexe, ce ne sont pas elles qui en useraient.

A ce discours du rapporteur on peut d'abord repré-

cher une certaine contradiction; c'est, d'une part, d'invoquer en faveur de sa thèse le silence des femmes qui, sauf une, n'avaient pas protesté contre la proposition Chapot, et, d'autre part, de jeter la suspicion, presque l'injure sur celles qui oseraient pétitionner.

Lors de la deuxième délibération, une autre critique lui fut adressée et avec beaucoup de raison par Schoelscher : celui-ci, dans la séance du 2 juillet, soutint un amendement qui consistait à retrancher de l'article 9 ces mots « les femmes » de sorte que l'interdiction ne s'appliquât plus qu'aux mineurs. Schoelscher commença en faisant observer qu'il ne s'agissait en aucune façon d'accorder aux femmes des droits qui ne leur appartenaient pas encore, — comme aurait pu le laisser supposer le discours du rapporteur qui parlait improprement de « donner » le droit de pétition aux femmes. — Il s'agit seulement de leur conserver un droit qu'elles possèdent depuis que le droit de pétition existe. Et au milieu de l'hilarité bruyante et hostile de l'Assemblée, l'orateur déclarait que, quant à lui, il ne verrait pas grand mal à ce qu'elles s'occupassent de politique, elles y apporteraient leur tact fin et délicat, « elles nous communiqueraient peut-être un peu de leur mansuétude ».

Mais, en dehors de la politique, n'y a-t-il pas mille questions sur lesquelles les femmes peuvent avoir un avis motivé et qu'il serait utile de connaître? Par exemple en matière d'enseignement ou d'assistance, qui sont deux branches dans lesquelles se sont particulièrement

exercées les activités féminines. L'on est donc fondé à soutenir que les femmes peuvent garder le droit de pétition sans tomber dans les ardeurs de la politique, qu'elles doivent le conserver en raison même du rôle que leur assigne notre société. « Comment !... Vous leur laissez le droit de pétition pour des griefs personnels, c'est-à-dire dans le cas où la passion nous égare le plus, et vous voulez le leur retirer pour des griefs généraux ! Vous oubliez, car je n'ai pas la prétention de vous l'apprendre, vous oubliez que les femmes, et c'est une qualité où elles nous surpassent, sentent bien plus le mal d'autrui que le leur propre. » Schoelscher terminait son discours en demandant à l'Assemblée de ne pas faire aux femmes l'injure de les assimiler à des mineurs.

M. Quentin-Bauchart, qui, dans ses *Mémoires* apprécie fort sévèrement l'intervention de Laurent (de l'Ardeche), se montre au contraire plein d'éloges pour le discours de Schoelscher : « Un plaidoyer si vif, si élevé, si entraînant, dit-il, était bien fait pour émouvoir l'Assemblée. Bien que le citoyen Schoelscher, qui avait eu l'honneur de le prononcer, ne fut pas, en général, gâté par elle, on peut dire qu'il l'avait touchée au cœur (1). »

Après une intervention de Crémieux appuyant l'amendement Schoelscher, l'on passa au vote ; la rédac-

---

1. « Etudes et souvenirs sur la Deuxième République et le Second Empire », 1<sup>re</sup> partie, p. 378. M. Quentin-Bauchart ajoute : « M. Chapot en fut pour ses bonnes intentions, moi pour mon rapport et mes discours improductifs. »

tion de la Commission fut repoussée ; et lorsqu'il eut été décidé que les femmes conserveraient le droit de pétition, l'article ainsi modifié fut rejeté. La proposition Chapot perdait alors tout intérêt, et quand le président consulta l'Assemblée pour savoir si elle entendait passer à une troisième délibération, cinq ou six représentants seulement se levèrent tandis que des rires éclatèrent sur presque tous les bancs.

Ce fut dans le même sentiment de bonne humeur que quelques mois plus tard se retrouva l'Assemblée lorsque Pierre Leroux vint proposer d'accorder le suffrage municipal aux femmes. Cette intervention se produisit dans la séance du 21 novembre 1851, lors de la discussion de la loi sur les élections communales.

L'article 20 de cette loi était ainsi conçu : « La liste des électeurs communaux comprend par ordre alphabétique : 1° les Français majeurs, ayant les qualités requises pour êtres inscrits sur le registre matricule de la commune, et qui n'ont encore encouru aucune des incapacités prévues à l'article suivant, etc. ».

Pierre Leroux proposa un amendement qui consistait à modifier comme il suit la rédaction de l'article : « Les Français et les Françaises majeurs, etc. ».

Et montant à la tribune, Pierre Leroux, dans un discours émaillé de généreuses pensées, mais d'une éloquence trop touffue et d'une argumentation un peu faible, s'efforça de justifier son amendement. Son exorde fut empreint d'une candide humilité : « Comment se fait-

il que la cause la plus juste, la plus évidente, ait ici un défenseur d'une faiblesse semblable à la mienne ? »

Et voici comment peut se résumer la thèse qu'il soutint :

L'on ne saurait prétendre que la Constitution ait voulu exclure les femmes du « droit municipal ». Il ne faut pas l'oublier en effet; il ne s'agit pas de l'électorat politique ; la Constituante a fait une loi qui a exclu les femmes des élections législatives, cela n'est pas douteux ; et seule une assemblée de revision pourrait modifier cette situation, nous l'admettons parfaitement. Mais l'on n'en saurait conclure que la Constitution ait refusé aux femmes le « droit municipal ». Qu'on relise en effet les généralités de la Constitution, et l'on verra qu'elles comprennent toutes sous le nom de « citoyens » l'universalité du peuple français, c'est-à-dire les Françaises comme les Français. Est-il par exemple logique de supposer qu'en disant que la République a pour but de faire parvenir tous les citoyens à un degré plus élevé de lumière et de bien-être, la Constitution ait entendu parler d'un seul des deux sexes ? Et lorsqu'elle a spécifié qu'une loi spéciale serait faite en matière municipale, elle n'a en aucune façon préjugé d'une manière absolue que les femmes seraient exclues du suffrage communal.

Et répondant à des interrupteurs, Pierre Leroux ajoutait que, s'il parlait devant une assemblée de travail leurs, cette thèse serait admise sans difficulté, et que

jamais dans les réunions populaires, dans les clubs, dans les banquets fraternels auxquels il avait pris part, jamais ce droit n'avait été mis en doute, toujours il avait été réclamé. En cela d'ailleurs le peuple n'était-il pas de l'avis des hommes les plus éminents parmi les grands politiques du passé ? Et Pierre Leroux, à l'appui de son dire, lut une page de Condorcet. Ce fut même assurément le meilleur passage de son argumentation.

L'Assemblée législative écouta ce discours avec une attention un peu ironique ; quand Pierre Leroux manifestait quelque hésitation, ses adversaires eux-mêmes l'encourageaient à continuer ; quelques lapsus assez inattendus, qui lui échappèrent dans le feu de l'improvisation, mirent en joie ses collègues. Son intervention en somme fut accueillie comme un égayant intermède qui venait rompre avec à-propos la monotonie de la discussion sur l'Organisation communale. Mais ce fut tout, et sa proposition ne fut même pas prise en considération.

Si donc les femmes restèrent exclues des élections municipales, avaient-elles tout au moins conservé le droit de délibérer dans certains cas avec les conseils municipaux, à titre de plus imposées, ainsi que cela résultait de la loi de finances de 1818 et de la loi municipale de 1837 ?

La loi du 16 mai 1818 (art. 39) décidait que dans le cas où, — les cinq centimes additionnels imposés pour

les dépenses des communes étant épuisés, — une commune aurait à pourvoir à une dépense véritablement urgente, le maire, sur l'autorisation du préfet, convoquerait le conseil municipal et les plus forts contribuables de la commune en nombre égal à celui des membres de ce conseil ; l'assemblée ainsi formée aurait pour mission de reconnaître l'urgence de la dépense et l'insuffisance des revenus municipaux et des cinq centimes ordinaires pour y pourvoir.

Or, les circulaires ministérielles du 15 mai 1848 et 24 avril 1823 avaient admis que si le droit de se faire représenter était dénié aux contribuables légalement capables et qui eussent pu assister eux-mêmes aux assemblées d'adjonction, du moins les plus imposés qui se trouvaient en état d'incapacité légale, c'est-à-dire les femmes mariées et séparées, doivent être admis à confier leurs droits à des mandataires. La même interprétation était tirée par analogie de la loi électorale du 19 avril 1831 dont l'article 8 réglait la délégation des contributions appartenant à une femme veuve ou divorcée.

La loi du 18 juillet 1837 prescrivait dans les communes dont les revenus étaient inférieurs à cent mille francs, l'adjonction au conseil municipal des plus imposés, toutes les fois qu'il s'agissait de délibérer sur des contributions extraordinaires ou des emprunts.

Mais le Conseil d'Etat, dans un avis du 21 décembre 1842, considérant que « dès qu'il s'agit de le

défense d'intérêts généraux et publics, celle-ci ne peut être confiée qu'à des personnes capables d'exercer par elles-mêmes leurs droits civils », déclarait que les plus imposés en état d'incapacité légale, tels que les femmes mariées et séparées de biens et les veuves, ne sont pas admises à se faire représenter au conseil municipal et qu'en conséquence ils ne doivent pas être convoqués.

En 1848 donc, en vertu de cette décision, les femmes ne pouvaient pas figurer, comme plus imposées, dans les assemblées d'adjonction.

Si l'intervention de Pierre Leroux à l'Assemblée législative n'aboutit à aucun résultat, elle n'en eut pas moins un certain retentissement à l'étranger. Elle valut même à son auteur de se voir adresser par Stuart Mill la lettre suivante, qui mérite d'être reproduite intégralement, car elle complète ce que l'on sait des convictions féministes du grand philosophe anglais.

« Londres, le 28 novembre 1851

« Monsieur,

« Permettez qu'un démocrate anglais, associé de cœur et d'esprit à la lutte des socialistes français pour la régénération des institutions humaines, vous fasse l'hommage de sa reconnaissance pour la noble initiative que vous venez de prendre sur une des plus grandes questions de l'avenir, en faisant à l'Assemblée Nationale la proposition de reconnaî-

tre les droits politiques des femmes (1). Il est maintenant honteux pour l'intelligence humaine que des hommes qui se disent partisans du suffrage universel, en principe et en droit, se permettent de retrancher ce droit à une moitié tout entière du genre humain. L'assurance donnée dans votre discours de l'adhésion générale des ouvriers socialistes aux principes de justice et d'égalité dans la relation politique des deux sexes, fait le plus grand honneur aux sentiments et à l'intelligence de la classe ouvrière en France, sur laquelle reposent, aux yeux de tous ceux qui comprennent, les plus belles espérances d'amélioration dans le sort de l'humanité. J'ai pensé, Monsieur, que vous ne seriez pas indifférent à un témoignage de sympathie intellectuelle et morale sur une question si haute et si mal comprise, et je me suis permis de vous adresser un article réimprimé de la *Revue de Westminster* où cette question est traitée avec une certaine étendue. Cet article, écrit de concert par moi et ma femme ou plutôt par ma femme, a été beaucoup lu et a fait une certaine sensation ici et aux Etats-Unis d'Amérique. Vous savez probablement que, depuis quelque temps, il existe aux Etats-Unis une nombreuse association de femmes et d'hommes pour revendiquer les droits politiques et industriels des femmes. Notre article, fait à l'occasion de cette association, lui a fourni récemment le texte presque entier

---

1. Stuart Mill fait une confusion ; ce n'est pas, nous l'avons vu, l'électorat politique, mais l'électorat municipal des femmes que Pierre Leroux avait réclamé.

des résolutions adoptées à sa dernière manifestation publique.

« S'il vous arrivait, Monsieur, de passer en Angleterre et que vous voulussiez bien me faire à moi et à ma femme l'honneur d'une visite fraternelle, nous serions charmés de vous renouveler personnellement l'expression de notre sympathie.

« Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération la plus respectueuse.

« J.-S. MILL » (1)

On peut ajouter que, lorsque Pierre Leroux, exilé, se réfugia en Angleterre, il ne reçut pas de Stuart Mill l'accueil chaleureux que cette lettre lui faisait espérer.

L'article de la *Revue de Westminster* auquel Stuart Mill faisait allusion est intéressant à consulter, car il montre qu'en Amérique les femmes se sont placées sur le même terrain qu'en France pour la revendication de leurs droits politiques ; en effet, dans leurs manifestations, elles invoquèrent le texte de la fameuse déclaration qui se trouve en tête de la Constitution des Etats-Unis, déclaration qui proclame que les droits humains sont égaux et universels et que les gouvernements ne dérivent que du consentement des gouvernés.

---

1. Lettre citée par Pierre Leroux dans la « Grève de Samarez, » t. I, p. 339 et 340.

Et la *Revue de Westminster* appuyait ainsi cette argumentation : « Nous ne supposons pas qu'un démocrate américain cherche à échapper à la force de cette expression par un subterfuge déloyal ou ignorant en prétendant que le mot « homme », dans ce document respectable, ne représente qu'un seul des deux sexes, au lieu de la totalité de la race ; nous ne supposons pas davantage qu'il prétende que la vie, la liberté et la recherche du bonheur ne soient des droits inaliénables que pour la moitié du genre humain et que les gouvernés, dont le consentement est déclaré la seule source d'un gouvernement juste, ne soient que cette seule moitié qui, par rapport à l'autre, s'est arrogé jusqu'ici l'office de gouvernement. Ce serait une contradiction flagrante que nulle explication ne peut justifier. »

L'article rappelait en terminant, qu'en Angleterre, le comte de Carlyle avait, le 15 février 1851, présenté à la Chambre des pairs une pétition des femmes de Sheffield réclamant la franchise électorale.

Ainsi, tandis qu'en France, avec l'Empire, allait se produire un arrêt du mouvement féministe, à l'étranger, au contraire, en Angleterre et surtout aux Etats-Unis, le féminisme allait se développer avec une vivacité remarquable.



## DEUXIÈME PARTIE

### LE FÉMINISME ÉCONOMIQUE

---

« L'oppression de la femme, écrivait Considérant, n'a pas d'autre cause que la dépendance où elle est du sexe fort pour ses moyens d'existence (1). » Si tous les féministes de 1848 ne firent pas — comme les fouriéristes — de l'indépendance économique de la femme la base de leurs revendications, du moins ils ne manquèrent pas en général de la réclamer en même temps que l'égalité politique.

C'est pourquoi on leur voit demander que les femmes aient désormais accès aux carrières lucratives, aux professions libérales, toutes les fois qu'elles présentent les garanties d'instruction et d'aptitude qui sont exigées des hommes. Et c'est à ces préoccupations que faisait allusion Marrast, lorsque répondant aux déléguées du Comité des droits de la femme, il leur lais-

---

1. « Démocratie Pacifique », 11 août 1851.

sait espérer que de nouvelles carrières seraient ouvertes à leur sexe.

Mais ce fut surtout la situation faite à la femme dans le régime industriel qui attira l'attention des féministes de 1848. Et les réclamations qu'ils firent entendre à ce sujet ne rencontrèrent pas les mêmes objections que leurs prétentions à l'égalité politique. Ici en effet la justesse et l'opportunité de leurs observations ne pouvaient être mises en doute. Si la crise industrielle qui suivit les événements de février atteignit gravement les ouvriers, elle fut ressentie bien plus lourdement par les ouvrières, et George Sand qui, nous l'avons vu, s'était montrée si résolument hostile aux revendications des femmes sur le terrain politique, fut au contraire une de celles qui protestèrent avec le plus d'énergie contre l'inégalité de la rétribution du travail masculin et du travail féminin. C'était d'ailleurs une des réclamations fondamentales des féministes ; ils ne l'avaient pas encore synthétisée dans la formule si courante aujourd'hui : « à travail égal, salaire égal », mais c'est bien l'idée dont ils s'inspiraient.

D'ailleurs, s'ils déploraient la situation subordonnée et misérable faite à la femme dans l'industrie, ils ne pensaient pas, comme Proudhon, que le remède dût consister à sortir la femme de l'atelier pour la renfermer dans son ménage ; car si, à l'atelier, les maux de la femme sont évidents, dans le ménage, pour être cachés et secrets, ils n'en sont pas moins réels :

« C'est, dit Jeanne Deroin, dans le ménage que le travail de la femme est le plus pénible et le moins apprécié. » Et elle retraçait la journée de la femme du prolétaire, levée avant l'aube, ayant la charge de nombreux enfants et vaquant seule à tous les soins du ménage. « Et l'on dit en parlant d'elle qu'il n'y a que son mari qui travaille. » En réalité la femme exerce à la maison vingt professions différentes, dont la plupart répugnent à ses véritables aptitudes. Tous ces travaux qu'elle doit exécuter elle-même ne seraient-ils donc pas accomplis avec plus de perfection et d'économie, s'ils l'étaient à frais communs dans de grands établissements industriels? Jeanne Deroin préconise là cette industrialisation des travaux domestiques, qui aujourd'hui est poussée à son maximum aux Etats-Unis.

L'homme d'ailleurs ne parvient pas toujours à entretenir à lui seul sa famille ; c'est ce qui fait que sa femme doit, elle aussi, travailler au dehors. Et en admettant que le salaire de l'homme soit suffisant pour alimenter le ménage, ne va-t-il pas en résulter pour la femme une dépendance absolue à l'égard du mari, puisque c'est de lui qu'elle attend ses moyens d'existence? Enfin si cette femme devient veuve, après avoir exercé vingt professions dans le ménage, elle n'en sait pas une suffisamment pour lui permettre de gagner sa vie (1).

---

1. Jeanne Deroin. « Le travail des femmes ». « Almanach des femmes pour 1882 ».

« Il ne s'agit donc pas tant de sortir la femme de l'atelier que de transformer l'atelier lui-même et d'en noblir pour elle et pour le prolétaire cette source d'activité et d'indépendance (1). »

Et cette transformation devait être l'œuvre du machinisme, simplifiant et facilitant le travail, et faisant de la femme l'égale de l'homme dans la production (2).

Certains esprits un peu chimériques allaient même jusqu'à prévoir pour l'avenir une division du travail ainsi conçue : « à l'homme les travaux sérieux et agricoles ; à la femme les machines perfectionnées appliquées à l'industrie, dernier effort d'un progrès industriel raisonné » (3).

Et dans son *Icarie*, Cabet faisait ce tableau idyllique de l'atelier futur : « Quelle vue ! Deux mille cinq cents jeunes femmes travaillant dans un seul atelier, les unes assises, les autres debout ; presque toutes charmantes, avec de beaux cheveux relevés sur leurs têtes ou tom-

---

1. « Opinion des femmes », mai 1849.

2. Cette égalité économique, la femme la possédait déjà dans la région de Saint-Etienne, grâce à l'industrie du ruban qui l'occupait à domicile. « Tandis que partout ailleurs la femme lutte péniblement pour un médiocre salaire, ici, devenue réellement l'égale de l'homme par sa facilité à gagner sa vie, elle ne suffira bientôt plus aux demandes incessantes de travail qui la poursuivent... L'art de coudre n'est que la ressource des mauvais jours pour elles, quand elles ont eu le temps de l'apprendre, comme le métier de terrassier est le refuge des ouvriers qui ne trouvent pas d'autre ouvrage. » (Ad. Blanqui, « Tableau des populations rurales en France en 1850. »)

3. « Organisation du travail considérée sous le rapport de l'emploi de la femme dans l'industrie », par G. Bertin, 1848. Bib. Nat. Lb 53, 1213.

bant en boucles sur leurs épaules, toutes portant d'élégants tabliers sur leurs robes élégantes. . » (1).

Hélas ! la réalité était — et est encore — bien éloignée de ces rêves.

Et l'économiste Blanqui, après avoir sondé, avec une sympathie émue, toutes les misères de l'ouvrière d'usine, et constaté que trop souvent, selon la forte expression de Sully-Prudhomme, « le régime des manufactures en fait une machine souffrante », en venait à conclure : « Je ne crains pas d'affirmer ici, quelque clameur qui puisse en advenir, que la pensée constante, énergique et résolue du nouveau système manufacturier devra être d'exclure peu à peu les femmes et les enfants des ateliers agglomérés et de n'y laisser que des hommes. »

C'est à cet examen de la situation économique de la femme, des plaintes qu'elle souleva, des tentatives qui furent faites pour l'améliorer, que nous allons procéder maintenant.

---

1. « Voyage en Icarie », p. 136.

## CHAPITRE PREMIER

### **Les Conditions du Travail des Femmes**

---

Les salaires et les chômages. — La condition de l'ouvrière d'usine. — Les effets de la crise industrielle dans le Nord de la France. — La durée du travail des femmes ; projet de réglementation.

Dès les premiers jours du Gouvernement Provisoire de nombreuses pétitions lui furent adressées pour attirer son attention sur la situation misérable à laquelle se trouvaient réduites les travailleuses. Les bonnes mœurs, disaient ces adresses, font la force des Républiques, et ce sont les femmes qui font les mœurs ; il ne faut donc pas qu'une mauvaise organisation du travail les réduise à la misère ou au désordre. Or, comment pourrait-il en être autrement, quand, après avoir travaillé toute une journée, elles se voient attribuer un salaire si minime qu'il leur permet à peine de se nourrir ? Quel courage, quelle vertu pourraient résister à une pareille situation ?

Et Barrault, l'ancien apôtre Saint-Simonien vient, dans le *Tocsin des Travailleurs*, appuyer ces doléances : « Nous ne connaissons rien, dit-il, de plus poignant, de plus navrant que la misère des femmes. Les travailleurs les plus malheureux endorment une partie de leurs douleurs avec l'opium de leurs pipes, avec le poison de l'eau-de-vie, ils ont les distractions de la place publique et du travail en commun dans les ateliers... Mais les femmes ! Les travaux dans lesquels nous les avons parquées sont si peu nombreux que la concurrence fait d'effroyables ravages parmi elles. Malgré la faiblesse de leurs membres, elles sont condamnées aux travaux les plus durs ; elles travaillent toujours, et plus elles travaillent, plus elles voient avilir le prix de leur travail ».

Au reste, il y a unanimité pour protester contre l'avilissement des salaires féminins.

« Il a été démontré, prouvé par des chiffres, dit George Sand dans le 12<sup>e</sup> *Bulletin de la République*, que les travaux confiés au plus grand nombre des femmes ont une rétribution tellement dérisoire qu'il leur est matériellement impossible d'en vivre personnellement. »

« Qu'on le répète bien haut, écrit M<sup>me</sup> Sophie Saint-Amand, dans toutes les branches de l'industrie le travail des femmes est toujours honteusement et misérablement rétribué (1). »

---

1. « De l'avenir des femmes dans la République ». Bib. Nat. Lb 53, 737.

La *Voix des femmes* donnait des chiffres : « Combien de femmes travaillent douze heures par jour pour moins de 30 sous. En province on donne 20 sous aux journalières. Dans les communes rurales les couturières en journée gagnent 40 centimes si elles sont nourries, 60 centimes si on ne les nourrit pas. Les blanchisseuses ne sont pas mieux rétribuées et les travaux si pénibles des champs dépassent rarement le prix de 1 franc par journée de femme (1). »

Et l'on trouve la confirmation de ces chiffres dans l'Enquête générale par cantons sur le nombre des ouvriers, les salaires et les conditions de travail, faite en vertu d'un décret de l'Assemblée Constituante du 25 mai 1848. M. Levasseur, qui en a résumé les résultats, constate en effet qu'il est très peu de départements où le salaire moyen des femmes atteigne 1 franc et qu'il y a même des cantons où il est de 60 centimes. En additionnant tous les salaires contenus dans l'Enquête générale, lesquels sont à peu d'exceptions près des salaires industriels (moins ceux de Paris qui ne sont pas dans les dossiers du Comité du travail), et en divisant le total par le nombre des cas, M. Levasseur a obtenu approximativement 1 fr. 78 pour les hommes, 77 centimes pour les femmes, 50 centimes pour les enfants. Ainsi le salaire moyen de la femme ne s'élève

---

1. « *Voix des femmes* », 20 mars 1848.

pas à la moitié du salaire de l'homme (environ les deux cinquièmes) (1).

Le taux moyen à Paris était sensiblement supérieur à celui de la province. La Statistique de l'industrie à Paris, faite par les soins de la Chambre de Commerce, l'estimait à 3 fr. 80 pour les hommes et 1 fr. 63 pour les femmes. Mais cette évaluation est peut-être trop élevée ; Audiganne déclare que le salaire moyen était au plus de 3 fr. 25 pour les hommes et de 1 fr. 40 pour les femmes (2).

Les chômages d'ailleurs, plus fréquents et plus longs dans les métiers où dominait la main-d'œuvre féminine, le vêtement par exemple, contribuaient encore à abaisser la moyenne des salaires pour les femmes (3).

---

1. « Histoire des classes ouvrières de 1789 à 1870 » t. II, p. 259.

2. « Les populations ouvrières et les industries de la France », t. II, p. 305.

3. Le rapporteur de la loi sur les retraites constatait cette infériorité des salaires féminins, qui, disait-il, sont en général beaucoup plus faibles que ceux des hommes ; et c'est une des raisons qui firent abaisser le minimum de liquidation partielle à 5 francs. Les femmes en effet étaient admises à verser ; et il est à noter que cette loi du 26 juin 1850 sur la Caisse Nationale des Retraites pour la vieillesse se montre favorable à la femme mariée. Son article 4 décide que le versement opéré antérieurement au mariage restera propre à celui qui l'a fait. Quant aux versements opérés pendant le mariage, par l'un des deux conjoints, ils profiteront aux deux époux, mais à chacun d'eux séparément par moitié. Enfin, si la vie commune a cessé depuis plus d'une année en raison de l'absence ou de l'éloignement de l'un des conjoints, le juge de paix pourra, suivant les circonstances, autoriser la femme à faire des versements. Le projet de 1849 allait même plus loin, il accordait à la femme en cas de refus du mari, le droit d'obtenir du juge de paix l'autorisation nécessaire pour faire des versements. (Voy. Albert Damez. « Le libre salaire de la femme mariée », p. 320.)

Voici à cet égard le budget d'une ouvrière à Bordeaux, tel que le reproduisait *L'Atelier* du 30 avril 1850 : La moyenne du prix de la journée, dans les neuf professions enquêtées, est de 1 franc. Mais il faut en déduire les chômages, qu'on peut évaluer à 35 jours par an ; en ajoutant 52 dimanches et 8 jours fériés, cela fait en tout 95 jours de chômage. Il reste ainsi à l'ouvrière une moyenne de 74 centimes par jour, pour payer ses dépenses de logement, de nourriture et d'entretien. — Logement : Les ouvrières qui logent en garni couchent deux par lit ; le prix est fixé à 20 centimes par personne ; celles qui possèdent un petit mobilier louent une chambre qui leur coûte 72 francs par an ou 20 centimes par jour. — Quant à la nourriture, les unes font leur cuisine, les autres prennent des portions de soupe ou de légumes dans les auberges ; pour les unes et les autres la dépense est à peu près la même, 60 centimes environ. Mais leur ordinaire ne comporte ni viande, ni vin, et elles n'ont pas les moyens d'acheter du bois pour se chauffer. — Enfin en admettant que l'ouvrière possède un trousseau, l'entretien de ses vêtements lui reviendra encore à 72 francs par an ou 20 centimes par jour. L'on voit ainsi que les dépenses journalières montant à 1 franc, et le salaire moyen étant de 74 centimes par jour, il y a donc un déficit de 26 centimes par jour.

« Ainsi, ajoute *L'Atelier*, malgré l'économie sordide qui préside à l'alimentation des infortunées ouvrières,

quoiqu'elles se privent de vin, de viande et même de feu pendant l'hiver, le salaire des journées de travail est insuffisant pour couvrir les dépenses. »

Les chômages, qui avaient pour effet d'abaisser ainsi la moyenne des salaires, étaient souvent suivis de périodes de presse et de surmenage dans les industries saisonnières où dominait, nous l'avons dit, la main-d'œuvre féminine. C'était la remarque que faisait Cabet dans un discours sur l'état de l'industrie : « Les femmes surtout, dit-il, sont condamnées pendant certaines saisons à travailler jour et nuit, à user leur santé pour gagner quelques sous qui sont à peine suffisants pour les faire vivre pendant le chômage. » Et l'auditoire confirmait par des marques d'approbation l'exactitude de ces paroles (1).

Non seulement les femmes recevaient un salaire en général bien inférieur à celui des hommes, mais elles étaient souvent occupées aux travaux les plus pénibles. « On voit, dit Blanqui, des éplucheuses et des cardeuses condamnées à vivre au milieu d'épais nuages de poussière, pendant que les fileurs et les rattacheurs respirent librement dans de vastes ateliers bien éclairés, bien aérés. » (2)... « A Lyon, dit-il également, dans les ateliers de passementerie, quelques femmes sont obligées de travailler presque suspendues sur des

---

1. 11<sup>e</sup> discours à la Société fraternelle centrale. Bib. Nat. Lb 54/61.

2. Ad. Blanqui : « Des classes ouvrières en France pendant l'année 1848 » (Paris, 1849), p. 11.

courroies, en se servant tout à la fois de leurs pieds et de leurs mains. » ... « Dans les industries des impressions au rouleau, les ouvriers occupés à rincer les pièces à l'eau courante ont habituellement les pieds et les mains mouillés, tandis que les femmes, enfermées demi-nues dans des étuves à 36 degrés sont dans un état continuel de transpiration. » (1).

Et dans *L'Atelier* du 28 décembre 1849, est retracée, en termes d'un réalisme impressionnant, la journée d'une ouvrière de fabrique, travaillant dans une filature de coton. C'est à 6 heures qu'elle entre à l'atelier où règne une température de fournaise; l'air qu'elle y respire est vicié et porte des germes de mort. Impossible de rester propre dans cette atmosphère de fumée, de vapeur, de poussière. Et que de précautions ne lui faut-il pas prendre, que d'agilité ne lui faut-il pas déployer pour éviter les engrenages et les machines qui l'entourent ? C'est à 9 heures qu'elle sort de cet enfer pour prendre son premier repas, et à 2 heures de l'après-midi pour le second. « On emporte chacun son écuelle de terre et l'on va s'accroupir sous quelque hangar dans la cour, ou sur quelque escalier du voisinage ou encore dans la rue, sous l'auvent des boutiques, quand le marchand veut bien vous y laisser. Les hommes, eux, vont à l'auberge ; ils en ont le moyen. Mais une femme ne peut pas dépenser quatre sous ; que lui resterait-il ? » Le soir, à 8 heures, la journée

---

1. Blanqui, p. 216 et 217.

est enfin terminée, il y a quinze heures que l'ouvrière est sur pied, pour un salaire de 0 fr. 75 (1).

L'on comprend les funestes effets qu'un pareil régime pouvait avoir sur la santé des femmes qui y étaient soumises. Aussi Blanqui fait-il remarquer la supériorité physique des femmes d'ouvriers de Marseille et de Bordeaux sur celles de Rouen et de Lille, où le régime industriel était poussé à son maximum; il note qu'à Marseille, où du reste l'aisance est plus grande qu'ailleurs, les femmes, elles, ne sont pas astreintes en général à des travaux fatigants; et celles qui sont employées dans certains chais de Bordeaux à boucher les bouteilles, à coller des étiquettes, à poser des capsules, ont une occupation peu fatigante et assez rémunératrice, puisqu'elles travaillent toujours assises et gagnent près de 3 francs par jour à la tâche (2).

Au contraire le tableau que trace Blanqui de la population de Lille est extrêmement sombre, car cette région avait été très affectée par la crise de 1848 (3). Il dépeint le quartier Saint-Sauveur dont les habitants couchent dans des caves, le plus souvent sur la terre nue : « Jene

---

1. Parfois même ce chiffre n'était pas atteint, et le citoyen Alcan dans un discours à l'Assemblée Constituante (séance du 4 septembre 1848), parle des spécialités, comme les cotons, « où les femmes ne gagnent quelquefois que 0 fr. 50, où elles sont encore soumises à des amendes. »

2. « Des classes ouvrières en France pendant l'année 1848 », p. 33 et p. 174.

3. « Un chômage complet avait paralysé l'industrie du tulle et nous avons vu des centaines de pauvres femmes qui ne pouvaient pas gagner plus de 0 fr. 25 en travaillant pendant quinze heures par jour à faire de la dentelle » (Blanqui, « op. cit. », p. 87.)

suis pas riche, lui dit une vieille femme, mais j'ai ma botte de paille, Dieu merci ! » L'industrie de ces femmes consistait à ramasser dans les rues des épluchures de légumes dont elles essayaient d'extraire un peu de nourriture ou à recueillir des cendres pour les tamiser et les vendre, après s'en être servi en guise de matelas. « J'en ai vu, ajoute Blanqui, qui brûlaient de vieilles chaussures de cuir, faute de combustible, et qui ajoutaient cette infection à l'infection naturelle du logis. Une odeur inexprimable s'échappait de ces foyers. » Et plus loin il fait cette remarque tout à l'honneur des femmes : « Le père de famille habite rarement ces tristes demeures, il se hâte de les fuir au lever du jour et n'y revient que fort tard vers la nuit. La mère seule brave l'horreur d'y vivre pour assurer la vie de ses enfants. »

Blanqui observe également que dans la région du Nord la vie de famille est beaucoup moins sensible que dans le Midi, parce que dans le Nord le travail industriel occupe beaucoup plus les femmes, et les détourne ainsi du foyer domestique ; et pour y remédier il propose de diviser la journée de travail en deux parties, séparées par un intervalle de deux heures qui permettrait à la femme de vaquer aux soins de son ménage (1).

C'était d'ailleurs ce système qui se trouvait pratiqué

---

1. Ad. Blanqui, « op. cit. », p. 211.

dans la filature de la soie ; les fileuses se rendaient à l'atelier dès 4 heures du matin pour n'en sortir définitivement qu'à 7 heures du soir ; mais dans cet intervalle elles rentraient deux fois chez elle pour y passer une heure chaque fois (1).

Mais ceci se ramène à la question de la limitation de la journée du travail des femmes, qui fut en effet plusieurs fois agitée à cette époque.

A Paris, les ouvrières blanchisseuses, qui commençaient leur journée à 6 heures du matin et la finissaient à 8 heures du soir, se réunirent en corps pour aller présenter au Gouvernement Provisoire leurs réclamations, c'est-à-dire demander une augmentation des salaires et une réduction de la journée de travail. Il semble pourtant, d'après l'Enquête de la Chambre de Commerce, que la moyenne de leurs salaires fût relativement assez élevée pour l'époque, puisqu'elle dépassait 2 francs par jour ; il est vrai que leur travail, qui se fait en toute saison et par tous les temps, est souvent pénible et exige en certains cas de l'habileté : « Pour le repassage par exemple, il faut se tenir debout, avoir de la dextérité dans les doigts et rester exposée à la chaleur ;

---

1. « On voit même beaucoup de fileuses qui, après leur rentrée du soir au logis conjugal ou paternel et en dépit d'un travail antérieur de treize heures, ont encore le courage de veiller jusqu'à 10 ou 11 heures pour blanchir, réparer ou confectionner les vêtements domestiques. » (De la Farelle. « Des classes laborieuses vouées à la filature et à l'ouvraison de la soie », « Journal des Economistes », juillet-août 1852.) — Le salaire quotidien des fileuses était de 1 fr. 50.

aussi les femmes ne peuvent-elles supporter cette occupation que lorsqu'elles ont de la jeunesse; plus tard elles sont obligées d'y renoncer pour s'occuper du savonnage... Le travail à l'eau a le grave inconvénient de leur faire contracter l'habitude des liqueurs fermentées; le verre d'eau-de-vie pour le matin entre le plus souvent dans les stipulations relatives aux salaires, ...et beaucoup de femmes se laissent entraîner à l'ivrognerie (1). »

A la suite de leur démarche auprès du Gouvernement les ouvrières blanchisseuses obtinrent une réduction de deux heures sur leur journée de travail qui, déduction faite des deux heures réservées aux repas, se trouvait ainsi ramenée à dix heures. Mais les maîtresses blanchisseuses annoncèrent que, pour se rémunérer du surcroît de dépenses qui allait leur incomber de ce chef, elles se voyaient forcées d'élever leurs prix. Quant aux salaires elles déclaraient qu'il leur était impossible de les augmenter, ou bien il leur faudrait fermer boutique. Si l'on augmentait trop les prix que se passerait-il en effet? La clientèle préférerait blanchir son linge elle-même, ainsi que le faisaient déjà un certain nombre de personnes, soit parce qu'elles eussent perdu une partie de leurs moyens d'existence, soit qu'étant fortunées et possédant du linge fin, elles le fissent blanchir par leurs domestiques.

On peut même se demander si les ouvrières blan-

---

1. « Statistique de l'industrie à Paris », p. 119.

chisseuses conservèrent longtemps la réduction qu'elles avaient obtenue de leur journée de travail.

Au reste une mesure générale était intervenue sur cette question au lendemain même de la Révolution de 1848.

Par un décret en date du 2 mars, le Gouvernement Provisoire, « considérant qu'un travail manuel trop prolongé non seulement ruine la santé du travailleur, mais encore, en l'empêchant de cultiver son intelligence, porte atteinte à la dignité de l'homme », décidait que désormais la journée de travail serait diminuée d'une heure, c'est-à-dire qu'à Paris où elle était de onze heures, elle serait réduite à dix heures et qu'en province où elle était de douze heures, elle serait réduite à onze heures.

Cette réglementation, on le voit, était commune aux deux sexes : il semble d'ailleurs qu'elle fut assez mal observée. Et plusieurs propositions furent faites à l'Assemblée Constituante pour demander son abrogation, au nom, disait-on, du principe de la liberté des transactions.

Et ce fut lors de la discussion de ces propositions que la question de la réglementation du travail des femmes fut, au moins accessoirement, abordée.

Dans la séance du 30 août, Pierre Leroux, combattant l'abrogation du décret, lut une pétition adressée à l'Assemblée par l'inspecteur du travail des enfants dans les manufactures de Rouen ; il y était dit que, dans tout

le département de la Seine-Inférieure et dans plusieurs autres encore, la journée de travail, avant le décret du 2 mars, variait de treize heures et demie à quatorze heures : « Ajoutez à cela deux heures pour les repas, deux heures pour aller du logis à l'atelier et de l'atelier au logis (et ce n'est pas trop car beaucoup d'ouvriers ont leur domicile à 6 ou 8 kilomètres de la fabrique où ils travaillent) ; il en résulte que ces malheureux ont tout juste six heures pour prendre leur repas du soir et réparer leurs forces épuisées ; que de pauvres femmes, que de misérables enfants n'ont pas plus de loisirs, et on ose appeler cela la liberté des transactions ! »

Et quelques lignes plus loin le pétitionnaire ajoutait : « N'est-il pas vrai que la femme qui n'a pas un instant de relâche, que la fatigue tue, qui n'habite que très accidentellement sa maison en commun avec son mari et ses enfants, ne peut connaître les joies du ménage, qu'elle n'est plus une mère de famille ? »

Et Pierre Leroux, continuant son discours, accusa Wolowski de s'être montré inconséquent, puisqu'en même temps qu'il réclamait l'abrogation du décret du 2 mars, il avait élaboré et fait distribuer un projet réglementant le travail des enfants et des femmes (1).

---

1. Malgré son titre ce projet, distribué le 14 août et renvoyé au Comité du travail, ne visait que le travail des enfants ; il devait, croyons-nous, être complété par un second, mais qui ne figure pas dans les recueils officiels.

Comment en effet pourrait-il justifier cette réglementation spéciale ? A l'égard des enfants sans doute il n'y a pas de difficultés, puisque ce sont des mineurs. Mais lorsqu'il s'agit des femmes peut-on dire la même chose ? Peut-on, sans avoir la prétention de renverser l'œuvre des siècles, soutenir que, quant à leur travail, les femmes doivent être traitées à tout âge comme des mineurs ?

Wolowski répliqua qu'il acceptait comme un éloge le reproche d'inconséquence qui lui était adressé, car rien ne montrait mieux qu'il s'était efforcé de concilier les droits du travail avec les inspirations de l'humanité.

« J'ai voulu, dit-il, que le législateur intervînt là où il a le droit d'intervenir, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit d'incapables, lorsqu'il s'agit d'enfants, lorsqu'il s'agit de femmes ; et la femme dans la société actuelle, quoiqu'on en ait dit, la femme se trouve encore dans la réalité, dans la position que lui assignait l'esprit de la législation romaine ; elle est en quelque sorte la fille aînée du mari ; elle est dans sa sujétion. Eh bien ! le législateur doit prendre en main la protection de ceux qui sont sous la sujétion d'autrui, il doit empêcher qu'on puisse leur imposer un travail trop long, en ce qui concerne les femmes en particulier. Qu'il me soit permis de le dire, je crois que le progrès de la civilisation se mesure par le degré d'attention qu'on accorde à la condition des femmes (1). »

---

1. Assemblée Constituante, séance du 31 août 1848.

L'on voit que dans ce débat Pierre Leroux, à l'encontre de Wolowski, représentait l'opinion qui a été exprimée par les congrès féministes de 1900, c'est-à-dire qu'il ne doit pas y avoir de réglementation spéciale du travail des femmes et qu'il faut appliquer à toute la population ouvrière et sans condition de sexe un régime égal de protection.

L'on dit en effet qu'une réglementation particulière du travail des femmes constitue pour celles-ci une cause d'infériorité, parce qu'elle entraînerait l'élimination des femmes et la baisse des salaires féminins dans l'industrie réglementée. Mais ces craintes ont été démenties par les faits ; et l'expérience a montré qu'en Angleterre on eût raison de ne pas avoir les mêmes scrupules qu'en France. En effet une loi anglaise de 1850 décida que les adolescents et les femmes ne pourraient travailler plus de dix heures et demie par jour avec un maximum de soixante heures par semaine. Mais ces dix heures et demie de travail devaient être placées entre 6 heures du matin et 6 heures du soir, ou entre 7 heures du matin et 7 heures du soir, coupées dans tous les cas par une heure et demie de repos (1). Cette réglementation qui, s'est encore renforcée depuis, n'a pas empêché que durant la deuxième moitié du xix<sup>e</sup> siècle le nombre des femmes ait plus que triplé dans les manufactures anglaises. Et quant aux salaires, non

---

1. Henriette Jean Brunhes. « Les féministes français et la protection légale des travailleurs. » (Association catholique, 15 janvier 1903.)

seulement ils n'ont pas baissé, mais ils se sont légèrement élevés (1).

Au reste c'est mal poser la question que d'appuyer la réglementation du travail des femmes sur leur incapacité civile, et demander, comme le fit Wolowski, à ce qu'elles soient protégées parce que la loi française les traite en mineures.

D'abord l'argument serait sans force à l'égard de la jeune fille et de la veuve, seule la femme mariée étant dans une certaine mesure incapable. « Et puis y a-t-il véritablement un lien étroit entre l'incapacité civile de la femme et les abus dont elle a trop souvent à souffrir dans l'industrie ? Si elle travaille trop longtemps dans des conditions fâcheuses, peut-on en rendre les excès de l'autorité maritale responsables ? Evidemment non, dans l'immense majorité des cas. La femme jouirait d'une capacité civile aussi complète que celle de l'homme que les mêmes abus se produiraient encore. L'exemple de ce qui se passe pour les jeunes filles et les veuves que nous ne voyons certes pas mieux traitées que les femmes mariées est là pour le démontrer. C'est d'ailleurs un fait remarquable que les pays où la capacité civile et même parfois la capacité politique de la femme est la plus étendue, soient précisément ceux où la réglementation du travail industriel est poussée le plus loin (2). »

1. Raoul Jay. « La protection légale des travailleurs », p. 139.

2. R. Jay. « Le travail des femmes et des enfants dans l'industrie ; la réforme de la loi du 19 mai 1874 », p. 30.

D'ailleurs, ainsi que nous l'avons expliqué, ce n'est qu'accessoirement que fut abordée à l'Assemblée Constituante de 1848 la question de la protection de la femme ouvrière. Il s'agissait en effet de remplacer le décret du 2 mars qui avait établi une réglementation commune aux deux sexes.

Au cours de la discussion, Léon Faucher se déclara hostile à toute limitation de la journée du travail dans l'industrie ; cette limitation, disait-il, n'étant équitable qu'à la condition d'être universelle ; sinon elle n'aboutirait qu'à faire émigrer l'ouvrier des manufactures dans l'atelier domestique. Et l'expérience, malheureusement, semble avoir justifié dans une certaine mesure les prévisions de Faucher. Celui-ci faisait d'ailleurs remarquer fort justement qu'il n'y a pas de travail qui ait une plus longue durée et qui soit plus pénible que celui qui s'accomplit dans la solitude du foyer domestique ; c'est là que l'on prolonge les veilles et que l'on devance le jour. « L'ouvrière employée au tissage mécanique travaille douze à treize heures dans les grands ateliers, mais l'ouvrière employée aux travaux d'aiguille, l'ouvrière à domicile travaille seize ou dix-sept heures par jour. » Et cela, on ne saurait l'empêcher à moins de disposer d'une armée d'inspecteurs (1).

· Finalement était adopté, le 9 septembre, un décret qui décidait que la journée de travail dans les mines et les

---

1. Assemblée Constituante, séance du 31 août.

manufactures ne pourrait excéder la durée de douze heures. C'était étendre aux travailleurs masculins la limitation que le projet de loi adopté au mois de janvier 1848 par la Chambre des pairs (mais resté à l'état de projet) ne prévoyait que pour les enfants et les femmes.

Il faut noter enfin que si la réglementation du travail de nuit des femmes ne fit pas l'objet de discussions législatives, elle n'en fut pas moins agitée plusieurs fois à l'époque. En 1849 la Société industrielle de Mulhouse attirait sur ce point l'attention du ministère.

Dans sa séance du 30 avril 1850, le Conseil général de l'Agriculture, des Manufactures et du Commerce proposa la suppression des relais de nuit composés de femmes. En septembre 1851, M. Mimerel (de Roubaix) présentait au Conseil général du Nord un rapport remarquable dans lequel il insistait sur la nécessité de réglementer le travail de nuit des femmes (1).

Mais, nous l'avons dit, aucune mesure législative n'intervint.

---

1. Leroy-Beaulieu. « Le travail des femmes au XIX<sup>e</sup> siècle », p. 287.

## CHAPITRE II

### **L'infériorité des salaires féminins et ses causes**

---

La concurrence masculine dans les métiers féminins. — Le travail des prisons, des casernes et des couvents ; tentatives de réglementation. — Le travail à domicile ; les entrepreneurs ; la concurrence des machines.

S'il y avait, en 1848, unanimité pour déplorer l'avilissement des salaires féminins, les avis au contraire se partageaient sur la question de savoir à quelles causes pouvait être attribuée cette inégalité dans la rémunération du travail des deux sexes.

« Généralement, dans les campagnes et dans les villes, les travailleuses les mieux rétribuées gagnent moins que les travailleurs les moins rétribués, et cependant elles ont les mêmes besoins de nourriture, de vêtements et de logement, et un grand nombre d'entre elles sont de plus entièrement chargées de leurs enfants par la mort ou l'abandon du père (1). »

---

1. Jeanne Deroin. « Le travail des femmes ». « Almanach des femmes pour 1852 ».

Ce n'est donc pas de l'infériorité de leurs besoins que vient l'infériorité des salaires des femmes. N'est-ce pas plutôt, comme le signalait Barrault, parce que les hommes ont « parqué » les femmes dans des métiers si peu nombreux qu'elles s'y font une concurrence désastreuse.

Et même il y a plus : lorsqu'une femme cherche de l'ouvrage, observait le 12<sup>e</sup> *Bulletin de la République*, peu de travaux sont à sa portée et ceux dont elle peut se charger sont souvent confiés à des hommes. Et c'est contre ces empiétements de la concurrence masculine que les féministes protestèrent avec une vigueur qui ne le cède en rien à celle de Fourier traitant la même question.

« Non seulement l'égoïsme des hommes s'est réservé toutes les perspectives de fortune et de gloire, mais en descendant dans tous les détails de la désorganisation du travail, nous le trouvons envahissant toutes les places, tous les travaux qui sont plus particulièrement l'apanage de la femme. Quand l'agriculture languissante laisse improductif et insuffisant à nos besoins le sol si fécond de la France, quand elle réclame des bras forts et puissants, quand cette Algérie, si chèrement conquise, tend les bras à la surabondance des classes industrielles, que faites-vous, jeunes gens entassés dans ces innombrables magasins ? Que signifie en vos mains viriles cette multitude d'objets frivoles et féminins dont vous nous faites ridiculement valoir le bon goût et

l'élégance ? Sont-ils bien des hommes ceux qui nous détaillent ainsi ces milliers d'objets futiles et minutieux de la consommation?... Leur intelligence était-elle donc si bornée ou leur vocation féminine si attrayante qu'ils ne puissent aborder une industrie plus en rapport avec la virilité de leur sexe ? Est-ce donc en nos faibles mains, qu'en retour de cet ordre interverti du travail, seront remis le rabot, l'équerre et la charrue ? (1) »

Et ces protestations rappellent étrangement celle que faisait entendre en 1789 une pétition des femmes au roi... « Pour obvier à tant de maux, Sire, nous demandons que les hommes ne puissent exercer, sous aucun prétexte, les métiers qui sont l'apanage des femmes, soit couturière, brodeuse, marchande de modes, etc., etc. ; que l'on nous laisse au moins l'aiguille

---

1. « De l'avenir des femmes dans la République », par M<sup>me</sup> Sophie Saint-Amand. — L'auteur ajoute : Que si une sage organisation du travail ne peut exclure les hommes d'occupations si naturellement féminines, que du moins le ridicule les en chasse. « Cette arme si puissante et dont la femme a tant abusé n'aura jamais servi à une plus juste cause ». Et ces conseils étaient, semble-t-il, mis en pratique dans certains métiers : ainsi les hommes qui occupaient un emploi chez les modistes se voyaient l'objet de la risée de leurs collègues de l'autre sexe. (Voir à ce sujet une caricature du « Charivari » du 12 mai 1848.) Les femmes en effet, dit l'article du « Crédit » auquel nous empruntons ces détails, n'aiment pas être dirigées par des hommes dans les travaux féminins ; elles n'acceptent cette direction que lorsqu'elle est indispensable. Au reste il faut reconnaître que dans les modes la collaboration masculine n'a pas été inutile, et que les hommes ont apporté des perfectionnements dans la coupe et l'ajustement des chapeaux. Mais leur concours n'est qu'une nécessité temporaire et qui disparaîtra quand les femmes auront reçu une instruction professionnelle appropriée.

et le fuseau ; nous nous engageons à ne manier jamais ni le compas ni l'équerre. »

Et, si l'on remonte encore plus haut dans le passé, l'on voit des corporations féminines obligées de se défendre contre les empiétements des corporations d'hommes qui voulaient reléguer leur activité dans des spécialités de plus en plus étroites. Ainsi les tailleurs d'Aix et de Marseille contestaient aux couturières le droit de faire des vêtements de femmes, et il fallut pour le leur permettre un édit de Louis XIV, « considérant qu'il était bienséant et convenable à la pudeur et à la modestie des femmes et des filles de se faire habiller par des personnes de leur sexe quand elles le jugeraient à propos » (1).

Et l'édit de 1776 portant suppression des jurandes signale que « l'esprit de monopole qui a présidé à la confection de leurs statuts a été poussé jusqu'à exclure les femmes des métiers les plus convenables à leur sexe, tels que la broderie qu'elles ne peuvent exercer pour leur propre compte ».

Les protestations de ce genre ne sont donc pas spéciales à l'époque que nous étudions (2).

1. Hubert-Valleroux. « Des corporations d'arts et métiers », p. 19.

2. Mais en 1848 commençait à se dessiner un nouveau phénomène ; les hommes à leur tour allaient pâtir de la situation qu'ils avaient créée. Les femmes, ne trouvant plus de ressources dans les métiers auxquelles elles avaient l'habitude de les demander, se tournaient vers les emplois industriels dans lesquelles leurs moindres exigences quant aux salaires, allaient les faire préférer aux hommes. C'est ce qu'avait fort bien vu Jeanne Deroin : « un grand nombre de femmes, dit-elle, sont contrainte

Au reste, en 1848, ce fut surtout à une autre cause que l'on attribua l'avilissement des salaires féminins, c'est-à-dire au travail des prisons, des casernes et des couvents. En effet de nombreuses pétitions et plusieurs délégations d'ouvrières, de lingères et de couturières en particulier, en demandèrent la suppression au gouvernement provisoire. Louis Blanc se fit même à la commission du Luxembourg, dans la séance du 13 mars, l'interprète de ces doléances. Dans les établissements en question, déclara-t-il, les ouvriers sont nourris, logés, entretenus ; leur vie matérielle en un mot est assurée ; ils peuvent donc travailler à très bas prix ; au contraire l'ouvrier libre qui a sa famille à nourrir, loger et entretenir sur le montant de son salaire ne le peut pas ; il est donc destiné à succomber dans cette lutte inégale.

Vidal, appuyant les déclarations de Louis Blanc, montra que c'étaient surtout les femmes qui souffraient de cette concurrence ; les délégués des ateliers de couture lui avaient présenté des chemises faites par des soldats et dont la façon qui demandait une journée de travail n'était payée que 35 centimes : « Comment, ajoutait-il,

---

par la misère à faire concurrence aux hommes dans une multitude de travaux rebutants et pénibles et contribuent à produire le chômage et l'abaissement des salaires pour de nombreuses classes de travailleurs. » Blanqui fait une constatation analogue, lorsqu'il parle de ces pères de famille qui, dans la filature et le tissage, « vivent cyniquement aux dépens de leurs femmes et de leurs enfants que la fatalité du système manufacturier leur a fait préférer par les chefs d'industrie, parce que leur salaire est moins élevé ».

comment voulez-vous qu'une femme puisse à de pareilles conditions vivre du travail de ses mains ? »

Considérant déclara n'avoir aucune objection à faire à la suppression du travail des prisons ; mais pour les couvents la chose lui paraissait plus délicate. — Sans doute, répliqua Pecqueur, ce n'est pas l'Etat lui-même qui dans les couvents crée cette concurrence du travail intérieur contre le travail du dehors. Mais n'est-ce pas en vertu d'une tolérance de l'Etat que les couvents existent et travaillent ? L'Etat doit donc avoir le droit d'intervenir et de poser ses conditions. Eh bien ! qu'il fasse en sorte que dans les couvents le travail ne soit pas exécuté à meilleur marché que dans la chambre de l'ouvrière courageuse et pauvre ; la justice et la morale l'exigent.

Enfin Louis Blanc annonça son intention de présenter au Gouvernement Provisoire, dont il faisait partie, un projet de décret sur cette matière.

Quelques jours plus tard, en effet, le 24 mars, paraissait le décret suivant :

« Sur le rapport de la Commission des Travailleurs, le Gouvernement Provisoire,

... Considérant que les travaux d'aiguille ou de couture organisés dans les prisons ou dans les établissements dits de charité, ont tellement avili le prix de la main-d'œuvre que les mères, les femmes et les filles des travailleurs ne peuvent plus, malgré un labeur excessif et des privations

sans nombre, faire face aux besoins de première nécessité

Considérant qu'il y aurait à la fois injustice et danger à souffrir plus longtemps un état de choses qui engendre la misère et provoque l'immoralité,

DÉCRÈTE :

Article premier. — Le travail dans les prisons est suspendu.

. . . . .

Art. 3. — La même mesure s'applique aux travaux accomplis par les militaires en activité de service, ou recevant de l'Etat la solde, l'entretien, la nourriture et le logement.

Art. 4. — A l'avenir, les travaux exécutés, soit dans les prisons, soit dans les établissements de charité ou dans les communautés religieuses seront réglés de manière à ne pouvoir créer pour l'industrie libre aucune concurrence fâcheuse. »

Ce décret fut exécuté dans les prisons. Mais son application ne tarda pas à soulever les réclamations des directeurs des maisons centrales dont les détenus désormais inoccupés se mutinèrent à plusieurs reprises.

Car, ainsi que le fit observer une rédactrice de la *Voix des femmes*, qui pendant plusieurs années avait porté des secours et des conseils aux femmes enfermées dans les prisons de Paris (1), le travail est nécessaire

---

1. « *Voix de femmes* », 20 mars.

pour leur faire supporter la monotonie de la réclusion et respecter la discipline. Le travail a encore cet avantage de donner au prisonnier le moyen d'améliorer sa nourriture et de se constituer une masse de réserve qu'il touche au moment de sa libération. En supprimant le travail dans les prisons le Gouvernement supprime du même coup la cantine ; or l'alimentation réglementaire étant insuffisante il devra désormais l'améliorer ; ainsi, d'une part, il crée un danger, qui est l'oisiveté et, de l'autre, il augmente ses charges d'entretien. Ce n'est pas tout ; le pécule étant supprimé, la masse de sortie devient impossible, et celui que la misère peut-être a fait tomber une première fois retombera par elle une seconde.

Sans doute, continuait l'auteur de l'article que nous analysons, sans doute le travail des prisons est mal rétribué : il est rare que pour les femmes le prix de la journée dépasse 30 centimes ; la façon d'une veste de détenu est payée 40 centimes, une paire de draps 30 centimes, le reste à l'avenant. Mais il ne faut pas perdre de vue que l'ouvrage qui se fait là est de qualité inférieure. Néanmoins il n'est pas douteux que les entrepreneurs et les adjudicataires pour le compte desquels il est exécuté, ont pu, en soumissionnant au rabais, réaliser des bénéfices tout à fait abusifs.

Ce qu'il faudrait donc, disait la *Voix des femmes*, ce serait non pas supprimer le travail des prisons, mais interdire le travail au rabais. Et dans ce but le Gouver-

nement devrait nommer à titre de déléguées des femmes qui auraient pour mission d'évaluer l'ouvrage exécuté non seulement dans les prisons, mais dans les ateliers libres. « Je pourrais citer une maison de broderie pour l'exportation qui ne payait à ses ouvrières que 25 centimes par jour tant elle les marchandait : « J'enverrai, disait-elle, dans une maison de détention, qui, malgré les ports et reports de l'ouvrage, me laisse encore plus de bénéfice que vous. »

Est-ce à dire que les prisonnières, avec ce nouveau système, seraient payées davantage ? Nullement ; l'excédent du prix de vente sur le prix de revient profiterait à l'Etat et contribuerait à alléger ses charges. Peut-être, objectera-t-on que le commerce ne porterait plus d'ouvrage aux prisons puisqu'il n'y trouverait plus les mêmes avantages qu'auparavant. Mais croit-on que les confections pour l'armée et les hospices ne suffiraient pas à occuper les détenues ? Et l'Etat y trouverait encore avantage (1).

La *Voix des femmes* ne partageait donc pas l'hostilité un peu irraisonnée qui se manifestait partout contre le travail des prisons. Au reste, au témoignage des personnes les mieux renseignées, l'influence qu'il pouvait avoir sur les salaires avait été très exagérée. D'après la statistique de 1846, il n'y avait guère en effet que 3.500 femmes occupées dans les maisons centrales, et leur travail n'avait produit qu'une somme

---

1. « *Voix des femmes* », 27 mars 1848

de 400.000 francs. Sur ces 3.500 femmes, 1.044 seulement étaient occupées à des travaux d'aiguille, 413 étaient brodeuses, 441 passementières, 270 gantières, etc. Et même l'exposé des motifs de la loi des 9-13 janvier 1849, relative au travail des prisons, réduisait à 2.585 le chiffre total des femmes qui y travaillaient effectivement. D'ailleurs ces détenues manquent en général d'habileté, il faut faire leur apprentissage à un âge avancé et leur séjour dans les maisons centrales n'est que de trois ans, en somme elles travaillent mal ou lentement.

Enfin, disait-on, si le travail des prisons exerçait véritablement une action si déprimante sur les salaires des industries où il fait sentir sa concurrence, les métiers qui sont restés la possession exclusive des ouvriers libres devraient jouir de conditions bien meilleures. Or il n'en est rien, et les salaires y ont subi des réductions analogues. Ainsi, dans la très belle broderie, une habile ouvrière qui vers 1830 gagnait de 8 à 10 francs, ne reçoit plus que 2 francs pour le même travail. Une gantière qui naguère était payée 3 fr. 60 pour coudre douze paires de gants, n'obtient plus que 1 franc. Une ouvrière coloriste qui jadis avait un salaire quotidien de 6 francs, reçoit maintenant de 1 fr. 20 à 1 fr. 50 ; etc. (1).

Quoi qu'il en soit, dès le 18 août 1848, un projet fut

1. H. de Vatteville. « Gazette des Tribunaux », 2 septembre 1848.

déposé tendant à l'abrogation du décret du 24 mars ; il aboutit à la loi des 9-13 janvier 1849. Le travail était rétabli dans les prisons : il pouvait être affermé ou mis en régie. Seulement les produits devaient être autant que possible réservés à la consommation de l'Etat, c'est-à-dire employés, au lieu d'être vendus, aux besoins de l'armée, de la marine, des hospices. Mais ce régime donnait prise à tant de critiques qu'on songeait à le réformer quand survint le coup d'Etat (1).

Quant au travail dans les casernes, le décret du 24 mars était resté lettre morte. Sur les représentations des généraux, les compagnies hors rang furent maintenues ; celles-ci étaient composées de militaires en activité de service employés à la confection des vêtements et de la chaussure nécessaires à chaque régiment. Le prix de la journée était de 75 centimes, outre les avantages ordinaires assurés à chaque soldat. Et le rapport de la Commission de la loi de 1849 déclarait que c'était là une institution qu'on ne pouvait supprimer.

Quant au travail exécuté dans les établissements de charité et communautés religieuses, le même rapport reconnaissait qu'il n'avait été ni interdit ni suspendu par le décret du 24 mars, dont l'article 4 disait seulement « qu'il devrait être réglé de manière à ne pouvoir créer pour l'industrie libre aucune concurrence fâcheuse ». Ces établissements avaient donc pu continuer

---

1. Georges Renard. « La République de 1848 », p. 303.

leurs occupations précédentes sans violer aucun texte de loi, ni encourir aucun châtement. L'opinion publique, au contraire, avait cru voir dans le décret du 24 mars une interdiction du travail des couvents. C'était justice, pensait-on; car ils font au travail libre une concurrence plus redoutable que les prisons : l'on citait par exemple un ordre de religieuses qui, en une seule année, avait exécuté pour 1.400.000 francs de travaux. Et ces produits étaient vendus à des prix de beaucoup inférieurs à ceux des fabriques ordinaires, les quêtes et les aumônes comblant au besoin le déficit.

Mais il n'est que juste de reconnaître qu'au lendemain du décret du 24 mars un certain nombre de couvents interrompirent leurs travaux, en Auvergne notamment où le commissaire du Gouvernement avait exposé aux supérieures les embarras de la situation et fait appel à leur dévouement.

Ailleurs les choses se passèrent autrement; des communautés furent fermées violemment, par les ouvriers, comme à Lyon, ou par la garde nationale bourgeoise, comme à Reims. A Mâcon, le couvent du Bon Pasteur fut, à la suite d'une manifestation populaire, évacué par les religieuses et les jeunes filles qui s'y trouvaient. A Saint-Etienne les choses prirent une tournure plus grave; des commerçants ayant remis aux communautés du travail à exécuter, alors que les ouvrières en manquaient, celles-ci s'assemblèrent et, conduites par quelques hommes, envahirent successivement plusieurs couvents qui furent littéralement mis à

sac ; les métiers furent brisés et livrés aux flammes, ainsi qu'une grande quantité de soie. « On nous a trompées, disaient les femmes, en nous promettant que les couvents ne travailleraient plus (1). »

Ces violences furent passagères et localisées à quelques régions, mais, dans la suite encore, des réclamations furent adressées au Comité du travail par des ouvrières brodeuses notamment, contre la concurrence que leur faisaient certaines maisons de charité.

Le rapporteur de la loi sur le travail des prisons déclara qu'en l'absence des documents officiels et statistiques, la Commission, confiante en la promesse faite par le ministre de soumettre la question à un examen sérieux, s'abstenait de proposer une réglementation des établissements de charité et communautés religieuses.

Au cours de la discussion de la loi, un représentant, M. Barthe, revint sur cette question. Il exprima l'opinion que le gouvernement n'avait pas le droit d'imposer des règlements aux maisons de charité, — l'association pour le travail n'étant qu'une des formes de l'exercice de la liberté individuelle, — mais qu'il pouvait leur appliquer le droit commun, en les soumettant à la patente comme des ateliers ordinaires. « On se récriera peut-être à l'idée de soumettre à l'impôt des ateliers de charité, mais qu'on songe à une chose, c'est que dans ces ateliers, comme dans les ateliers ordinaires, on proportionne jusqu'à un certain point le prix des objets

---

1. « Gazette des Tribunaux », 18 avril 1848.

qu'on vend au prix de revient. Le meilleur, le seul moyen peut-être d'obliger les communautés à élever le prix de leurs produits au niveau de celui des autres fabriques, consiste à les soumettre aux mêmes charges (1). »

Néanmoins il ne semble pas qu'aucune mesure de ce genre soit intervenue dans la suite (2).

Il y avait d'ailleurs à l'avilissement des salaires féminins une autre cause plus immédiate et plus certaine, c'était l'existence d'intermédiaires qui prélevaient une commission abusive sur les ouvrières auxquelles ils fournissaient l'ouvrage. « Le travail à l'aiguille, quel qu'il soit, n'est plus payé, dit une pétition dont nous avons déjà cité plusieurs passages, les entrepreneurs, pour trouver de l'ouvrage, le prennent à bon marché et par suite exploitent honteusement les pauvres ouvrières qui ruinent leur santé par un travail ingrat. »

Pour remédier à cette situation l'on proposa de réunir les ouvrières sans travail dans des ateliers où les personnes qui auraient de l'ouvrage à faire exécuter viendraient le leur apporter directement ; de cette façon

---

1. Assemblée constituante, séance du 4 janvier 1849

2. Le Congrès international de la condition et des droits des femmes tenu à Paris en 1900 a émis le vœu : « Que des prix de série soient établis pour les travaux féminins ; — Qu'aucun établissement pénitentiaire, hospitalier, charitable ou autre ne puisse céder ou vendre à qui conque ces travaux à un taux inférieur aux prix de série. » (« Fronde », 6 septembre 1900.)

les ouvrières garderaient pour elles la part de leur salaire qui servait de rémunération aux entrepreneuses.

A cet égard la *Voix des femmes* publiait des chiffres, qui, d'ailleurs, ainsi qu'elle le laissait elle-même entendre, étaient probablement un peu forcés : Une couturière à qui l'on donne 50 francs de façon pour faire cinq robes, les fait faire en deux jours par cinq ouvrières à qui elle donne 1 fr. 50 par jour ; elle débourse 15 francs, et il lui reste un bénéfice de 35 francs. De même, dans chaque magasin de nouveautés il y a un certain nombre de maîtresses confectionneuses dont chacune a sous sa direction un nombre plus ou moins grand d'ouvrières ; la maîtresse reçoit par exemple 7 ou 8 francs pour la façon d'un manteau qu'une ouvrière lui fait en un jour et demi, quelquefois deux jours ; or celle-ci gagne de 25 à 30 sous par jour. La différence de gain entre la maîtresse et l'ouvrière est donc énorme (1).

D'une façon générale d'ailleurs ce régime d'exploitation, qui devait plus tard être tristement célèbre sous le nom de sweating-system<sup>2</sup>, s'était trouvé favorisé par le développement du travail à domicile dans l'industrie du vêtement. Voici à la suite de quelles circonstances.

Les maitres-tailleurs, après une époque de prospérité brillante, avaient vu, quelques années avant 1848 et à la suite d'une concurrence exagérée, leurs affaires décliner ; ils supprimèrent alors presque complètement

1. « *Voix des femmes* », 3 avril.

les grands ateliers dans lesquels ils occupaient leurs ouvriers ; et désormais ils firent exécuter leurs travaux, au jour le jour, par des ouvriers exécutant chez eux, à prix débattu, les pièces qui leur étaient confiées. Or l'on put constater que le nombre des ouvrières de cette catégorie avait notablement augmenté depuis la fermeture des ateliers d'hommes. L'Enquête de la Chambre de Commerce de Paris signalait en effet que dans l'industrie des tailleurs le nombre des femmes était presque égal à celui des hommes. Et sur 40.769 femmes occupées dans cette industrie on en trouvait 5.555 ou plus de la moitié travaillant en chambre.

D'autre part, à la suite de la crise que nous avons signalée, à côté des tailleurs sur mesure s'établirent des confectionneurs vendant au rabais qui, certes, employaient leurs ouvriers toute l'année, mais à des prix dérisoires. Dans le mémoire qu'elle adressa en 1849 au ministre du Commerce, la Société des maîtres-tailleurs de Paris indiquait les salaires que les confectionneurs payaient à leurs ouvriers : pour certains vêtements grossiers le prix de douze heures de travail pouvait descendre au-dessous de 8 sous : « La moyenne de la journée est à peine de 1 franc. Nous ne produisons pas ici les prix payés par les entremetteurs qui sont bien moindres encore (1). »

Or la main-d'œuvre féminine était en majorité dans l'industrie du vêtement.

---

1. André Cochut, « Les Associations ouvrières », p. 32.

Ces abus étaient si évidents qu'un décret du 2 mars interdit le marchandage, interdiction qu'un arrêté du 21 mars sanctionna par l'amende et la prison en cas de récidive. Et par marchandage on entendait le procédé par lequel certains entrepreneurs prennent à la tâche un travail qu'ils font exécuter ensuite par d'autres ouvriers à la journée, sous leurs ordres directs, en prélevant sur eux un bénéfice ordinairement abusif (1).

Tout en reconnaissant le bien-fondé de l'interdiction du marchandage, la *Voix des femmes* faisait observer que, pour les femmes, la mauvaise organisation du travail est telle que « si les marchandeuses leur manquent, les ouvrières, avant d'éprouver le bienfait de l'amélioration, éprouveront la gêne de la transition ».

D'ailleurs le décret, du moins en ce qui concerne les femmes, semble être resté lettre morte, le travail à domicile rendant presque inévitable l'existence d'intermédiaires.

Et cette grande extension du travail à domicile des femmes vient de ce qu'il leur permet de gagner leur vie tout en vaquant aux soins de leur ménage ; il est vrai qu'ainsi se produit une nouvelle cause d'avilissement des salaires féminins. En effet, ainsi que le signale avec insistance l'Enquête de la Chambre de commerce, beaucoup de femmes de la petite bourgeoisie ou mariées à des employés contribuent à l'entretien de leur ménage en

---

1. Brodu. « Du marchandage ».

exécutant certains ouvrages, payés à la tâche, particulièrement de broderie et de lingerie. Le gain qu'elles reçoivent pour ce travail « surnuméraire », comme on l'a appelé, ne constituant pour elles qu'un salaire d'appoint, il arrive fréquemment qu'elles se contentent d'une rétribution très minime. Mais ainsi elles font, sans s'en douter, une concurrence désastreuse aux femmes célibataires ou veuves qui n'ont que leur salaire seul pour vivre ; et c'est ce qui explique qu'en 1848 la façon d'une chemise commune ou d'un gilet de flanelle pouvait, dans certains cas, tomber à 40, 30 et même 20 centimes (1).

Il faut tenir compte aussi de la concurrence que la machine faisait au travail à la main : « En moins de vingt années, la mécanique a privé de travail les 200.000 femmes qui filaient le chanvre et le lin (2). » Et dans ces spécialités l'ouvrière d'usine remplaçait désormais la travailleuse domestique.

Enfin, pour être complet, il faut signaler qu'en 1848 on voulut expulser les ouvriers étrangers travaillant en France, parce qu'ils contribuaient, pensait-on, à avilir les salaires. Et c'est ainsi qu'à Reims par exemple, des fileuses irlandaises qui, dans une importante filature de lin, servaient de contremaitresses aux ouvrières et les avaient initiées aux détails de la fabrication, furent,

---

1. « Statistique de l'industrie à Paris », p. 52.

2. Blanqui, « Des classes ouvrières », p. 94.

après les Journées de février, impitoyablement chassées des ateliers par la population ouvrière.

Nous citerons, pour terminer, l'opinion de M. Levasseur qui, parlant du salaire des femmes, dit : « Ce qui faisait tomber si bas le taux, ce n'était pas tant le travail de l'ouvrière en journée, qui même en Bretagne valait 10 à 15 sous, c'était le travail à domicile de la dentelle, de la broderie, de la filature et du tissage à la main. La facilité avec laquelle les deux premières industries pouvaient recruter et augmenter leur personnel et la concurrence de la machine pour les deux autres causaient une réduction des prix de façon qui, à la fin du règne de Louis-Philippe, réduisait à l'indigence les pauvres femmes vivant de cette unique ressource ; dans maint canton il est dit qu'un travail de douze heures et plus ne valait pas plus de 30 à 40 centimes, quelquefois même moins, jusqu'à 10 centimes (1). »

---

1. Levasseur, *op. cit.*, p. 260. — L'on peut signaler encore, comme une des causes de l'infériorité des salaires féminins, le défaut de connaissances techniques des ouvrières. Les féministes de 1848 l'avaient bien compris, et Jeanne Deroin, Joséphine de Besnier, entre autres, réclamèrent l'organisation d'un enseignement professionnel pour les femmes. Mais la première école professionnelle de jeunes filles n'a été ouverte à Paris que le 15 octobre 1862. — La loi du 22 février-4 mars 1851, relative au contrat d'apprentissage, décidait, pour des raisons de convenance et de moralité, « qu'aucun maître, s'il est célibataire ou en état de veuvage, ne peut loger comme apprenties des jeunes filles mineures. » (art. 5). De même l'article 15 disposait que pour les filles mineures le contrat serait résolu de plein droit « dans le cas de décès de l'épouse du maître ou de toute autre femme de la famille qui dirigeait la maison à l'époque du contrat », disposition qui, dans le projet du gouvernement, n'était que facultative.

Après avoir ainsi étudié la situation économique de la femme en 1848, il nous reste à montrer les efforts qui furent faits pour l'améliorer et qui se traduisirent principalement par l'organisation des ateliers nationaux de femmes et par des tentatives d'associations féminines.

## CHAPITRE III

### **Les Ateliers Nationaux de Femmes**

La Commission du Luxembourg et les déléguées des ouvrières sans travail.—Critiques que souleva l'organisation des ateliers nationaux de femmes. — Regrets que provoqua leur suppression.

Comme à toutes les époques troublées, à la suite des événements de février s'était produit un resserrement de la consommation, et par suite un ralentissement de la production, qui venait aggraver l'état de malaise causé par la crise agricole de 1847.

De nombreux ouvriers se trouvèrent alors sans travail et en proie à une grande misère ; c'était là une situation à laquelle à la fois l'humanité et l'intérêt de l'ordre public commandaient de porter un prompt remède. Aussi l'un des premiers actes du Gouvernement Provisoire fut-il d'annoncer, d'une part, la réunion d'une Commission de Gouvernement pour les travailleurs, qui siégerait au Luxembourg et serait chargée d'élaborer une nouvelle organisation du travail ; et, d'autre part, l'ouverture immédiate d'ateliers nationaux.

Par un avis en date du 6 mars, Louis Blanc invita les ouvriers à nommer des délégués, à raison de trois par profession, qui les représenteraient à la Commission du Luxembourg. Mais bien des irrégularités présidèrent à la formation de cette assemblée ; les règles de la proportionnalité furent assez mal observées ; certaines professions très spéciales y envoyèrent des représentants, tandis que d'autres n'en eurent aucun (1). Cela fut surtout sensible pour les femmes ; celles-ci en effet participèrent à ces élections, et certaines d'entre elles siégèrent même à la Commission comme déléguées. Elles furent du reste bien peu nombreuses : d'après les listes que publia le *Moniteur*, l'on voit que les brunisseuses en cuivre eurent trois déléguées, les polisseuses en or et doublé trois également ; enfin que les blanchisseuses du lycée Louis-le-Grand avaient obtenu que l'une d'elles les représentât au Luxembourg. Et c'était tout. Aussi le rôle de ces quelques déléguées fut-il bien effacé ; elles ne pouvaient, vu leur petit nombre, prétendre représenter les intérêts de l'ensemble des ouvrières. Et le Gouvernement Provisoire fut le premier à le reconnaître, quand il eut décidé d'ouvrir des ateliers nationaux pour les femmes.

Cette mesure n'était pas dans les intentions primitives du Gouvernement ; les ateliers nationaux n'avaient d'abord été prévus que pour les ouvriers masculins.

---

1. Georges Cahen. Louis Blanc et la Commission du Luxembourg. (« Annales de l'École des Sciences Politiques », 1897.)

Toutefois les règlements de ces ateliers n'oubliaient pas la famille du travailleur et lui accordaient certains avantages : ainsi l'on y voit que : « la famille de tout travailleur admis à l'hospice, par suite de blessures reçues pendant le travail, reçoit la paie du malade à l'état d'inactivité ». Et ailleurs : « Tout père de famille malade et soigné à l'hospice ne sera pas soldé ; sa femme et ses enfants recevront chaque jour des secours de pain, viande et bouillon ». Enfin à propos des visites médicales à domicile : « Les femmes et les enfants des travailleurs auront également droit aux secours médicaux (1). »

Néanmoins ces mesures étaient insuffisantes et de nombreuses pétitions demandèrent que des ateliers nationaux fussent également créés pour les ouvrières. Celles-ci souffraient en effet, plus encore que les hommes, du chômage qui avait suivi les journées révolutionnaires ; car c'est justement dans les industries où la main-d'œuvre féminine dominait que le ralentissement des affaires avait été le plus sensible.

Ainsi à Paris où, dans l'ensemble, le recensement de la population ouvrière donnait deux hommes contre une femme (204.925 hommes contre 112.891 femmes), la proportion était presque renversée dans les industries du vêtement (30.274 hommes contre 54.398 femmes) et des fils et tissus (11.028 hommes contre 21.874 femmes).

1. E. Thomas, « Histoire des Ateliers Nationaux », p. 60 et suiv.

Or, par suite de la crise de 1848, la diminution du chiffre d'affaires dans le vêtement et dans les tissus fut de 52 0/0 pour la première de ces industries, de 57 0/0 pour la seconde. Et la réduction du personnel employé dans chacune de ces industries fut dans les proportions respectives de 51 et 57 0/0.

Enfin sur 8.763 blanchisseuses, 4.528 avaient été congédiées pendant les mois de mars, avril, mai, juin 1848 ; ce qui faisait une diminution de 51 0/0 (1).

L'on comprend alors cette ouvrière qui, dans la *Voix des femmes*, supplie les femmes du monde de ne pas se laisser émouvoir par les événements et de ne pas interrompre le cours de leurs achats.

Une pétition demanda même qu'on créât d'urgence en même temps que des buanderies et lingerie nationales des restaurants nationaux « où le peuple trouverait à bon marché des aliments sains et des soins d'ordre et de propreté qu'il ne peut se procurer dans l'isolement, mais que des femmes réunies en association peuvent facilement organiser ».

Si la création d'ateliers nationaux féminins fut vivement réclamée, les difficultés de leur organisation n'en furent pas moins comprises par ceux-là mêmes qui les demandaient.

Pour que ces ateliers atteignent leur but, il faut, fait observer une pétition, qu'ils soient surtout bien diri-

---

1. « Statistique de l'industrie à Paris ».

gés ; il faut que la surveillance en soit confiée à des ouvrières expérimentées, qui, connaissant le travail, puissent le diriger avec discernement et qui, sans manquer de fermeté, soient indulgentes pour les masses qu'elles auront à conduire : « On ne peut bien commander qu'en appréciant soi-même les choses que l'on ordonne. Ce serait donc une énorme faute que de mettre à la tête de ces ouvroirs des femmes du monde, qui s'occuperaient du travail des pauvres dans les boudoirs, ainsi que Sénèque traitait du mépris des richesses sur une table d'or massif, et alors recommenceraient les abus qu'on veut si justement réprimer (1). »

L'on faisait observer également qu'il ne suffisait pas d'ouvrir des ateliers ; il fallait disposer de travail à exécuter. Pour les hommes cela ne fait pas de difficultés, on les emploie à des terrassements et à des travaux publics ; mais pour les femmes il en est autrement, le nombre des occupations auxquelles on peut les employer est plus limité. La meilleure solution serait alors que chaque maison de commerce qui dispose d'ouvrage à exécuter en confiât une part à l'administration, qui la donnerait à faire aux ouvrières des ateliers. Encore faudrait-il ne confier à celles-ci que le genre de travaux qui sont de leur ressort, et ne pas attribuer, par exemple, à une fleuriste la tâche qui conviendrait à une lingère : il faudrait donc diviser les ateliers par spécialités.

---

1. « Voix des femmes »; 31 mars.

Mais du moins les ateliers nationaux devaient avoir cet avantage de fournir de l'ouvrage aux ouvrières sans travail, sans qu'elles fussent dans la nécessité de recourir à l'intermédiaire détesté des entrepreneuses.

Déjà une circulaire ministérielle du 23 mars avait institué des ateliers de charité, qui devaient être alimentés par les fonds des bureaux de bienfaisance et auxquels devaient être employés, dans la mesure de leurs forces, les pauvres à secourir, vieillards, femmes et enfants.

Le 29 mars, un avis du maire de Paris annonçait que les demandes et les vœux des ouvrières avait été accueillis comme ils le méritaient et que la municipalité allait prendre des mesures destinées à leur procurer du travail ou des secours. Mais pour cela il était nécessaire d'avoir le concours des ouvrières : celles-ci devraient donc, dans chaque arrondissement, se réunir à la mairie dont une salle serait mise à leur disposition à cet effet. Ainsi assemblées sous la présidence du maire ou de son représentant, les ouvrières seraient appelées à choisir cinq d'entre elles, comme déléguées chargées de se mettre en rapport soit avec la mairie, soit avec les ateliers dont l'établissement était projeté. Ces déléguées auraient pour mission de constater la position véritable de leurs compagnes, de faire connaître si celles-ci étaient célibataires, mariées ou veuves, avec ou sans enfants, de telle sorte que l'administration pût proportionner les secours aux besoins. Et, quant

à celles qu'il serait possible d'occuper, les déléguées indiqueraient la nature du travail qu'il y aurait lieu de leur confier de préférence.

En exécution de cet arrêté, le maire du II<sup>e</sup> arrondissement, trois jours après, convoquait pour le 4 avril les ouvrières sans travail. A cette réunion une quinzaine de femmes briguerent les suffrages de leurs compagnes et prirent la parole ; Désirée Gay fut l'une des cinq élues.

L'empressement avec lequel le maire du II<sup>e</sup> arrondissement s'était conformé à l'arrêté du 29 mars produisit une bonne impression parmi les ouvrières sans travail ; les autres mairies d'ailleurs en firent successivement autant. Mais, qu'on ne l'oublie pas, ces déléguées, nommées par arrondissement, avaient seulement pour mission de coopérer avec l'administration à l'organisation des ateliers nationaux ; elles ne devaient pas siéger au Luxembourg, comme celles qui avaient été élues par corps de métiers. Au reste cette dualité de représentation des ouvrières allait être une cause de réclamations et de rivalités dont, nous le verrons, Désirée Gay se fit l'écho.

En attendant que les ateliers projetés fussent ouverts, les ouvrières sans travail devaient provisoirement recevoir 50 centimes par jour. Mais, pour l'obtenir, il fallait de toute nécessité présenter une attestation de domicile dans l'arrondissement, délivrée par le propriétaire et visée par le commissaire de police du quar-

tier ; pour éviter les certificats de complaisance le maire du II<sup>e</sup> arrondissement spécifiait même que ceux qui émaneraient des concierges ne seraient pas acceptés.

Ces mesures de précaution n'empêchèrent pourtant pas certains abus de se produire. C'est pourquoi le maire du VII<sup>e</sup> arrondissement rappelle à ses administrés que les certificats ne doivent être délivrés qu'aux ouvrières réellement privées de ressources et notoirement connues comme étant d'une moralité irréprochable ; il ajoute qu'il a constaté une grande légèreté dans la délivrance de plusieurs de ces certificats, et il blâme très énergiquement les citoyens dont ils émanent, car, dit-il, ils se rendent complices d'un véritable abus de confiance envers la République qui, au prix de si lourds sacrifices, vient en aide aux ouvrières nécessiteuses.

La distribution des bons de pain ou de viande n'allait pas non plus sans donner lieu à quelques difficultés ; les boulangers et les bouchers furent parfois accusés, soit d'avoir refusé d'accepter ces bons, soit d'en avoir trafiqué en les échangeant contre de l'argent.

Quoi qu'il en soit, les ateliers nationaux de femmes ouvraient bientôt leurs portes et la distribution des secours était suspendue. Mais l'organisation de ces ateliers si ardemment désirés ne tarda pas à donner lieu de la part des ouvrières à des réclamations et même à une véritable agitation qui, malgré les conseils de calme prodigués par les autorités, dégénéra parfois

en scènes de violence ; et dans une de leurs rencontres avec la police plusieurs femmes furent blessées, quelques-unes grièvement.

Et voici comment l'on motivait ce mouvement de protestation :

L'on faisait d'abord observer que les vingt ateliers ouverts à Paris n'occupaient que la moitié des ouvrières qu'ils auraient pu contenir. Il est difficile de savoir si cette assertion était justifiée ; en tous cas il semble bien qu'elle ne le fut plus dans la suite ; l'on estime en effet à 25.000 le chiffre des ouvrières qu'employèrent les ateliers nationaux ; et un seul atelier occupait parfois une nombre élevé de femmes, ce qui n'allait pas d'ailleurs toujours sans danger. C'est ainsi qu'un atelier du VIII<sup>e</sup> arrondissement, établi dans une ancienne filature, renfermait 1.900 femmes occupées à des travaux d'aiguille ; un incident fortuit provoqua un jour une panique et, dans leur hâte pour gagner les issues du bâtiment, un certain nombre d'ouvrières furent plus ou moins gravement contusionnées.

Au reste ce fut sur la question des salaires que se firent entendre les récriminations les plus vives. Les ouvrières en effet étaient payées aux pièces et à raison de 60 centimes par chemise ; or la plupart d'entre elles, manquant d'habileté, n'arrivaient qu'à en coudre une par jour ; et la journée était de dix heures. Une délégation des femmes du I<sup>er</sup> arrondissement alla remettre à Louis Blanc une pétition demandant que le taux mini-

mum de la journée fût portée à 1 franc, afin que celles qui étaient chargées de famille pussent subvenir à l'entretien de leurs enfants ou de leurs vieux parents ; elles demandaient également que l'ouvrage pût être emporté à domicile de façon que, tout en travaillant, il leur fût permis de vaquer aux soins de leur ménage et de préparer leurs repas.

Et ces réclamations furent appuyées par Désirée Gay ; dans un article qui fit assez de bruit, celle-ci insista sur l'inégalité de rétribution qui existait entre les simples ouvrières et ceux qui les dirigeaient. A la tête de chaque atelier était un gérant qui relevait de l'administration des finances, tenait les écritures et distribuait le travail ; or cela suscitait les protestations des femmes qui déclaraient qu'elles n'avaient que faire de cette ingérence masculine. Dans chaque atelier les ouvrières étaient groupées par centaines et chaque centaine était dirigée par une femme qui avait le titre de chef de division ; celle-ci gagnait 3 francs par jour. Chaque division était à son tour subdivisée en brigades de dix ouvrières chacune, et les femmes chefs de brigade recevaient 1 fr. 50.

L'on avait même voulu placer une directrice au-dessus des chefs de division, mais les délégués du II<sup>e</sup> arrondissement protestèrent énergiquement contre ce projet qui les aurait placées, disaient-elles, dans une situation subordonnée.

A ce propos Désirée Gay déplorait amèrement la

situation faite aux déléguées ; elle signalait les obstacles qu'on mettait à l'exercice de leur mission, en même temps que les misères dont elles étaient les confidentes et les témoins. Dans le II<sup>e</sup> arrondissement c'étaient elles qui avaient fait toutes les démarches pour trouver un local où l'on pût installer un atelier national ; elles avaient obtenu du curé de Saint-Roch qu'il leur prêtât à cet effet les chaises de sa fabrique ; elles avaient assisté tous les matins à la distribution des secours de la mairie. Le 10 avril enfin l'atelier avait été ouvert et l'administration centrale du travail avait envoyé de l'ouvrage. Celui-ci consistait en des chemises destinées à la garde mobile : « Le modèle de ces chemises avait été, ainsi que l'organisation des ateliers, arrêté par les dames de la Commission du Luxembourg, constituées en pouvoir suprême du travail des femmes. Ces chemises sont payées douze sous et sont piquées. Des ouvrières intelligentes auraient supprimé des piqûres inutiles ; ces dames les ont maintenues (1). »

Les déléguées s'étaient rendues chez le maire, pour protester contre cette mauvaise organisation ; celui-ci les avait renvoyées au directeur du travail qui leur déclara ne pas reconnaître les déléguées élues par les ouvrières et menaça de prison celles qui réclamaient avec le plus d'énergie.

Désirée Gay ajoutait que les ouvrières occupées

---

1. « Voix des femmes », 18 avril. — Sur le même sujet un autre article de D. Gay dans le « Journal des Travailleurs » du 15 juin.

dans les ateliers mouraient positivement de faim, que l'ouvrage qu'on leur donnait n'était qu'un leurre, « l'organisation du travail des femmes un despotisme sous un nouveau nom, et la nomination des déléguées une mystification que les hommes avaient faites aux femmes pour se débarrasser d'elles ». Mais les ouvrières étaient bien décidées à user du droit d'élection qui leur avait été accordé et à soutenir les déléguées qu'elles avaient nommées. Ce que ces déléguées demandaient c'était d'être reconnues officiellement par le Gouvernement et d'être admises à siéger au Luxembourg où elles pourraient faire connaître directement les vœux des ouvrières.

Cet article, dans sa forme un peu comminatoire, parut en haut lieu d'un exemple daigereux, et Désirée Gay, qui, en même temps que déléguée du II<sup>e</sup> arrondissement, était chef de division à l'atelier national de la cour des Fontaines, fut, sur-le-champ, par décision ministérielle, destituée de cette dernière fonction. L'avis qui annonçait cette décision ajoutait qu'en cas d'insubordination de la part des ouvrières, l'atelier serait fermé et M<sup>me</sup> Gay conduite à la préfecture. Des inspecteurs furent même alors chargés de surveiller le travail dans les ateliers et d'y faire la police.

Malgré toutes les imperfections de leur organisation — en faisant bien entendu la part de l'exagération dans les critiques — les ateliers nationaux de femmes,

à en juger par les regrets que provoqua leur suppression, avaient rendu vraiment service aux ouvrières sans travail.

Ce fut dans la séance du 23 juin que M. de Falloux présenta à l'Assemblée Constituante un projet de décret portant dissolution dans les trois jours de tous les ateliers nationaux ; les ateliers de femmes toutefois n'étaient pas compris dans cette mesure. A cette nouvelle se produisit un soulèvement populaire ; et durant les journées des 24 et 25 juin le sang coula dans les rues ; un assez grand nombre de femmes se joignirent aux insurgés ; l'on en vit qui de leurs fenêtres excitaient les combattants de leurs cris ; plusieurs prirent part à la défense des barricades et firent même le coup de feu. C'était la misère qui les poussait à ces extrémités. « On peut dire que ces femmes apportaient au combat des passions ménagères ; elles comptaient sur la victoire pour mettre à l'aise leurs maris et pour élever leurs enfants (1). »

Quelques jours après, le 3 juillet, le chef du pouvoir exécutif, Cavaignac, annonçait à l'Assemblée qu'il avait pris un arrêté supprimant cette fois tous les ateliers nationaux sans distinction.

Cette décision laissait sans travail et sans ressources 25.000 ouvrières environ. Des crédits avaient été mis à leur intention à la disposition des maires, mais ils étaient insuffisants pour constituer des secours effi-

---

1. Tocqueville. « Souvenirs », p. 208.

caces. Aussi, dès le 9 juillet, 400 femmes des ateliers du XI<sup>e</sup> arrondissement se formèrent en cortège pour aller faire entendre leurs plaintes au ministre des Travaux Publics. Elles lui demandèrent la réouverture des ateliers, ou du moins qu'on accordât aux femmes sans travail des secours analogues à ceux que recevaient les hommes ; elles exposèrent que celles d'entre elles qui étaient mères de famille se trouvaient dans un état de misère extrême. Le ministre, touché de ces plaintes, leur répondit qu'il serait leur interprète auprès du Comité du Travail ; il laissa même espérer que les propositions qu'il ferait en leur faveur seraient adoptées et que les ateliers pourraient être rouverts.

Rien d'ailleurs ne justifiait leur fermeture, disait *La Démocratie Pacifique*. On les avait englobés dans la même mesure que les ateliers d'hommes, bien que personne ne les eût jamais signalés comme des foyers d'agitation ou comme une armée permanente au service de l'émeute ; et ce n'est pas d'eux qu'on peut dire que « l'oisiveté y fut honteusement embrigadée » ; bien au contraire c'est là que s'organisait vraiment le travail, c'est là que des milliers de femmes gagnaient le pain que l'industrie privée n'eût pu leur procurer. Depuis les déplorables Journées de juin, Paris avait été déserté par la population élégante et riche ; qu'allaient donc devenir les femmes dont la couture était l'unique ressource ? Sans doute, on a voté des millions pour secourir les familles dont les mairies attestent la

misère, mais que fera-t-on pour les femmes dont le courage se relevait par le travail et qui mourront peut-être avant d'aller chercher ce qu'elles considèrent comme une aumône ? Il ne faut pas qu'on puisse voir la femme criminelle et perdue, dont la prison assure le pain de chaque jour, mieux partagée que les malheureuses dont la misère et le désespoir vont payer le dévouement et la vertu (1). La réouverture des ateliers de femmes serait enfin un acte de bonne politique qui rallierait à la République cette moitié de l'humanité qui ne sera jamais ni conspiratrice ni menaçante, mais toujours pleine d'amour et de charité.

L'on voit qu'on ne mettait pas moins d'ardeur à défendre les ateliers nationaux supprimés qu'on n'en avait mis à les critiquer quand ils fonctionnaient.

Dans les dossiers du Comité du Travail on trouve trace des regrets que provoqua leur suppression et des propositions qui furent faites pour y remédier. Ainsi le Cahier d'enregistrement des pièces remises au Comité

---

1. Ce fut pourtant le spectacle dont Blanqui fut témoin, quand, après avoir visité les taudis où vivaient les ouvrières de Lille, il pénétra dans la maison centrale de Loos, occupée par environ 1.800 prisonniers des deux sexes ; cette prison lui fit par contraste l'effet d'un palais ; les locaux étaient propres, bien chauffés ; la nourriture était bonne et l'inaction donnait aux détenus de l'embonpoint. « Ma pensée, ajoute Blanqui, se reportait involontairement contre les malheureux habitants du quartier Saint-Sauveur, où j'avais vu quelques moments auparavant des mères de famille honnêtes, et plus d'une sublime peut-être, réduites à chercher dans des débris immondes une nourriture malsaine que leur travail ne leur assurait pas toujours. » (« Des classes ouvrières en France pendant l'année 1848 », p. 104.)

signale : à la date du 17 juillet, une demande de travail et de rétablissement d'ateliers nationaux pour les femmes ; — à la date du 18, une demande tendant à obtenir l'assistance de l'Etat pour organiser un ouvroir où des ouvrières libres confectionneraient les travaux interdits dans les prisons ; — à la date du 31, une autre demande tendant à ce qu'il soit pris des mesures pour procurer aux ouvrières des ex-ateliers nationaux des travaux qui leur permettent de vivre et d'élever leur famille ; — à la date du 1<sup>er</sup> août, l'envoi d'une adresse à l'Assemblée Nationale sur la nécessité de réorganiser les ateliers de couture en faveur des femmes pauvres, et plan de cette réorganisation (1).

Les maires se trouvaient également sollicités par des femmes qui, sans ouvrage, demandaient que l'administration leur confiât quelques travaux à exécuter ; mais ce qui empêchait qu'on fit droit à ces demandes, c'est qu'au mois d'août encore on n'avait pas écoulé tous les produits confectionnés dans les ateliers nationaux ; les salles du Palais Royal en étaient encombrées ; l'on assurait qu'il y avait 600.000 chemises en magasin ; l'administration de la guerre, ayant avec ses fournisseurs des engagements de longue date, n'avait pu les acquérir. Plusieurs offres d'achat avaient été faites par des commerçants, mais à des prix si bas que l'Etat aurait subi une trop grosse perte s'il les avait accep-

---

1. « Archives de la Chambre des Députés ». Procès-verbaux du Comité du Travail.

tées. Pour en finir on décida que ces produits seraient mis aux enchères.

Désirée Gay et Jeanne Deroin rédigèrent à cette occasion un appel invitant les bons citoyens à venir en aide à l'Etat et aux travailleurs, en achetant ces produits pour les distribuer aux pauvres gens qui manquent des objets de première nécessité. « L'Etat rentrant dans ses fonds pourrait ensuite faire confectionner par les ouvriers et ouvrières sans travail dans ce moment une grande quantité de vêtements d'hommes, de femmes et d'enfants, qui seraient déposés pour chaque arrondissement dans un magasin spécial, où viendraient les acheter les personnes qui voudraient en distribuer et où les travailleurs eux-mêmes pourraient s'en procurer sous la garantie d'une personne solvable et moyennant une retenue sur leur semaine (1). »

Il faut croire d'ailleurs que finalement ces produits se vendirent assez bien, puisque l'assistance par le travail dont les ouvrières avaient bénéficié revint seulement à 15 centimes par femme et par jour. Les ateliers nationaux d'hommes, rien que pour la Seine, avaient coûté 14.500.000 francs ; ceux des femmes, beaucoup moins importants il est vrai, ne revinrent qu'à 328.627 francs (2).

Mais, quoique au point de vue financier leurs résultats eussent été relativement satisfaisants, ils ne furent pas

---

1. « Démocratie Pacifique », 14 août.

2. Georges Renard, « La République de 1848 », p. 90.

rouverts. Les ateliers nationaux évoquaient en effet des souvenirs inquiétants pour la bourgeoisie ; d'autre part, ils avaient, ceux des hommes tout au moins, soulevé de très vives critiques : on leur reprochait d'être peu productifs, de coûter très cher et surtout d'attirer dans les grandes villes, à Paris en particulier, toute une armée de sans-travail dont l'agglomération pouvait devenir dangereuse pour l'ordre public.

Aussi certains esprits proposèrent-ils de remplacer les ateliers nationaux par une organisation de travailleurs mobiles, qui se transporteraient dans les régions où il y aurait des travaux publics à exécuter. Et l'on convenait qu'à chaque bataillon serait annexée une compagnie de femmes, qui seraient chargées des menus travaux agricoles, de la préparation des aliments et des diverses opérations ménagères. Seules seraient admises les femmes, sœurs ou filles des travailleurs ; elles recevraient une solde représentant les deux tiers de celle des hommes ; au moment de la mise à l'élection des grades, les femmes pourraient choisir parmi elles leurs chefs.

Inutile d'ajouter que cette idée assez originale d'une organisation militaire des travailleurs et des travailleuses resta à l'état de projet. Tout le monde néanmoins était d'accord pour admettre qu'il fallait faire quelque chose en faveur des ouvrières sans travail. Et parmi les efforts que l'on fit en ce sens il nous reste à signaler les tentatives qui s'appuyèrent sur l'idée d'association.

## CHAPITRE IV

### **Les Associations Féminines**

Associations professionnelles et associations ouvrières. — Projets grandioses, mais difficultés pratiques de leur réalisation — Jeanne Deroin et « l'Union des Associations ».

Sous l'influence des doctrines saint-simonienne et fouriériste qui l'avaient pour ainsi dire exaltée comme un principe sauveur, l'association se trouva être une des préoccupations dominantes de l'époque de 1848. Et dans les tentatives qu'elle inspira il est juste de signaler la part assez notable qui revient aux femmes. C'est là chose d'autant plus digne de remarque qu'aujourd'hui les associations féminines sont en général assez rares et que les syndicats d'ouvrières sont encore l'exception.

Dès 1843 une femme, Flora Tristan, s'était signalée parmi les initiateurs du mouvement de fédération ouvrière, et Benoît Malon reconnaît qu'après Perdiguer c'est elle qui a le plus contribué à transformer le

compagnonnage en unions de solidarité ouvrière pour le tour de France (1).

Mais, en 1848, le mouvement d'association prit dans la pensée des femmes un caractère plus précis ; il devait servir à l'émancipation de leur sexe en leur permettant d'obtenir un travail plus rémunérateur et moins pénible, et suivant les expressions de D. Gay, en leur donnant les moyens de s'affranchir de la tutelle individuelle que les hommes exercent sur elles (2).

On voit alors des sociétés existantes, comme la Société chapelière de Sainte-Marie, reviser leurs statuts pour les mettre en accord avec les idées nouvelles.

Quelques associations professionnelles se fondent : la Société des sages-femmes unies, dont nous étudions les revendications dans le chapitre suivant ; — l'Association fraternelle des instituteurs, institutrices et professeurs socialistes, fondée sous l'inspiration de Pauline Roland et dont le programme avait un caractère plutôt politique ; — le Club fraternel des lingères que présidait Désirée Gay et qui visait à l'instruction professionnelle de ses membres.

Il faut signaler également les tentatives qui furent faites pour grouper les femmes à gages, à l'imitation des domestiques hommes qui avaient fondé une caisse de secours mutuels. Une association fraternelle de femmes à gages fut même formée sous le patronage de la

---

1. Benoît Malon, « Histoire du Socialisme ».

2. « Démocratie Pacifique », 9 décembre.

*Voix des femmes.* Cette association avait pour but de fournir un asile aux femmes sans place qui ne se trouveraient donc plus jetées sur le pavé à la merci de leur isolement ou de leur inexpérience; l'association en effet n'exigeait de ses membres qu'une cotisation mensuelle de 1 franc et leur allouerait un secours de 1 franc par jour, quand ils seraient sans emploi; elle les placerait gratuitement et les affranchirait ainsi du bureau de placement. Mais pour devenir sociétaire il fallait être présentée par deux anciens membres et justifier de bons certificats, en particulier pour ce qui touche la délicatesse et la moralité : « Pour que les maîtres aient confiance dans cette œuvre il faut, disait le prospectus, leur prouver qu'elle est organisée dans leur intérêt. » Mais cette association, qui présentait d'ailleurs un caractère de patronage philanthropique plutôt que d'organisation professionnelle, ne semble pas avoir fonctionné longtemps.

Au reste, ce fut surtout dans le domaine de l'association ouvrière de production que les tentatives féminines furent nombreuses et poursuivies avec le plus de ténacité.

Dans l'une des pétitions adressées aux Gouvernement Provisoire, on lui demandait d'encourager les tentatives d'association entre femmes pour les travaux qui sont de leur ressort. Et l'un des moyens qu'on proposait pour supprimer l'intermédiaire des entrepreneuses, c'é-

tait la formation de sociétés d'ouvrières, de couturières par exemple, qui recevraient directement des clientes l'ouvrage à exécuter et conserveraient ainsi l'intégralité du prix qui leur serait payé.

Le 7 juin 1848, une adresse était présentée au président de l'Assemblée Constituante par les déléguées d'un grand nombre d'ouvrières couturières. Elles déclaraient venir soumettre au Comité du travail un projet d'association volontaire, dont l'objet était d'assurer à ses membres une existence honorable et digne, leur garantir une retraite pour la vieillesse, des secours pour le cas de maladie ou d'accident : « ... Si l'Assemblée Nationale, ajoutait la pétition, décrétait qu'il serait accordé à tous les ouvriers probes et capables qui le solliciteraient le crédit nécessaire pour les élever eux-mêmes à la condition d'entrepreneurs d'industrie, nous sommes certaines que, en outre de notre Société de couturières, il se formerait aussi des associations de lingères, de modistes, ... et que, tout en conservant leur individualité, un certain nombre de ces associations pourraient se réunir entre elles dans le but de s'entraider et de diminuer leurs frais généraux. »

L'on voit dans ce document germer déjà cette idée d'une fédération des associations ouvrières que, quelques mois plus tard, Jeanne Deroin devait développer avec un grand luxe de détails.

Au reste, voici quelles étaient les principales dispositions du projet soumis au Comité du travail : Le capi-

tal nécessaire à la constitution de la Société devait être demandé soit à l'Etat, soit à une banque commanditaire. A côté des associées responsables, formant le conseil d'administration, il y aurait des associées libres non responsables et qui néanmoins auraient droit, en plus de leurs salaires, à une part dans les bénéfices proportionnelle au nombre des journées qu'elles auraient travaillé pour le compte de l'Association. La journée devait commencer à 8 heures du matin pour finir à 6 heures du soir ; il ne serait accordé qu'une demi-heure pour le déjeuner. Cette disposition avait pour but de permettre aux femmes de rentrer chez elles assez tôt pour préparer le repas du soir. Il était d'ailleurs convenu que lorsqu'il serait nécessaire, les associées reviendraient après le dîner travailler pendant quelques heures, qui leur seraient payées en sus du prix ordinaire de la journée. Les salaires devaient varier entre 1 fr. 50 et 3 francs, ce dernier chiffre représentant le salaire attribué aux directrices d'ouvrage : « Nous avons maintenu dans notre projet l'inégalité de traitement, telle qu'elle est généralement adoptée dans les grands ateliers, voulant attirer les bonnes ouvrières par le triple avantage de la liberté, de la dignité et de l'intérêt, et afin de pouvoir élever par leur concours l'Association au niveau des établissements les plus renommés. »

L'intérêt du capital prélevé, un quart des bénéfices serait réparti entre les associées ; le reste servirait à alimenter une caisse de réserve ayant pour objet,

notamment de procurer aux sociétaires des secours en cas de maladie ou d'infirmité, et de leur constituer des pensions de retraite (1).

Ce projet n'aboutit pas, et cela ce conçoit : il mettait à la charge des associées responsables tous les risques de l'entreprise, sans leur donner aucune compensation ; d'autre part l'irresponsabilité du plus grand nombre des sociétaires enlevait toute garantie au capital qui aurait fourni son concours.

Vers la même époque, Eug. Niboyet adressait au Comité du travail la demande d'une subvention de 4.000 francs pour l'organisation d'ateliers de femmes fondés sur le principe de l'Association du capital, du travail et du talent.

Et le mouvement assez marqué qui se produisait alors en faveur de l'Association se trouvait encouragé par les critiques mêmes que soulevait l'organisation des ateliers nationaux.

Ainsi Désirée Gay demandait que l'entreprise directe des chemises de la garde mobile fût confiée à des associées, qui exécuteraient un travail plus soigné que dans les ateliers nationaux, qui gagneraient davantage, « et ne seraient plus humiliées par les boutades d'une légion d'inspecteurs, de gérants, de directeurs et de directrices qui reçoivent, pour quelques heures d'un travail mal organisé, un salaire équivalent à celui de

---

1. Voir dans la « Politique des femmes » du 18 juin, la reproduction de ce projet.

plusieurs journées de travail des ouvrières qu'ils exploitent. (1) »

D'autre part, dans les ateliers nationaux se trouvaient réunies des femmes de condition, d'habitudes et de moralité très diverses, ce qui n'allait pas toujours sans inconvénient. Et, à ce point de vue encore, on montrait la supériorité des associations volontaires, formées entre personnes se connaissant et s'estimant mutuellement.

Ce mouvement en faveur de l'association ne fit que s'accentuer quand les ateliers nationaux eurent été définitivement supprimés ; l'association apparut alors comme la suprême ressource capable d'arracher les femmes au chômage et à la misère.

L'Assemblée Constituante avait voté dans sa séance du 5 juillet une somme de 3 millions, destinée à encourager les associations de travailleurs ; un conseil fut nommé pour répartir cette somme entre les sociétés libres et volontaires d'ouvriers constituées.

Mais les associations féminines ne bénéficièrent guère de cette mesure. La répartition du crédit se fit lentement et après un contrôle rigoureux, pour éviter les abus. Seule l'association des lingères, Goreska et C<sup>ie</sup>, reçut une subvention ; on lui accorda 10.000 francs. Une autre association de lingères, à la tête de laquelle se trouvait D. Gay, avait été également jugée digne

---

1. « Journal des travailleurs », 15 juin.

d'une subvention ; le Conseil d'Encouragement lui avait voté une allocation de 8.000 francs ; mais, ainsi que cela se passa d'ailleurs pour plusieurs sociétés ouvrières masculines, il ne fut pas donné suite à cette décision (1).

Ce n'est donc pas sur l'appui de l'Etat que les associations de femmes durent compter pour se constituer. Heureusement qu'entre les membres des diverses associations ouvrières de Paris, il existait, ainsi que le constate Villermé, un lien de sympathique confraternité qui les portait à s'entr'aider ; non seulement les associations se donnaient réciproquement leur pratique, mais elles avaient celle de beaucoup d'ouvriers qui ne faisaient partie d'aucune. « C'est ainsi que les pauvres blanchisseuses, dans la plus grande détresse, parce qu'elles étaient absolument sans ouvrage depuis plusieurs mois, en ont trouvé tout à coup en s'associant et bien plus qu'elles n'en peuvent faire. » Et Villermé ajoute en note cette réflexion : « Ces mots **Association fraternelle des blanchisseuses**, écrits sur la maison qu'elles occupent, ont eu cette singulière vertu (2). »

De même, si l'Association fraternelle des ouvrières lingères, qui s'était fondée le 4 octobre 1848, put débiter sans capital, ce fut grâce à l'appui que des ouvriers associés lui prêtèrent : ainsi la Société des selliers, en

---

1. Louis Reybaud. Mémoire sur les Associations entre ouvriers. « Journal des Economistes », juillet et août 1852.

2. Villermé. « Des Associations ouvrières ». Paris, 1849.

lui faisant une forte commande, lui avança le tiers du prix et s'engagea à solder le reste au comptant ; la Société des tailleurs fit de même. Néanmoins les lingères risquaient de se trouver arrêtées dans leurs travaux faute d'argent pour acheter des marchandises : c'est alors que les directeurs d'une maison de nouveautés, le Gagne-Petit, lui vinrent en aide en mettant à sa disposition une certaine somme, remboursable sans intérêts dans un délai de deux ans. Au mois de janvier 1849 le nombre des associées s'élevait à 30 ; elles travaillaient soit à l'atelier, soit à domicile ; le travail était payé aux pièces ; quant aux bénéfices, un quart était réparti entre les associées au prorata de leurs salaires, un quart était affecté à une caisse de secours, et les deux quarts restant devaient servir à l'accroissement du capital social.

Ne pouvant compter sur le concours de l'Etat, les ouvrières se tournèrent vers l'initiative privée pour lui demander d'encourager leurs tentatives d'association.

C'est ainsi qu'un projet d'association d'ouvrières couturières comportait l'existence d'une société en commandite par actions, formée par un groupe de femmes de Paris. Et c'est seulement lorsque les actions placées auraient fourni un capital de 60.000 francs que l'installation des ateliers devait être commencée ; de plus un appel devait être adressé aux femmes de toutes les classes pour leur demander de contribuer aux frais d'installation en remettant une somme, si minime

qu'elle fût, aux ouvrières qui **se présenteraient** à cet effet. « Femmes de cœur, disaient les organisatrices, nous ne voulons devoir qu'à nous-mêmes la fin de nos souffrances. Ouvrières, nous faisons appel aux riches, afin qu'on nous vienne en aide par un prêt généreux ; femmes, nous nous adressons à toutes les femmes. »

Vers la même époque se créait à Lyon l'« Association fraternelle des femmes ouvrières lyonnaises pour l'exploitation de toutes industries » : elle était fondée avec l'aide et le patronage d'un comité organisateur qui restait en dehors de l'Association et n'intervenait qu'à titre de commandite. Le salaire devait être déterminé par un jury du travail, nommé par le bureau directeur qui était lui-même élu par l'assemblée générale des sociétaires ; ce jury du travail était encore appelé à trancher les différends survenus entre les ouvrières et les directrices d'ateliers. Les ouvrières seraient payées, soit à la journée, soit aux pièces, mais le salaire ne serait jamais inférieur à 1 franc. Quant aux bénéfices, les frais généraux payés, ils seraient répartis intégralement entre toutes les associées.

Il ne faut d'ailleurs pas se laisser abuser par le titre d'**Association fraternelle**, dont aiment alors à se parer des entreprises qui n'ont aucunement ce caractère.

C'était par exemple, le cas de l'Association fraternelle d'ouvrières en lingerie et nouveautés, fondée sous le patronage de l'Œuvre de Bon Secours. Elle résultait d'un accord qui était intervenu entre un

groupe de dames patronesses et un industriel. Celui-ci déclarait associer son capital et son industrie aux ouvrières qui lui seraient présentées par les dames sociétaires pour être occupées dans sa maison de commerce ; c'est-à-dire qu'il abandonnait à l'Association un dixième du montant des ventes, en se réservant 5 0/0 pour intérêts et frais généraux. C'était en somme une simple participation aux bénéfices au profit des ouvrières, elle devait servir à constituer un fonds de secours pour les maladies et de pensions pour la vieillesse. L'administration était confiée à un conseil composé de douze dames fondatrices et de douze ouvrières nommées par leurs compagnes. Les salaires étaient payés aux pièces ; le règlement d'atelier, aux prescriptions très rigoureuses d'ailleurs, fixait la durée de la journée à douze heures. Quant aux dames sociétaires, pour avoir le droit de présenter des ouvrières, elles s'engageaient à prendre l'initiative de quelques achats à la maison de commerce qui employait les ouvrières associées.

En fin de compte cette association fraternelle était donc une œuvre philanthropique combinée avec une entreprise commerciale. Ce qu'il y a lieu de noter ce sont les encouragements nombreux qu'elle reçut ; l'archevêque de Paris l'approuva par lettre autographe ; le ministre des Travaux Publics mit un local à la disposition de l'Association ; celle-ci même reçut la visite de plusieurs députés. Il semble d'ailleurs que cette entre-

prise, avec son caractère de patronage fortement accentué, ait assez bien fonctionné (1).

Les véritables associations ouvrières au contraire avaient beaucoup de mal à se constituer de façon un peu durable ; et les projets, parfois grandioses, dont nous avons résumé quelques-uns, restaient le plus souvent sur le papier. Au mois de décembre 1848, Désirée Gay signale l'existence de deux associations féminines seulement, et elle exprime le souhait que leur nombre s'accroisse rapidement.

C'est à ce but qu'allait s'employer Jeanne Deroin avec la vigueur qui lui était coutumière. Et dans l'*Opinion des femmes* de janvier 1849, elle fit paraître un « Appel aux femmes des classes privilégiées » ; elle s'adresse à celles qui, grâce à leur situation sociale, peuvent lui apporter le concours de leur temps et de leur fortune : « Ce n'est plus seulement, dit-elle, comme dames de charité ou membres d'une association de secours que l'on peut remédier efficacement aux souffrances qui accablent la classe la plus nombreuse et la plus utile de la Société. Ces moyens, qui ont toujours été employés avec zèle,] n'ont pas empêché jusqu'à présent la misère publique de s'accroître de plus en plus. L'insuffisance des demi-mesures et des palliatifs devient chaque jour plus évidente. Les concerts, les bals, les loteries, les quêtes ne peuvent apporter qu'un

---

1. « Association de l'œuvre de Bon Secours : Association fraternelle d'ouvrières en lingerie et nouveautés. » Bib. Nat. Lb 54/1530.

soulagement instantané à des misères incessantes et profondes. Toutes les dépenses de luxe que pourraient faire les classes riches ne seraient encore que la continuation des abus d'un système d'organisation sociale profondément vicieux. » Ce qu'il faut, c'est donner du travail à la classe ouvrière ; c'est dans ce but que les femmes des classes privilégiées doivent s'unir et favoriser les associations ouvrières, les banques d'échange et de crédit.

Ce fut sous cette inspiration que se fonda l'Œuvre des dames fraternelles, dont l'objet était de patroner les associations de femmes. Le crédit manquant complètement à celles-ci quand elles commençaient, l'Œuvre devait leur en procurer ; voici comment : on devait constituer, au moyen de souscriptions un fonds de réserve qui servirait de garantie aux commerçants ayant livré à crédit des marchandises aux associations féminines.

Un certain nombre de celles-ci se fondèrent à cette époque ; la main-d'œuvre féminine, nous l'avons vu, dominait dans le vêtement ; or, cette industrie, consistant essentiellement en des façons et n'ayant qu'une partie commerciale très accessoire, prêtait facilement aux essais d'association.

Néanmoins les résultats furent assez médiocres. Des diverses tentatives faites par les femmes à Paris, l'*Almanach des Associations ouvrières pour 1850* n'en compte qu'une dizaine qui aient survécu. Sur huit associations annoncées dans la lingerie, deux seulement

étaient encore en activité. Et dans les sociétés existantes, le nombre des membres, si l'on en croit l'Enquête de la Chambre de commerce, était parfois très restreint. Six ouvrières blanchisseuses, par exemple, avaient mis leur travail en commun, sous le titre pompeux d'Association fraternelle et solidaire des blanchisseuses ; celle-ci d'ailleurs ne tarda pas à faire faillite. Les corsetières fraternelles, les chemisières fraternelles, les lingères fraternelles n'eurent également que fort peu d'importance.

Ce qu'il y a lieu de remarquer dans ces tentatives d'association, c'est l'abstention absolue que paraissent avoir conservée les ouvrières modistes. Au reste cela s'explique par la situation privilégiée en quelque sorte qu'elles occupaient dans le monde des travailleuses.

Sauf les « premières » que l'on choisissait en raison de leur capacité, les modistes appartenaient pour la plupart à des familles bourgeoises ; il fut même une époque où, parmi les modistes, se rencontraient beaucoup d'anciennes élèves des pensionnats de la Légion d'Honneur, de Saint-Denis en particulier. Les apprenties d'ailleurs payaient une pension assez forte à la maison qui les occupait et lui étaient une source de bénéfices.

L'on comprend que dans ces conditions les modistes, à la différence des autres ouvrières à l'aiguille, ne fussent pas entassées dans des chambres sans air ; les salles où elles travaillaient étaient ordinairement vastes

et bien éclairées. Les plus grands ateliers n'occupaient pas plus d'une vingtaine de personnes.

Malgré les époques de surmenage, qui d'ailleurs n'étaient pas particulières à leur profession, la condition des modistes était grandement préférable à celle des autres ouvrières ; sans doute elles devaient subir chaque année un chômage d'environ cinq mois ; mais elles n'en souffraient guère, la plupart étant payées à l'année et quant aux autres, celles qui étaient à la journée, elles trouvaient ordinairement, grâce à leur habileté, de l'emploi durant la morte saison, soit chez les confectionneurs, soit chez les fabricants de chapeaux de paille. L'Enquête de la Chambre de commerce de Paris affirme même qu'au moment de la crise de 1848, les modistes qui avaient quelque talent dans leur partie ont toutes réussi à se tirer d'affaire ; beaucoup d'entre elles passèrent alors en Angleterre.

C'est ce qui explique que les modistes n'eurent pas besoin de demander à l'association les moyens d'améliorer leur condition.

A côté d'associations exclusivement féminines il y en avait dont le caractère était mixte. C'était, par exemple, le cas de l'Association des travailleurs de toutes les professions, qui traitait tous ses membres sur un pied d'égalité et donnait aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes dans la direction du travail et la répartition des bénéfices.

C'était aussi l'égalité des sexes que prévoyait Jeanne Deroïn dans son projet d'Association fraternelle et solidaire de toutes les associations. Dans l'exposé qui précédait le projet, elle énonçait, au nombre des principes dont elle s'était inspirée, le droit de souveraineté, « au moyen du concours égal de tous, sans distinction de sexe, à l'élection des travailleurs fonctionnaires, à l'élaboration des règlements et au vote de répartition des instruments et des produits du travail ». Et elle ajoutait que l'association assurerait l'égalité entre ses membres, en leur donnant à tous, sans distinction de sexe, les moyens de vivre du produit de leur travail. D'ailleurs, dans ce projet se rencontre à chaque instant cette formule « sans distinction de sexe » (1). Jeanne Deroïn avait été frappée de la difficulté qu'éprouvaient les associations ouvrières à se procurer des capitaux et du crédit ; et c'est pour porter remède à cette situation, qu'elle leur proposait de s'unir pour pratiquer entre elles le crédit gratuit et la mutualité du travail.

Ce projet d'ailleurs reçut au moins un commencement d'exécution. Remanié pour recevoir une forme plus commerciale et plus pratique, il fut, le 5 octobre 1849, approuvé par l'unanimité des délégués de 104 associations : l'Union des Associations, — puisque tel fut le titre qu'on lui donna définitivement — était fondée ;

---

1. Pour plus de détails voir le rapport présenté par M. A. Ranvier sur Jeanne Deroïn, au Congrès des Associations ouvrières de 1900. (Compte rendu, p. 129.)

mais son existence devait être courte. Quelques mois plus tard en effet, sous prétexte qu'ils s'assemblaient dans une intention politique et dans le but de conspirer, la police arrêtait les principaux délégués de l'Union, et avec eux Jeanne Deroin. Celle-ci, au cours du procès qui suivit, exposa devant la Cour d'assises sur quels principes reposait le fonctionnement de l'Union. Et sur l'invitation du président elle définit ce qu'elle entendait par crédit gratuit et mutualité du travail.

« Par crédit gratuit, j'entends une caisse alimentée par des cotisations ou des avances des travailleurs, au moyen de laquelle on aiderait à la fondation et à l'entretien de nouvelles associations sans intérêt. Ces cotisations et ces avances seraient garanties par des bons d'échange. »

Quant à la mutualité du travail « elle s'opère à l'aide de bons d'échange entre les associations qui travaillent les unes pour les autres. Les coiffeurs coifferaient les cordonniers qui les chausseraient. Le paiement se ferait par des bons d'échange » (1).

« — Mais, fit fort justement remarquer l'avocat général, ce sont les théories de Proudhon. »

En effet, Jeanne Deroin, qui avait combattu si vivement les idées de Proudhon sur le rôle social de la femme, se montra au contraire très favorable à ses théories économiques. Et c'est ainsi que l'*Opinion des femmes*,

---

1. « Gazette des Tribunaux », 14 novembre 1850.

de mars 1849, enregistrait avec une satisfaction non déguisée la progression du nombre de femmes parmi les actionnaires de la Banque du Peuple. N'était-ce pas d'ailleurs une réédition de la Banque du Peuple que proposait Jeanne Deroin, lorsqu'à sa sortie de prison elle recommandait aux associations de s'entendre pour fonder une « Caisse de Crédit Mutuel » qui leur fournirait du crédit sans intérêt ? (1).

Ainsi — et c'est ce qui valait d'être signalé — Jeanne Deroin et Proudhon, qui furent des adversaires si déterminés par ailleurs, purent s'accorder sur le terrain de l'association et du crédit, et celui qui avait combattu avec tant d'apreté les revendications féminines vit ses théories économiques adoptées par la femme même qui avait si ardemment défendu contre lui les droits de son sexe.

---

1. « Lettre aux associations de crédit ». Paris, 1851. Bibl. Nat. Lb 55/1924.

## CHAPITRE V

### **Les Professions Libérales et les Revendications Féministes**

La situation des femmes dans l'enseignement ; la loi du 15 mars 1850. — La pétition des « Sages-femmes unies » et la question de la femme-médecin.

Les féministes de 1848 ne demandaient pas seulement, comme nous l'avons vu, que les hommes ne vinsent pas faire concurrence aux femmes dans les métiers auxquels celles-ci ont l'habitude de demander leur gagne-pain ; ils revendiquaient encore pour les femmes l'accès à certaines professions suffisamment lucratives, dans lesquelles on n'exige qu'un travail sédentaire et peu fatigant, mais dont les hommes avaient jusqu'alors gardé jalousement le monopole.

« Qu'on nous le dise : où donc se trouve la place de la femme dans l'ordre actuel, la place due à cette éducation sérieuse qui lui donne cette même habileté suffisante à tant d'hommes qui occupent une foule de petites places administratives, ces places dans lesquelles

le travail quotidien et tranquille de toute l'année semblerait plutôt du domaine de ce courage patient qui caractérise l'aptitude de notre savoir-faire ? (1). » Puisque à égalité d'aptitudes avec les hommes les femmes ne peuvent aspirer à ces fonctions, les progrès de la civilisation, les bienfaits de l'éducation deviennent un malheur pour elles, car ils ne leur font que mieux sentir l'infériorité sociale à laquelle elles sont condamnées.

« L'enseignement, il est vrai, nous ouvre ses portes, mais le trop plein nous repousse ; l'enseignement parmi nous compte autant de professeurs que d'élèves. »

On est un peu surpris d'enregistrer en 1848 une déclaration signalant dès cette époque une pléthore des institutrices. Mais cela s'explique lorsqu'on examine l'état de l'enseignement féminin à cette époque.

La loi du 28 juin 1833, qui avait organisé l'enseignement primaire, avait omis de parler de l'instruction des filles. Le comte Pelet de la Lozère, étant ministre, essaya de combler cette lacune et rendit l'ordonnance du 23 juin 1836, à peu près calquée sur la loi, mais qui ne pouvait, en matière financière, prescrire comme un acte émané des Chambres. Ainsi, tandis que les instituteurs avaient droit à un traitement minimum de 200 francs par an, les institutrices n'avaient aucun minimum de traitement fixe ; cependant elles étaient en général placées dans les communes les plus pauvres et

---

1. Sophie Saint-Amand, « op. cit. ».

dont les écoles comptaient le plus petit nombre d'enfants. Et cette dernière considération n'était nullement négligeable. Les institutrices comme les instituteurs avaient droit, en effet, outre le traitement que leur faisait la commune, à une sorte de casuel, à une rétribution qui leur venait des élèves (mais dont étaient exemptés les indigents) et qui dans les campagnes se payait le plus fréquemment en nature. En hiver, pour chauffer le poêle, chaque garçon ou fille arrivait avec un morceau de bois et c'était une des ressources les plus notables du maître ou de la maîtresse (1).

Or en 1847, qui fut une année de disette, et en 1848, qui fut une année de révolution, on retira presque tous les enfants payants ; dans de nombreuses communes les ressources manquaient pour acquitter la rétribution mensuelle ; ailleurs cela n'avait d'autre motif que l'hostilité au régime républicain de certains pères de famille. Dans le département de Maine-et-Loire, il y avait beaucoup d'institutrices dont la recette annuelle n'était pas de 140 francs. « Vous sentez, dit le représentant qui signala le fait à l'Assemblée Constituante, vous sentez qu'il est impossible qu'avec une somme aussi minime une femme puisse vivre et vivre d'une manière convenable et digne d'une institutrice. Il résulte de cet état de choses un inconvénient très grave d'abord pour l'institutrice et en second lieu pour l'instruction pri-

---

1. Georges Renard, « op. cit. », p. 163.

maire, car dans ces communes-là les conseils municipaux, pour ne pas affaiblir encore les petites recettes des institutrices, ne désignent pas ou peu d'enfants pauvres parmi les plus pauvres devant suivre l'instruction de la commune...»(1). La situation si précaire faite aux institutrices explique l'importance qu'avait prise alors l'enseignement congréganiste.

Il parut donc de toute urgence d'améliorer la condition des membres de l'enseignement primaire. Et, le 7 juillet 1848, venait devant l'Assemblée Constituante un projet de décret ouvrant dans ce but au ministre de l'Instruction Publique un crédit de 995.000 francs.

A cette occasion, Laurent (de l'Ardèche) demanda et obtint le vote d'un crédit extraordinaire de 105.000 fr., destiné à secourir, dans le courant de 1848, les institutrices dont le traitement fixe et éventuel restait inférieur à 400 francs.

Carnot, devenu ministre de l'instruction publique, prescrivit aux recteurs de n'accorder désormais l'autorisation d'ouvrir des écoles primaires qu'à des institutrices munies de brevets de capacité régulièrement obtenus après examen devant les commissions instituées à cet effet. Les surveillantes religieuses des écoles maternelles, qui jusqu'alors n'étaient tenues que de produire la lettre d'obédience délivrée par leurs supérieures,

---

1. Discours du citoyen Lefrançois à l'Assemblée Constituante, séance du 7 juillet 1848.

devraient désormais présenter le certificat d'aptitude exigé des surveillantes laïques.

Carnot préparait en même temps un projet de loi sur l'instruction primaire, qui établissait l'enseignement gratuit et obligatoire pour les deux sexes jusqu'à l'âge de quatorze ans. Tout en laissant subsister l'inégalité de traitement entre les instituteurs et les institutrices, le projet améliorait sensiblement la situation de celles-ci ; il prévoyait quatre classes qui auraient touché de 600 à 1.200 francs pour les hommes, de 500 à 1.000 francs pour les femmes, plus une indemnité dans les communes dépassant 5.000 âmes ; droit à l'avancement sur place et retraite comme pour les autres fonctionnaires de l'Université ; instruction gratuite des maîtres et maîtresses dans les écoles normales (1).

Mais Carnot fut renversé et son projet remplacé par un autre qui se montrait beaucoup moins favorable aux femmes et qui devint la loi du 15 mars 1850, dite loi Falloux. L'article 38 en effet, qui fixait à 600 francs le traitement minimum des instituteurs, ne s'appliquait pas aux institutrices, pour lesquelles n'existait donc encore aucun minimum. Par contre, la loi prenait soin de décider que désormais les examens des institutrices ne se passeraient plus en public, et l'exposé des motifs paraissait attacher une grande importance à cette réforme, bien minime à la vérité : « Peut-être, y était-il dit,

---

1. Georges Renard, « op. cit. », p. 170.

aurait-on dû réfléchir qu'un examen de ce genre se concilie difficilement avec la modestie et la timidité de jeunes filles qu'il est dangereux d'exposer aux regards et à la malignité du public... ; nous demandons que l'examen, quand on jugera convenable de l'exiger, ait lieu avec de justes ménagements pour des personnes qui ne doivent pas placer l'assurance au nombre des vertus de leur profession » (1). Cette dernière appréciation peut paraître assez contestable.

La loi Falloux imposait à toute commune de 800 âmes et au-dessus d'avoir au moins une école de filles, mais avec cette restriction « si ses propres ressources lui en fournissent les moyens ». Bien que beaucoup plus timide que le projet Carnot, cette législation allait du moins, en nécessitant la création de nouvelles écoles de filles, ouvrir aux activités féminines un plus large débouché dans l'enseignement primaire.

Quant à l'instruction secondaire des jeunes filles elle ne devait être organisée que trente ans plus tard, par la loi du 21 décembre 1880.

Mais déjà, en 1848, l'on réclamait pour la femme le droit à l'éducation intégrale, qui devait lui permettre l'accès des professions libérales. « Ce qu'elle veut, c'est qu'aucune des professions pour lesquelles elle se sent de l'aptitude ne lui soit interdite. Et quelques plaisants ne manqueront pas de dire : nous aurons alors la femme-médecin, la femme-avocat. Oui, les femmes veulent

---

1. Sirey, 1850, 4<sup>e</sup> partie, p. 44.

pouvoir être médecins du corps comme elles sont médecins de l'âme... Oui, la femme veut désormais connaître la loi et c'est justice puisque la loi l'atteint... Il faut que la femme puisse désormais défendre et protéger elle-même la fortune et l'avenir de ses enfants (1). »

La question de l'accès aux femmes de la profession médicale se trouva plusieurs fois agitée à cette époque, notamment dans les circonstances que voici :

Les sages-femmes de Paris s'étaient, dès la proclamation de la République, groupées au nombre de cinq cents en une association destinée à la défense de leurs intérêts professionnels, et qui, dans une pétition adressée à la Commission du Luxembourg, se fit l'interprète de leurs doléances.

Cette pétition expose la concurrence de jour en jour plus redoutable que les médecins font aux sages-femmes, et invoque la statistique à l'appui de cette allégation. Sur 34.000 enfants qui naissent annuellement à Paris, il y en a 4.000 qui voient le jour dans les divers hôpitaux ; 12.000 accouchements sont faits par les médecins, dans la classe aisée principalement ; il reste donc pour les 500 sages-femmes de Paris à se partager 18.000 accouchements, qui, à raison de la misère de la classe ouvrière, sont rétribués selon les quartiers, 40, 15 ou 20 francs. « Ainsi en prenant le terme moyen et en les supposant tous payés exactement ils produisent une

---

1. « Voix des femmes », 23 avril.

somme de 2.700.000 francs qui, divisée entre les cinquents sages-femmes, fait pour chacune 540 francs par an. » La pétition demandait en terminant que les sages-femmes fussent désormais considérées comme des fonctionnaires et rétribuées comme telles ; leur existence matérielle ainsi assurée, elles pourraient se dévouer à tous sans réserve (1).

Cette requête, assez curieuse, est bien caractéristique de l'époque des ateliers nationaux, de cette époque où l'Etat fut plus que jamais considéré comme l'Etat-Providence. Elle ne fut d'ailleurs pas prise en considération, mais attira l'attention sur la question de la femme-médecin.

Si, en effet, disait-on, les sages-femmes ont à redouter la concurrence des médecins, c'est que ceux-ci sont titulaires du diplôme de docteur, qui est un gage de savoir et inspire la confiance. Sans doute elles reçoivent également un enseignement théorique, mais cela ne suffit pas ; ce qu'il faut c'est que les sages-femmes puissent obtenir le grade de docteur en médecine ; cela leur permettrait d'évincer progressivement leurs collègues masculins d'une spécialité qui devrait être réservée exclusivement aux femmes ; elles pourraient de plus signer elles-mêmes des ordonnances en cas de besoin ; enfin elles pourraient alors soigner les maladies inhé-

---

1. « Voix des femmes », 20 avril 1848.

rentes à leur sexe, comme les convenances semblent l'exiger (1).

Cette question de la femme-médecin fut encore agitée l'année suivante : la presse américaine annonçait en effet qu'une jeune fille, Miss Elisabeth Blackwell, après plusieurs tentatives infructueuses auprès des autres universités, avait obtenu de suivre les cours du collège médical de Geneva, dans l'Etat de New-York, et qu'après deux années d'études elle avait conquis le diplôme de docteur. Les féministes français ne manquèrent pas d'enregistrer le fait et d'exprimer le souhait que Miss Blackwel eût en France des imitatrices.

Mais vingt ans encore devaient s'écouler avant que ce vœu ne devînt une réalité, et ce n'est qu'en 1868 qu'on ouvrit aux femmes les portes de la Faculté de Médecine.

---

1. C'est dans la même pensée que Gabet imaginait en Icarie des femmes-médecins et même chirurgiens. (« Op. cit. » p. 115).

## CONCLUSION

Le mouvement féministe qui était né avec la République de 1848 disparut avec elle : au reste il était déjà languissant quand arriva le Deux Décembre. La plupart de ceux qui avaient défendu la cause des femmes se trouvèrent compris dans les mesures de rigueur qu suivirent le Coup d'Etat ; on les estimait dangereux, non pas tant sans doute pour leurs convictions féministes que pour leurs attaches philosophiques ou politiques, qui faisaient d'eux les représentants des idées avancées. Les uns furent exilés, comme Pierre Leroux, Considérant, Jeanne Deroin, qui, retirée en Angleterre, y publia les *Almanachs des femmes* (1). D'autres, comme Pauline Roland, Claudine Monriot, qui avaient affiché dans Paris l'appel aux armes du Comité de résistance, rédigé par Victor Hugo, furent déportées en Algérie.

Mais le féminisme, ainsi décapité, n'était pas mort. Et après s'être en quelque sorte recueilli durant les premières années du Second Empire, il allait se réveil-

---

1. Jeanne Deroin est morte à Londres au mois d'avril 1894.

ler sous les coups mêmes que Proudhon lui avait portés dans son ouvrage *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*. C'est alors que M<sup>me</sup> Juliette Lamber écrivit *Les Idées antiproudhoniennes* ; un peu plus tard paraissait *La Femme affranchie* de M<sup>me</sup> Jenny d'Héricourt. Vers la même époque M<sup>lle</sup> Daubié se faisait connaître par son livre sur *La Femme pauvre au XIX<sup>e</sup> siècle*. Enfin, durant les dernières années de l'Empire, le mouvement féministe progressa sous la direction de deux personnalités de valeur, M<sup>lle</sup> Maria Deraismes et M. Léon Richer. Et depuis, il n'a cessé de se développer.

« L'influence féminine, écrit Proudhon, a été en 1848 une des pertes de la République ; George Sand, femme et artiste, composant avec Jules Favre, autre artiste, les bulletins fameux, la République tomba en quenouille. »

Tout ce que nous avons exposé dans cette étude va à l'encontre de cette assertion. Et, comme on l'a dit, « le paradoxe cette fois dépasse tellement les limites de l'in vraisemblable qu'il en est ridicule. A aucune époque les femmes ne s'agitèrent autant en pure perte » (1). Du moins, ajouterons-nous, si l'on ne considère que les résultats immédiats et positifs, qui en effet furent nuls.

A cet insuccès l'on peut trouver plusieurs causes.

---

1. Clotilde Dissard, « Le Mouvement féministe de 1848 », (« Fronde », 6 mars 1899.)

L'opinion publique, encore tout imprégnée de l'esprit qui avait présidé à la rédaction du Code civil, se refusait à voir dans les revendications féminines autre chose qu'une matière à débats théoriques et à discussions d'écoles. Et lorsqu'eut disparu le souffle de généreux enthousiasme qui avait animé les premiers jours de la jeune République, ceux qui voulurent porter sur le terrain pratique le principe de l'égalité des sexes furent traités en novateurs ridicules ou dangereux. L'on oubliait que, parmi les droits que réclamaient les femmes, certains avaient jadis été exercés par elles, et que l'ancien régime et que le moyen âge pouvaient à cet égard servir d'exemple.

Mais la Révolution de 1789 n'avait conservé de l'oubli que les noms de quelques héroïnes célèbres, de quelques femmes illustres, qu'on regardait seulement comme des exceptions remarquables parmi leur sexe ; la participation collective des femmes à la vie nationale de l'ancienne France ne devait être rappelée que plus tard. Et c'est pourquoi, en 1848, l'argument historique, tel qu'on l'invoque, est peu concluant.

Sans doute des doctrines ingénieuses avaient entrepris de défendre l'égalité des sexes ; mais elles n'en étaient pas restées là, et les exagérations d'Enfantin avaient fait perdre à la cause féministe tout le bénéfice qu'elle eût pu tirer de la propagande saint-simonienne.

C'est l'opinion qu'exprimait M. Legouvé dans la préface de la 6<sup>e</sup> édition de l'« *Histoire morale des*

*femmes* » parue en 1874 : « Il y a vingt-six ans, dit-il, lorsque je fis de cette histoire le sujet d'un cours au Collège de France, et, quelques mois après, le sujet d'un livre, la question du sort des femmes était à la fois négligée et compromise. Négligée par les hommes sérieux qui persistaient à voir avant tout dans ce grave sujet le côté poétique ou le côté frivole ; compromise par l'école saint-simonienne qui, après avoir hardiment et noblement provoqué l'examen de la destinée des femmes, avait, comme à plaisir, gâté son ouvrage, en arborant le drapeau de la femme libre. »

Et Daniel Stern (M<sup>me</sup> d'Agoult) confirme cette façon de voir : « Le discrédit dont furent frappés les mystères du saint-simonisme rejaillit pendant longtemps sur toutes les idées favorables à l'émancipation du sort des femmes (1). »

Au reste, nous l'avons montré, l'influence du saint-simonisme sur l'éclosion du mouvement féministe de 1848 était trop visible pour que de prime abord l'opinion publique ne se trouvât pas défavorablement prévenue à son endroit. Et, il faut bien le reconnaître, ces préventions se trouvaient fortifiées par l'attitude même de quelques femmes, dont le zèle inconsidéré, s'il ne frisa jamais l'odieux, ne sut du moins pas assez se garder du ridicule.

Ce fut d'ailleurs le reproche qu'une femme de ce temps adressa, sans indulgence, à celles qui avaient

---

1. « Histoire de la Révolution de 1848 », t. II, p. 158.

entrepris d'émanciper leur sexe : « Elles ont compromis leur cause en l'exposant prématurément aux raileries de la sagesse masculine. Les prétentues femmes libres qui ont voulu enlever de haute lutte des droits encore mal définis, revendiqués avec plus d'arrogance que de réflexion, ont discrédité, même parmi leur sexe, des idées justes, mais ridiculement travesties. Par leur langage et à leur attitude, elles ont paru donner raison à l'ignorance et à la frivolité qui, du moins, se voilaient de quelque grâce. Ces bruyantes révoltées ont confirmé les esprits délicats et timides dans le sentiment de l'obéissance passive et de la résignation. La crainte du ridicule venant s'ajouter à la mollesse des habitudes et à cette langueur d'âme qu'entretient en elles une éducation futile, les femmes ont presque toutes déserté leur propre cause (1). »

Celles du moins qui continuèrent la lutte eurent le mérite d'affronter des préjugés et de ne pas se laisser décourager par l'insuccès. Si on peut leur reprocher d'avoir manqué de méthode, et réclamé trop de choses à la fois, du moins les féministes de 1848 apparaissent, en cela même, comme des précurseurs ; à cette époque en effet, aucune des revendications fondamentales du féminisme contemporain — droits politiques, éducation intégrale, salaire égal, libre accès des professions libérales — ne fut omise. Et si alors ces revendications

---

1. Daniel Stern, « Lettres républicaines », 1848. Bib. Nat. Lb. 54, 1835.

n'aboutirent pas, on doit reconnaître que les discussions qu'elles provoquèrent préparèrent la voie aux réformes futures.

Et pour en citer quelques-unes, les femmes ont vu s'ouvrir à elles l'enseignement des facultés ; elles ont obtenu l'accès de la médecine et du barreau ; commerçantes ou ouvrières elles jouissent de l'électorat aux Tribunaux de commerce ou aux Conseils des prud'hommes ; femmes mariées, elles disposent désormais librement des produits de leur travail.

Sans doute, au point de vue politique, la condition légale de la femme ne s'est pas modifiée ; mais n'a-t-on pas vu récemment le Conseil général de la Seine émettre le vœu « que les femmes soient appelées à jouir du droit électoral pour les élections au Conseil général et au Conseil municipal ? » Il ne faut assurément pas s'exagérer l'importance de ce geste, mais pour si platonique qu'il soit, il nous paraît l'indice d'un revirement de l'esprit public sur une question si longtemps traitée comme une plaisanterie (1).

Au moment où le féminisme fait chaque jour des conquêtes nouvelles, il était juste de rappeler le souvenir trop oublié de ses précurseurs de 1848. Ceux-ci furent à la peine, mais leurs efforts ne connurent pas le succès. Sans doute ils commirent des erreurs ; mais on doit

---

1. Voir à cet égard la diatribe extrêmement virulente qu'écrivit Jules Janin sur les femmes clubistes, et qui est reproduite dans « La Silhouette » du 29 avril 1849.

leur rendre ce témoignage qu'ils mirent au service de leurs convictions une ardeur et une persévérance que ni les railleries ni les injures ne purent ébranler.

Ce sont là des qualités qui rachètent bien des fautes et qui font que l'histoire du féminisme de 1848 ne doit pas être seulement une leçon, mais aussi, à certains égards, un exemple.

---

Vu par le Président de la thèse.

CHAVEGRIN

Vu, le Doyen,  
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :  
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

LIARD



## BIBLIOGRAPHIE COMPLÉMENTAIRE

### *Ouvrages non cités en note au cours du volume*

- BLANC (Louis). — Organisation du travail, 5<sup>e</sup> édition, 1848.
- CHELIGA (Maria). — Le mouvement féministe en France  
(Revue politique et parlementaire, 1897.)
- CHEVALLIER (Em.). — Les salaires au xix<sup>e</sup> siècle, 1887.
- DESSIGNOLLE. — Le féminisme d'après la doctrine socialiste  
de Charles Fourier. Lyon, 1903.
- DUVERGER. — Etudes de législation de la condition politique  
et civile des femmes. (Revue pratique du Droit  
français, 1869-1870.)
- FRANK (Louis). — Essai sur la condition politique de la  
femme, 1893.
- GIRAUD (Victor). — De la condition des femmes au point  
de vue de l'exercice des droits publics et politiques.
- HUGO (Victor). — Choses vues.
- LACOUR (Léopold). — L'humanisme intégral.
- LAMBERT (Maurice). — Le féminisme et ses revendications,  
1897.
- LE FAURE (A.). — Le socialisme pendant la Révolution.
- LE ROY (Albert). — George Sand et ses amis, 1903.
- MAILLARD (Firmin). — La légende de la femme émancipée.
- MILHAUD (Caroline). — L'ouvrière en France. Paris, 1907.
- OSTROGORSKI. — La femme au point de vue du droit public.

REYBAUD (Louis). — Etude sur les réformateurs ou socialistes modernes, 1848.

THOMAS (P.-F.). — Pierre Leroux ; sa vie, son œuvre, sa doctrine, 1904.

THONISSEN. — Le socialisme depuis l'antiquité jusqu'à la constitution française du 14 janvier 1852.

TURGEON. — Le féminisme français, 2 vol., Paris, 1902.

VIOLLET (Paul). — Histoire des institutions politiques et administratives de la France, 3 vol.

---

La Bibliothèque la plus complète sur les questions féministes, particulièrement au point de vue historique, est celle de MM<sup>mes</sup> Vincent et Mauriceau, 13, rue de Paris, à Asnières (Seine). Ces dames communiquent très obligeamment leurs documents aux personnes qui désirent les consulter.

## TABLE DES MATIÈRES

### Pages

|                                                                                                                                                                                                                                        |   |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|
| PRÉFACE. — <i>Les Origines du mouvement féministe de 1848. L'école saint-simonienne et l'égalité des sexes. L'émancipation de la femme d'après Fourier et ses disciples. L'argument théologique. Les précédents historiques.</i> . . . | 7 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|

## PREMIÈRE PARTIE

### Le Féminisme Politique

|                                                                                                                                                                                                                                                                                     |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I. — <i>Le Gouvernement Provisoire.</i> — Le suffrage universel et l'égalité politique des sexes. Les candidatures féministes d'Ernest Legouvé et de George Sand. L'attitude de Cabet sur la question des droits politiques des femmes. . . . .                            | 37 |
| CHAPITRE II. — <i>L'Assemblée Constituante.</i> — Les clubs de femmes ; leur interdiction par le décret du 28 juillet 1848. Les droits politiques des femmes dans les projets de Constitution. Inutile intervention de Considérant : le suffrage universel reste unisexual. . . . . | 57 |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                     |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE III. — <i>L'Assemblée législative.</i> — Candidature et campagne électorale de Jeanne Deroin. Le droit de pétition des femmes et la proposition Chapot. Amendement de Pierre Leroux tendant à accorder aux femmes le droit de suffrage dans les élections municipales..... | 79 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

## DEUXIÈME PARTIE

### Le Féminisme Economique

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE I. — <i>Les conditions du travail des femmes.</i> — Les salaires et les chômages. La condition de l'ouvrière d'usine. Les effets de la crise industrielle dans le Nord de la France. La durée du travail des femmes ; projet de réglementation.....                                      | 114 |
| CHAPITRE II. — <i>L'infériorité des salaires féminins et ses causes.</i> — La concurrence masculine dans les métiers féminins. Le travail des prisons, des casernes et des couvents ; tentatives de réglementation. Le travail à domicile ; les entrepreneuses ; la concurrence des machines..... | 132 |
| CHAPITRE III. — <i>Les ateliers nationaux de femmes.</i> — La Commission du Luxembourg et les déléguées des ouvrières sans travail. Critiques que souleva l'organisation des ateliers nationaux de femmes. Regrets que provoqua leur suppression.....                                             | 152 |
| CHAPITRE IV. — <i>Les associations féminines.</i> — Asso-                                                                                                                                                                                                                                         |     |

|                                                                                                                                                                                                                                                      |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| ciations professionnelles et associations ou-<br>vrières. Projets grandioses, mais difficultés<br>pratiques de leur réalisation. Jeanne Deroin<br>et l'Union des Associations.....                                                                   | 170 |
| CHAPITRE V. — <i>Les professions libérales et les reven-<br/>dications féministes.</i> — La situation des fem-<br>mes dans l'enseignement ; la loi du 15 mars<br>1880. La pétition des « Sages-femmes<br>unies » et la question de la femme-médecin. | 188 |
| CONCLUSION.....                                                                                                                                                                                                                                      | 197 |
| BIBLIOGRAPHIE COMPLÉMENTAIRE.....                                                                                                                                                                                                                    | 205 |









